

GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMERO : 18 F BIMESTRIEL N° 13 — JANVIER-FEVRIER 1984



DANS CE NUMERO

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 13

Janvier-février 1984

Publication des
Editions Floréal
61, rue F.D. Roosevelt
27000 Evreux

Directeur de la publication :
Jean SANDRIN

Rédacteur en chef :
Hervé LUXARDO

Directeur administratif :
Georges PELLETIER

Fabrication et maquette :
Georges POTVIN

Avec la collaboration
pour ce numéro
de Michèle Belle, Jean-Paul Bertaud,
Monique Baudoin,
Guy Citerne, Madeleine Fernandez,
Jean-Gabriel Fichau, Sylvie Fournet,
Thierry Paquot, Michel Serceau.

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02.42-9705

Imprimé en France
Composition : Scop Presse Normande
à Evreux
Impression : Imprimerie André
Le Neubourg

ILLUSTRATION DE COUVERTURE :

Cette éloquente affiche de Royer, en 1943, promet la corde aux trafiquants. Pourtant, le marché noir, compagnon des restrictions, a sévi jusqu'en 1949. On lira en page 23 notre article sur "Pain jaune et marché noir dans la période d'après guerre".

CREDITS PHOTOGRAPHIQUES :

Roger Viollet, page 23.
Les autres documents sont la propriété des auteurs ou proviennent des archives des Editions Floréal.

EDITORIAL

L'historien — et plus encore celui qui s'attache à l'Histoire populaire — se voit souvent transformé en iconoclaste.

Que de fausses idoles à renverser ! Que de mythes à rectifier ! Que d'idées reçues à redresser !

Bien entendu, il n'en faut que davantage de rigueur dans la recherche, et davantage de prudence dans les conclusions. Mais jamais de timidité.

Ainsi Gavroche s'attaque-t-il dans ce numéro à deux institutions : Poitiers, 732 ; et les Soldats de l'An II.

"Charles Martel arrêta les Arabes à Poitiers en 732". C'était là l'un des puissants jalons dont l'apprentissage "par cœur" était naguère la clé de l'enseignement de l'Histoire de France aux écoliers. Or, ce n'est sans doute pas Charles Martel qui a arrêté le premier (ni le dernier !) les Arabes, qui étaient d'ailleurs à l'époque des Sarrazins ; ce n'était probablement pas à Poitiers ; et peut-être pas en 732...

Certes, Charles d'Héristal, dit Charles Martel, fut un habile unificateur du royaume franc (par ruse et par force) ; il prépara l'avènement des Carolingiens ; il fut un politique remarquable, bien que peu scrupuleux. Mais pour les Arabes à Poitiers, on a des doutes... On lira pourquoi.

Quant aux soldats de l'An II, on sait quelle sublime légende leur a attachée Victor Hugo. Devant tant d'envolée poétique, on est tout prêt à suivre... Mais voici une liasse de lettres de conscrits d'un petit village d'Auvergne, Puy-Guillaume. Ah ! qu'elles sont touchantes, ces lettres aux formules naïves, à l'orthographe plus qu'incertaine, souvent dictées, préoccupées des choses du village et non de politique ni trop de la Révolution, plus portées à raconter les misères — froid, souffrances, famine, fatigues, blessures — que les faits d'armes.

Quoi ! ce sont là les enthousiastes et irrésistibles combattants hugoliens, pourfendeurs des tyrans et de leurs séides ? Le plus souvent, une formule copiée en tête de lettre est leur seule mention de la foi républicaine — que cependant, on le lira, la Convention entendait leur inculquer.

C'est ainsi pourtant, subissant leur peine et languissant de leur village, qu'ils ont gagné la guerre et fait leur part d'Histoire. La légende était plus belle ? Peut-être. Mais ils nous plaisent bien comme ça, avec ces qualités de fidélité au terroir et de répugnance à la guerre, si naturelles au peuple, et si souvent contrariées.

Gavroche

Courrier des lecteurs

La glacière du Château de Ranay (Loir-et-Cher)

Bien avant réfrigérateurs et congélateurs, nos ancêtres (les plus fortunés) conservaient viandes et aliments dans des glacières ou rafraîchissoirs. Ceux-ci se trouvaient dans les châteaux (Lavardin) ou aux abords (Ranay). Il suffisait d'entasser dans des constructions spéciales de gros blocs de glace pendant les hivers, plus rigoureux que ceux que nous connaissons aujourd'hui, et la glace se conservait tout l'été. Cette méthode a probablement eu cours jusqu'à l'aube de la guerre 1914-1918 ; elle n'est pas exceptionnelle. Elle est attestée dans les archives de nombreux châteaux de la région et des départements limitrophes.

Le rafraîchissoir du château de Ranay (1) est situé à la Glacière, commune de Saint-Martin-des-Bois, canton de Montoire sur le Loir (Loir-et-Cher). Il est en piteux état, mais les propriétaires de la ferme, en faisant appel à leurs souvenirs, me l'ont assez bien décrit.

Le rafraîchissoir, circulaire, est en moëllons, pierres de taille (tuffeau), briques et silex mélangés à un lien de sable et de terre humide. Il était profond d'environ 10 mètres. Presque comblé, il sert maintenant de tout à l'égout pour la ferme. Coiffé d'un toit en madriers de chêne (il en reste quelques éléments dans le trou) en forme de clocher et recouvert de chaume de seigle (épaisseur 100 centimètres), il devait avoir fière allure. Une construction en pierres de taille, apparemment sans toit, haute d'environ 200 cm, comportant deux portes en bois identiques (180 x 100), était accolée au rafraîchissoir. Les tombereaux, en plein hiver, chargeaient dans les douves et les deux fosses rectangulaires du château de Ranay, tout proche, la glace que les charretiers déversaient dans la construction ou abri en pierres et jetaient ensuite dans la fosse.

Auparavant, l'on avait pris soin de faire chauffer quelques chaudrons d'eau que l'on balançait sur la glace qui devenait ainsi une masse compacte en se resolidifiant, sans bulles d'air à l'intérieur.

La glace, à l'abri des intempéries et des changements climatiques, restait intacte très longtemps. De plus, une haie dense d'ifs et de marronniers apportait la fraîcheur lors de la canicule.

La route, exposée nord/nord-est, qui va de la ferme "La Glacière" au château de Ranay, s'appelait route de la Rime, nom d'un vent froid, d'un courant glacial. Chaque année d'ailleurs, de nombreuses vignes gelaient aux alentours. L'emplacement était idéal pour l'ancêtre de notre réfrigérateur !

Gérard FERRAND

(1) Château féodal distant de 2,5 km de Montoire.



CHARLES MARTEL a-t-il arrêté les Arabes à Poitiers en 732 ?

"Abdérame, sûr de lui, rangea sa cavalerie comme pour une parade de fantasia. Au moment où elle s'apprêtait à donner la charge, une bordée de flèches vint se planter dans les flancs des chevaux. La charge démarra, mais à ce moment précis, le mur de boucliers ennemis se déplaça de quelques pas pour se réfugier parmi les cépées et les chênes clairsemés. Son plan de bataille déjoué, Abdérame ordonna d'envelopper l'ennemi dans une ronde sans fin.

Un certain nombre de guerriers chrétiens étant harponnés au grappin, leurs camarades se précipitaient pour en couper la corde à la hache. Les chevaux agrippés de même par le poitrail s'abattaient en faisant une pirouette spectaculaire. De part et d'autre les cadavres s'entassaient. Les chevaux tombés gênaient, nombre de montures couraient sans cavaliers, et les guerriers musulmans ayant utilisé leur grappin se trouvaient désarmés. Un flottement se manifestant parmi la cavalerie sarrazine, Charles d'Héristal (surnommé Charles Martel) en profita pour ordonner la contre-attaque des chrétiens. Ceux-ci s'élancèrent au cri de guerre de "Mon-Joi"...

Abdérame ne put réagir. Ses chevaux tombaient de toutes parts. Les haches des fantassins chrétiens frappaient avec une telle violence que les pattes des coursiers se détachaient du corps et que l'animal roulait au sol en poussant des gémissements. De toute la force de ses poumons, il ordonna la retraite qui devint une fuite éperdue. Charles d'Héristal venait de gagner la plus grande bataille de la chrétienté contre les Arabes : Poitiers, 732.

"Les Francs se mirent à la poursuite des Sarrazins. Ils gardèrent constamment l'avantage. Un an après, en 733, malgré les poursuites incessantes de Charles d'Héristal, dit Charles Martel, Abdérame réussit à reformer et réorganiser son armée. Une bataille encore plus meurtrière eut lieu près de Saint-Céré (dans le Lot). Cinq charges extrêmement violentes se succédèrent durant lesquelles les Sarrazins empanachèrent leurs chevaux de peaux humaines encore fumantes : c'était celles des enfants et des femmes qu'ils avaient fait prisonniers. Ils espéraient ainsi démoraliser les Francs qui, probablement, se trouvaient être les pères, frères, époux, de ces malheureuses victimes. Pourtant, l'instant d'horreur passé, ceux-ci reprirent leurs esprits et n'en eurent que plus de hargne à vaincre"...



Guerrier sarrasin (reconstitution pour une émission télévisée)



Guerrier franc

Chef franc



Poitiers ou Tours ? 732 ou 733 ?

Cette relation de la bataille de Poitiers est directement inspirée de l'ouvrage de Gussy Lherm publié en 1967 (1) ! On croit rêver ! En plus des erreurs historiques — Abdérame périt lors de la bataille — nous sommes en plein délire fantaisiste, et ce texte aux accents racistes se termine sur cette interrogation : *Le Sarrazin de nos jours a-t-il vraiment évolué ?*

(1) Gussy LHERM — *La bataille de Poitiers*, Brive, Mangein et Cie, 1967.

La Gaule vers 715



En fait, cette célèbre bataille semble couverte d'un voile épais que les historiens ont beaucoup de difficulté à soulever. Ils ne sont d'accord ni sur la date ni sur le lieu où elle se disputa. Les uns la placent au 7 octobre 732, d'autres l'année suivante. La localisation du champ de bataille prête également à controverse. Certains le situent sous les murs de Tours, d'autres près de Poitiers. Les écrits arabes portent : sur les rivages de la rivière "owar". Cette rivière n'est pas identifiée d'une manière certaine, mais il est probable qu'il s'agit de la Vienne.

Le lieu de l'affrontement fut situé arbitrairement à Poitiers. Quant à ce qui s'y est réellement passé, une seule chronique relate la bataille : celle d'Isidore de Béja. Il s'agit d'une chronique espagnole chrétienne du 8e siècle, attribuée autrefois à Isidorus Pacensis (Isidore de Béja). Elle fut rédigée par un anonyme en territoire musulman, à Cordoue ou à Tolède. C'est la seule chronique qui donne des détails sur la bataille de Poitiers en laissant penser qu'elle les tient d'un témoin arabe. Certaines précautions sont toutefois à prendre avec ce récit. Les Francs-Austrasiens y sont présentés "vigoureux et de sang froid", recevant impassibles les coups avant de les rendre avec force. L'anonyme chrétien d'Espagne, vivant sous l'autorité musulmane, la détestait peut-être et aurait éprouvé le besoin de souligner le contraste physique et moral entre les Musulmans et les Européens. Quels qu'en soient le lieu géographique exact et la date précise, le débat réel se situe autour du véritable impact qu'eut cette bataille dans le royaume franc du 8e siècle.

Un batard nommé Charles

Cologne, décembre 714. Charles d'Héristal a 25 ans et, à l'instant même où

LA NEUSTRIE ET L'AUSTRALIE

Où se situent ces deux pays ?

La Neustrie s'étend de part et d'autre de la Seine. Son territoire va de la Loire à l'Escaut et de la baie de la Somme à la Moselle. Ses villes les plus importantes sont Paris, Meaux, Rouen, Chartres et Tours.

Ce pays domine les Gaules depuis qu'en 508 Clovis a fait une entrée triomphale dans Lutèce pour y installer son gouvernement. Dès lors, et pour longtemps, la Neustrie devient le centre politique de la Gaule et de la Germanie. Pourtant, l'idée d'une communauté politique n'existe pas et l'unité du *Régnum Francorum* est constamment remise en cause à la mort de chacun des rois. Le royaume paternel est partagé comme le serait n'importe quelle propriété lors d'une succession privée. La Neustrie — on dit aussi la Francie — reste le centre de gravité de l'Etat social dont l'unité, souvent compromise, se rétablit toujours au profit d'un souverain neustrien.

Pourtant une lente cristallisation s'opère dans les pays de l'Est. L'Austrasie désigne un territoire exploitant la Champagne, les vallées de la Meuse et du Rhin, et étend son autorité sur les peuples de la rive droite du Rhin : Alamans, Bavarois, Thuringiens. Ses villes sont Trèves, Metz, Cologne et Reims.

A l'aube du 7e siècle, prend corps dans l'aristocratie austrasienne un sentiment particulariste. L'hégémonie de la Neustrie est contestée le désir d'autonomie s'affirme.

Sans enthousiasme, les rois francs envisagent la possibilité de lâcher un peu de lest afin de calmer leurs vassaux. Clotaire (1) est le premier à composer avec eux : les Austrasiens réclament leur propre souverain, qu'ils le prennent ! En 623, Clotaire installe son fils aîné, Dagobert, sur le trône du royaume de l'Est. En contre-partie de cette concession, il confisque les pays austrasiens situés à l'ouest des Ardennes et des Vosges et les annexe à son propre royaume.

Cette annexion n'est du goût de personne. Le fils et ses nouveaux sujets protestent. Dagobert se rend à Saint-Ouen afin de prendre la jeune épouse imposée par son père et en profite pour s'expliquer avec celui-ci. Une vive altercation éclate entre les deux hommes. Une commission d'arbitrage est désignée et tranche en faveur du fils. Clotaire est contraint d'abandonner les terres qu'il s'était annexées. Ainsi débute l'antagonisme entre l'est et l'ouest du *regnum*, rivalité qui ne fera que s'exacerber.

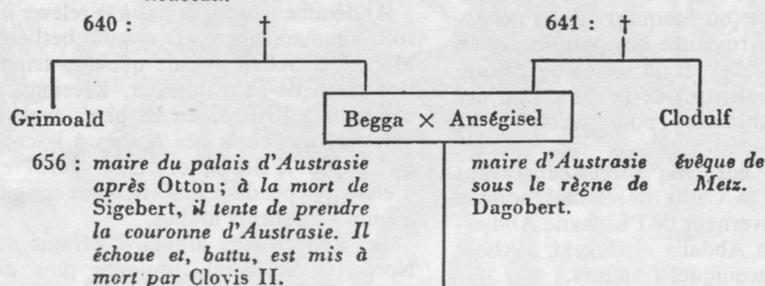
Souvent, le royaume tombe entre les mains d'enfants que l'on affuble d'une fausse barbe afin de les vieillir aux yeux du peuple. En attendant qu'ils soient en âge de manier la lance, c'est leur mère ou leur tante qui gouverne en s'appuyant sur les grands du royaume. Privé de toute responsabilité, le roi, devenu adulte, plonge dans l'inaction et la dépravation. On se souvient des images des livres d'histoire de notre enfance montrant ces *rois fainéants* allongés dans des chars tirés par des bœufs. Le Palais n'est plus qu'une sorte de "fédération" où s'affrontent diverses influences de groupes. Privée de l'autorité royale, l'aristocratie se donne un nouveau chef politique : le maire du Palais.

Que deviennent la Neustrie et l'Austrasie au sein de ces bouleversements ? Elles continuent à s'affronter sous la conduite des majordomes de leurs palais respectifs.

LES CAROLINGIENS

Pépin Ier (dit Pépin de Landen)
626-629 : *maire du palais d'Austrasie sous le roi* Clotaire II.
629-639 : *exil en Aquitaine sous le règne de* Dagobert *(mais son gendre devient maire du palais à sa place).*
639-640 : *maire du palais d'Austrasie à nouveau.*
640 : †

Arnoul de Metz
626-627 : *maire d'Austrasie avec* Pépin.
641 : †



Grimoald
656 : *maire du palais d'Austrasie après* Otton *; à la mort de* Sigebert, *il tente de prendre la couronne d'Austrasie. Il échoue et, battu, est mis à mort par* Clovis II.

Begga × Anségisel
maire d'Austrasie sous le règne de Dagobert.

Clodulf
évêque de Metz.

Pépin II (dit Pépin d'Héristal)
(épouse : Plectrude)
679 : *maire du palais d'Austrasie, annexe en 686 la Neustrie et devient maire du palais de toutes les parties du royaume.*
† 714 (16 décembre)

× *avec son épouse* Plectrude

× *avec une concubine* Alpaïde

Drogon
† 708

Arnould Hugues

Grimoald
† 714

Théodebald

Charles Martel
né en 689 ou 688
714-717 : *lutte contre* Plectrude
717 : *maire du palais d'Austrasie* → (Clotaire IV, *roi d'Austrasie de 717-719* †)
719 : *défaite de Ragenfried, maire du palais de Neustrie*
† *en 731*
738 : *achève l'unité*
741 : *divise son royaume et meurt le 22 oct. 741*

Childebrand

Carloman
Austrasie
Alamanie et Thuringe avec suz. sur la Bavière
747 : *entre au couvent*
† 754

Pépin le Bref
Neustrie
Bourgogne et Provence
751 : *proclamé roi des Francs dépose* Chilpéric III
† 768

Carloman
† 771

Charlemagne

son père Pépin d'Héristal, maire du palais, rend le dernier soupir, il fait sa première apparition sur la scène historique et la rate : "Captif derrière une porte à serrure et verrous, les jambes liées à une poutre, il disparaît du monde qui s'agite". Charles est en effet le fils illégitime de Pépin et d'une concubine, Alpaïde. L'épouse légitime Plectrude fait jeter le "bâtard" dans un cul-de-basse-fosse dès la mort de son père. Il est déjà marié et père de celui que la postérité désignera par le surnom de Pépin le Bref. La porte qui se referme sur lui doit le condamner à l'oubli. Son frère, Childebrand, trop jeune ou moins suspect, est épargné.

Cette réaction de la marâtre de celui qui, après un début misérable, se haussera jusqu'au pouvoir, n'est pas une simple affaire de famille. Elle exprime l'antagonisme latent qui, depuis deux siècles, dresse l'une contre l'autre la Neustrie et l'Austrasie, les deux fractions rivales du *Regnum Francorum*.

En 715, la Neustrie, avide de liberté, s'insurge contre Plectrude et contre l'autorité austrasienne. Une succession rapide d'événements aboutit au choc de la forêt de Cuise, près de la "villa" royale de Compiègne. Cette sanglante empoignade achève, par une défaite, le règne de Plectrude qui, échappant à grand-peine au carnage, s'enfuit avec son petit-fils, Théobald. Celui-ci, dit-on, en mourra de peur et de fatigue.

Les Neustriens étant victorieux, l'Austrasie est dans une situation critique. Celle-ci cherche une issue ; il n'est pas de redressement possible sans un chef.

Quelqu'un se souvient alors que Pépin avait un autre fils : Charles (2). Bien que bâtard, il n'en est pas moins le symbole d'une lignée qui, grâce à lui, n'est pas éteinte. Mais Charles se morfond en prison. Quelques complicités, un peu d'adresse, et le cachot restitue son prisonnier : Charles est libre. La foule l'acclame comme nouveau Maire du palais d'Austrasie (sorte de Premier ministre qui a la réalité du pouvoir royal).

Charles met à profit l'année 716 pour réorganiser le royaume déchiré par les luttes. Suit un duel interminable entre l'Austrasie et la Neustrie. Un seul désir anime Charles : faire la guerre. Les prétextes ne manquent pas. Tant de peuples sont en mouvement, et comment vivre sans butin, sans otage et sans femme ? Infatigable, Charles promène ses armes en Bavière, en Saxe et, bien entendu, en Neustrie.

Abd-er-Ahman, ben Abdalla el Gafeki

En ce temps-là, les Musulmans venus d'Espagne s'emparent, presque sans résistance, d'une partie du Midi de la Gaule. Dès l'année 719, la Septimanie est occupée par l'émir Alsamah. Narbonne qui, par sa position géographique, offre un solide point d'appui, reçoit une colonie musulmane et devient le centre d'opérations importantes. Ambessa, successeur d'Alsamah, s'empare de Carcassonne et de Nîmes. Mais l'Aquitaine lui oppose une résistance inattendue. Le comte Eudes lui inflige une cuisante défaite à Toulouse en 721. Si une victoire doit à tout prix être retenue pour le symbole, c'est Eudes d'Aquitaine qui, le premier, arrête les Musulmans à Toulouse en 721 ; il les chasse également de Rodez en 725. La déroute de leurs armées au-delà du Rhône ne compromet pas la domination des Musulmans en Septimanie. Mais à cette époque, en Espagne, éclatent des troubles qui les empêchent d'organiser une nouvelle expédition en Gaule.

C'est vraisemblablement sous le gouvernement d'Ambessa que le roi chrétien des Asturies, Don Pelage, repousse les

(2) Karl signifie "rosé" ou "le joufflu" en vieil haut-allemand. Les chroniques franques le traduisirent par "Charles".

DEFINITIONS

Sarrazins : nom donné, au Moyen Age, par les Occidentaux aux Musulmans en général.

Maures ou Mores : nom donné par les Romains aux Berbères indépendants, et plus spécialement à ceux de l'Ouest. A partir du 8e siècle, on appelle ainsi les Musulmans d'Afrique, métissés d'Arabes et de Berbères, et particulièrement ceux qui conquirent l'Espagne (en arabe al Mar).

Arabes jusque vers le Duero. Les peuplades vascones (ou basques) qui ne dépendent pas du royaume des Asturies, et en particulier celles de la vallée de l'Ebre, profitent également de la dispersion des forces musulmanes pour secouer leur joug.

Ambessa eut cinq successeurs avant qu'en 729, le Calife de Damas nomme comme gouverneur de l'Espagne Abd-er-Ahman ben Abdalla el Gageki, l'Abderame des chroniques franques.

La péninsule espagnole était alors partagée en cinq provinces, la Septimanie était la sixième avec Narbonne pour capitale. La Septimanie constituait pour les Musulmans un poste avancé par lequel ils touchaient les vallées du Rhône et de la Garonne qu'ils envisageaient de dominer.

A l'instar des provinces espagnoles, la Septimanie eut son gouverneur particulier qui résida à Narbonne ; mais les autres villes continuèrent à être administrées par des comtes goths ou gallo-romains. Les Chrétiens de la Septimanie conservèrent, aux mêmes conditions que ceux d'Espagne, la liberté de leur culte. Mais les relations entre les Eglises de ce pays et celles du reste de la Gaule furent brusquement interrompues.

Munuz et les Berbères

Le rôle d'Eudes d'Aquitaine, comme champion obligé de la chrétienté, devenait de plus en plus difficile. Malgré ses victoires contre les Sarrazins, ceux-ci ne désarmaient pas. La crainte de nouvelles invasions était d'autant plus pénible qu'il n'était pas certain de pouvoir disposer de toutes ses forces pour les arrêter. En effet, Charles d'Héristal était pour lui, du côté de la Loire, un voisin presque aussi suspect, et plus puissant que les Musulmans.

Le sentiment du danger rendit Eudes attentif aux divisions internes qui avaient suivi, en Espagne, la mort d'Anbessa ; il comprit qu'il pouvait en tirer quelques avantages.

Abdérame venait de prendre d'une main ferme et avec l'assentiment général, le gouvernement de la Péninsule. Avide de gloire et musulman zélé, il désirait venger la mort de ses prédécesseurs tués en terre chrétienne. Il sollicita des gouverneurs de l'Afrique et de l'Egypte de grands renforts de troupes. Il disposait également de guerriers volontaires qu'il avait attirés de toutes parts sous ses bannières par des promesses de récompenses et de butin. En attendant ces renforts, il occupa son temps à rendre l'Espagne paisible et prospère afin de partir tranquille faire la guerre aux Chrétiens.

Les mesures que prit Abdérame déplurent à certains de ses subordonnés, mais tous s'y résignèrent, à l'exception d'un seul, Munuz, qui par deux fois avait été élevé au gouvernement général de l'Espagne pour en être deux fois déposé. Celui qui lui avait succédé lors de sa seconde déposition avait tenté de se le concilier en l'investissant du plus important commandement militaire de la Péninsule, puisqu'il s'agissait de celui de la frontière orientale, la "ligne des Pyrénées".

Abdérame ne songea pas à le relever de son commandement. D'origine berbère, Munuz cherchait depuis quelque temps l'occasion de se manifester. Récemment convertis à l'Islam, les Berbères avaient participé aux côtés des Arabes à la conquête de l'Espagne. Les Berbères n'étaient cependant pas vraiment soumis à leurs vainqueurs arabes.

Les gouverneurs arabes d'Afrique du Nord (la Berbérie), toujours plus ou moins en garde contre eux, les opprimaient pour les contenir. Les Berbères n'en avaient que plus de motifs de se plaindre, et leurs plaintes retentissaient jusque parmi les Berbères d'Espagne. La guerre civile en Afrique du Nord et en Espagne menaçait.

Au moment où Abdérame fut promu au gouvernement de la Péninsule, les Berbères d'Afrique furent plus maltraités que de coutume. Sous le prétexte de venger ses compatriotes, Munuz tenta de s'emparer du gouvernement de la Péninsule, ou tout du moins, de devenir indépendant.

Lorsque Munuz conçut ce projet, il résidait à Livia, et les forces qu'il commandait étaient composées en grande partie de Berbères dont il était sûr. Pourtant, sentant que ses forces n'étaient pas suffisantes pour mener à bien ses projets, il négocia avec le chrétien Eudes d'Aquitaine pour s'assurer de son appui. La proposition du chef musulman était trop dans les intérêts d'Eudes pour que celui-ci ne s'empressât de l'accepter. Une alliance fut conclue entre eux, alliance dans laquelle chaque parti fit à ses convenances politiques le sacrifice de ses scrupules religieux. Eudes avait une fille que les chroniqueurs espagnols disent d'une grande beauté, nommée Lampagie ; il la donna pour femme à Munuz qui, toujours d'après les mêmes chroniqueurs, en devint éperdument amoureux.

Eudes et son allié musulman se promirent un soutien mutuel. Les forces de Munuz devenaient en quelque sorte l'avant-garde de celles d'Eudes d'Aquitaine. La frontière militaire de l'Aquitaine avec l'Espagne musulmane se trouvait par le fait reculée de toute la largeur des pays gouvernés par Munuz, c'est-à-dire au moins jusqu'à l'Ebre. Enfin, la Septimanie, n'ayant plus de communications assurées avec le gouverneur musulman de Cordoue, pouvait facilement être reconquise. Il y avait, dans les vues d'Eudes, le pressentiment d'un plan qui sera, à quelques détails près, exécuté plus tard par Charlemagne.

La conspiration de Munuz aurait éclaté en 731. Malheureusement pour lui, les troupes qu'Abdérame attendait d'Afrique et d'Egypte venaient d'arriver, tandis qu'Eudes était appelé d'urgence sur les bords de la Loire où les Neustriens et Charles d'Héristal lui donnaient beaucoup de soucis. L'Aquitaine, la Provence, la Vasconie, les bords du Rhône, étaient des pays riches où Charles avait la certitude de trouver pour ses soldats du butin et pour lui-même un surcroît de puissance et de gloire.

Sur un prétexte futile, Charles rompit l'alliance passée en 720 avec Eudes, assembla son armée dans le printemps de 731, et se prépara à passer la Loire.

Le roi Eudes fuyant Bordeaux en flammes (gravure de Bayard extraite d'une *"Histoire de France populaire"* du 19e siècle)





Charles Martel et Abdérame à la bataille de Poitiers (gravure de Yan d'Argent extraite de l' *"Histoire de France populaire)*

Eudes, qui venait juste de faire alliance avec Munuz, se précipita pour défendre ses Etats au moment même où il était dangereux pour lui de s'éloigner des Pyrénées afin de soutenir son allié musulman. Charles passa la Loire, mit Eudes en fuite et ravagea l'Aquitaine.

Pendant ce temps, Abdérame écrasait Munuz qui réussit à s'enfuir dans la montagne avec son épouse. Rattrapé par les soldats, il se fit tuer tandis que Lampagie, amenée devant Abdérame, fut ensuite envoyée à Damas, afin d'orner le harem du Commandeur des Croyants.

Eudes, vaincu, avait perdu sa fille et son allié musulman. Abdérame installé dans les Pyrénées préparait sa prochaine expédition. Il dut se mettre en route vers mai 732. Il voulait piller et dévaster le plus rapidement possible le maximum de pays, venger la mort de ses prédécesseurs et rétablir au-delà des Pyrénées la terreur qu'inspiraient les armées musulmanes.

Prélude à la bataille

Abdérame avait déjà atteint les plaines lorsqu'il rencontra Eudes à la tête de ce qui lui restait d'armée. Ce dernier fut vaincu, son armée anéantie. Bordeaux fut prise et pillée après une bataille meurtrière. Les Musulmans sortirent de Bordeaux embarrassés de butin et, à partir de ce moment, leur marche fut moins rapide et moins libre qu'auparavant.

L'armée d'Abdérame parcourut pendant trois mois les plaines, les montagnes et les plages d'Aquitaine sans rencontrer la moindre résistance en rase campagne. Abderame prit la décision de réunir ses forces jusque là éparses. Il visait Tours, dont l'abbaye Saint-Martin renfermait un trésor prodigieux.

Arrivé à Poitiers, il en trouva les portes fermées et la population en armes derrière les remparts. Il ne réussit qu'à prendre un faubourg, celui où se trouvait l'église Saint-Hilaire, qu'il pilla et incendia. Ne voulant pas perdre un temps précieux qu'il voulait utiliser à Tours, il leva le siège et reprit sa marche.

Certains historiens arabes affirment qu'il prit Tours, mais cela est peu probable. Ce qui paraît plus sûr est qu'il serra la ville de très près et qu'il était aux environs lorsqu'il rencontra l'obstacle imprévu qui vint bouleverser ses plans.

Sans armée, dans une position de chef déchu après le désastre de Bordeaux voyant ses Etats à la merci de l'ennemi, Eudes d'Aquitaine ne vit qu'un seul personnage capable de le tirer de ce mauvais pas. Ce personnage était Charles d'Héristal, duc d'Austrasie. Eudes se rendit à Paris, lui raconta ses déboires et le conjura de s'armer contre les Musulmans avant que ceux-ci eussent achevé de ravager l'Aquitaine et que l'envie ne leur prit d'en faire autant en Neustrie. Charles consentit.

Abdérame était sous les murs ou aux environs de Tours, lorsqu'il apprit que les Francs marchaient vers lui. Il aurait, à ce moment-là, fait lever son camp et reculé vers Poitiers, suivi de près par l'ennemi qui le cherchait. L'immense train de butin, de bagages, de prisonniers que son armée menait avec elle, rendant sa marche de plus en plus embarrassée, il aurait envisagé d'abandonner tout ce butin et de ne conserver que les armes et les chevaux. Mais il ne donna pas cet ordre et résolut d'attendre les Francs dans les champs des alentours de Poitiers. Ceux-ci ne tardèrent pas à paraître.

La bataille de Poitiers

Les deux armées durent s'aborder avec méfiance, curiosité et effroi, l'une et l'autre étant réputées pour leur bravoure à la guerre. Il devait y avoir un bon nombre de Gallo-Romains dans l'armée de Charles, car le chroniqueur Isidore de Béja parle d'armée d'Européens (qu'il nomme Europenses) et les Musulmans disent qu'elle était composée d'hommes de diverses langues. Les Sarrazins furent impressionnés par l'ordonnance compacte des rangs et le port des cottes de maille et des boucliers. Quant à la force numérique des deux armées, elle est inconnue, mais probablement celles-ci étaient à peu près égales.

Les deux armées s'observèrent durant une semaine et à l'aube du septième ou huitième jour, Abdérame, à la tête de sa cavalerie, donna le signal de l'attaque générale. Le sort du combat fut incertain entre les deux parties jusqu'au moment où, profitant de l'approche de la nuit, un détachement de Francs contourna le camp musulman pour le piller et pour prendre à revers les forces qui se trouvaient plus avant. La cavalerie musulmane abandonna le combat pour courir à la défense du camp et du butin qui y était entassé. Abdérame trouva la mort en tentant d'arrêter cette retraite.

Cet incident, décidant du dénouement de la bataille, n'est d'ailleurs pas confirmé par tous les historiens.

La nuit tombée, chacun regagna son camp.

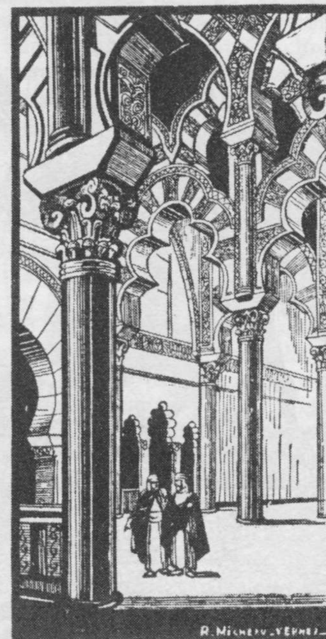
Dès l'aube, les Francs se disposèrent, comme la veille, en rangs serrés, s'attendant au même mouvement de la part des Musulmans. Mais, à leur grand étonnement, aucun bruit ne provenait du camp adverse. Etonnés, les Francs envoyèrent

COMMENT ON ECRIT L'HISTOIRE


Cavalier arabe à la bataille de Poitiers.

11. Charles-Martel arrête à Poitiers, en 732, une nouvelle invasion des Arabes. — *a*) **Les Arabes.** — Les Arabes venaient du nord de l'Afrique. C'étaient de beaux hommes, vigoureux, le visage bronzé par le soleil. Comme les Gaulois autrefois, ils étaient très braves; ils ne craignaient pas la mort, car ils croyaient revivre dans un autre monde, où ils seraient récompensés pour leur bravoure. C'étaient aussi d'excellents cavaliers, montés sur de petits chevaux très rapides. Pourquoi venaient-ils de si loin? Parce que Mahomet, le fondateur de leur religion, leur avait ordonné de conquérir le monde. Ils faisaient la « guerre sainte ». Ils imposaient leur religion par la force : « Crois ou meurs », disaient-ils, tandis que les disciples du Christ gagnaient les âmes par leur bonté et leur charité. Cependant, les Arabes n'étaient pas des barbares : ils savaient tisser de belles étoffes et construire de beaux monuments.

b) **La bataille de Poitiers.** — Les Arabes, après avoir fait la conquête de l'Espagne, avaient franchi les Pyrénées et s'avançaient dans le royaume franc. Charles-Martel comprit que ces adversaires étaient très dangereux. Il réunit une grande armée, composée de Francs et même de Germains, se porta au-devant des Arabes et les rencontra près de Poitiers. Pendant sept jours, les deux armées se regardèrent. Enfin les cavaliers arabes se précipitèrent en nombre immense sur l'armée de Charles-Martel. Mais les Francs restaient immobiles comme un mur et repoussaient toutes les attaques. A la fin, ils s'élancèrent à leur tour contre les Arabes, et les repoussèrent. Pendant la nuit qui suivit la bataille, les Arabes décampèrent et se sauvèrent en Espagne où ils régnèrent pendant longtemps.



La mosquée de Cordoue.

Texte et dessins viennent d'un ouvrage d'histoire "bien pensant" des années 30. A noter que la mosquée de Cordoue, devenue cathédrale, n'a été commencée par les émirs que plus d'un demi-siècle après la bataille "de Poitiers".

des espions qui découvrirent le camp désert. Les Sarrazins s'étaient enfuis pendant la nuit, abandonnant la plupart de leur butin. Ils s'avouaient ainsi vaincus.

Les Francs crurent à une ruse et fouillèrent les alentours pour s'assurer du départ de l'ennemi. Fantassins en majorité, ils ne purent poursuivre les cavaliers sarrazins.

Razzia de conquête ?

Dans leurs chroniques, les Musulmans distinguent toujours razzia et entreprises de conquête. Mais ces deux modes de pénétration étaient toujours liés. En principe, ils ne tentaient jamais une invasion sans procéder à un raid ou un débarquement nocturne de reconnaissance. Cette tactique leur permettait de raffler un maximum de butin tout en sondant la région. Ils déterminaient ainsi s'ils avaient ou non intérêt à revenir pour s'installer.

Les effectifs engagés n'étant pas nombreux, chaque incursion s'effectuait sur un front étroit. Ils semaient la terreur parmi les populations en les harcelant de leurs chevauchées. Cette méthode — comme toute stratégie de raid — devait mettre à rude épreuve les nerfs de l'ennemi.

Les Musulmans, essentiellement cavaliers, avaient un armement de qualité : lance, arc, bouclier rond et surtout le redoutable sabre courbé. Ils attaquaient par vagues successives en essaim tourbillonnant et se repliaient rapidement tout en tirant des flèches sur leurs poursuivants. Rapidité et habileté caractérisaient cette méthode, mais leur faisaient craindre le choc d'une bataille rangée.

Les Francs étaient des fantassins. Ils manœuvraient en triangle, en "coin" ou "svinfylinking" c'est-à-dire "en forme de hure de sanglier".

On pense que c'est au cours de cette bataille que Charles gagna le surnom de "Martel". L'importance et les résultats de cette bataille semblent avoir été exagérés lorsqu'on affirma qu'elle avait décidé

Etrange interprétation de "Carolus Martellus" par un graveur du XVI[e] siècle...



du triomphe de la chrétienté sur l'Islam, sans tenir compte de la victoire d'Eudes d'Aquitaine à Toulouse en 721.

Les suites de la bataille furent tout aussi fâcheuses pour les Aquitains que pour les Musulmans. Charles Martel semble n'avoir pris les armes contre ceux-ci que dans l'espoir de pouvoir les tourner ensuite contre les premiers. Il convoitait trop la domination de l'Aquitaine pour manquer une si belle occasion de l'obtenir. Il se trouvait en plein pays aquitain avec une armée forte et décidée, alors même que le Comte d'Aquitaine n'avait pu réussir à réunir ses forces dispersées. Charles contraignit Eudes à le reconnaître pour souverain de tous ses Etats et à lui jurer fidélité et soumission.

Depuis trente ans, le Comte Eudes avait patiemment bâti un état indépendant : le seul qui ne fût pas germanique dans toute l'Europe.

Si Poitiers (732) a effacé Toulouse (721) dans la mémoire collective, c'est que Charles Martel est le "grand ancêtre" de la dynastie des rois carolingiens. La papauté vit dans Charles Martel "le défenseur de la Chrétienté" et apporta donc son soutien aux Pépinides pour s'emparer du trône occupé par les "rois fainéants" mérovingiens. En 751, le fils de Charles Martel, Pépin le Bref, devint roi des Francs avec l'appui du pape Zacharie.

Charles Martel et l'unité carolingienne

Afin de prendre le pouvoir, la dynastie carolingienne utilisa deux politiques apparemment contradictoires : créer une

armée puissante de vassaux, rassemblés grâce à la confiscation de terres d'Eglise, et soutenir la réforme de l'Eglise. Afin d'augmenter le nombre de ses vassaux sans voir diminuer sa fortune personnelle — comme cela était arrivé aux Mérovingiens — Charles Martel eut l'idée de nommer des abbés et des évêques laïcs pour jouir des revenus des terres ecclésiastiques, ou bien encore accorda directement ou indirectement, à ses fidèles, en bienfait, la jouissance de terres d'Eglise. Les troupes de guerriers ainsi rémunérés par le duc d'Austrasie furent sans commune mesure avec celles que pouvaient aligner ses concurrents. Dans le même temps, Charles sut ne pas s'aliéner l'Eglise en encourageant renouveau et réforme. Il protégea le missionnaire Boniface (martyrisé en Frise en 754). Il protégea l'avancée du Christianisme en Hesse, en Thuringe et en Bavière, de telle sorte que l'évangélisation qui, jusque-là, était le fait d'hommes isolés, devint une véritable entreprise politique, associant baptême chrétien et conquête franque. De plus, il encouragea la réunion de Conciles pour assurer une meilleure discipline ecclésiastique, préparer une réforme liturgique et surtout, en 743-744, régler le problème des confiscations des terres d'Eglise.

Les premiers Carolingiens apparurent comme les seuls capables de restaurer l'ordre en Europe méridionale. Charles Martel fut en effet un unificateur résolu. Il reconstitua, par des guerres incessantes, la Gaule de jadis. Que la journée de Poitiers ait eu l'importance que lui donne la légende, ou que les problèmes internes que connaissaient à ce moment les Musulmans aient déterminé le recul de la vague venue d'Afrique, importe peu. Le fait essentiel est que Charles soit apparu comme le champion de la Croix, le champion de la latinité. Le talent de Martel ne fut pas tant de vaincre à Poitiers que d'avoir su exploiter au maximum sa victoire. Il broie tout ce qui lui résiste. A la mort d'Eudes, en 735, il se jette sur l'Aquitaine et en occupe les villes, mais il ne fait rien contre les Sarrazins qui viennent de se répandre de Narbonne jusqu'à Arles.

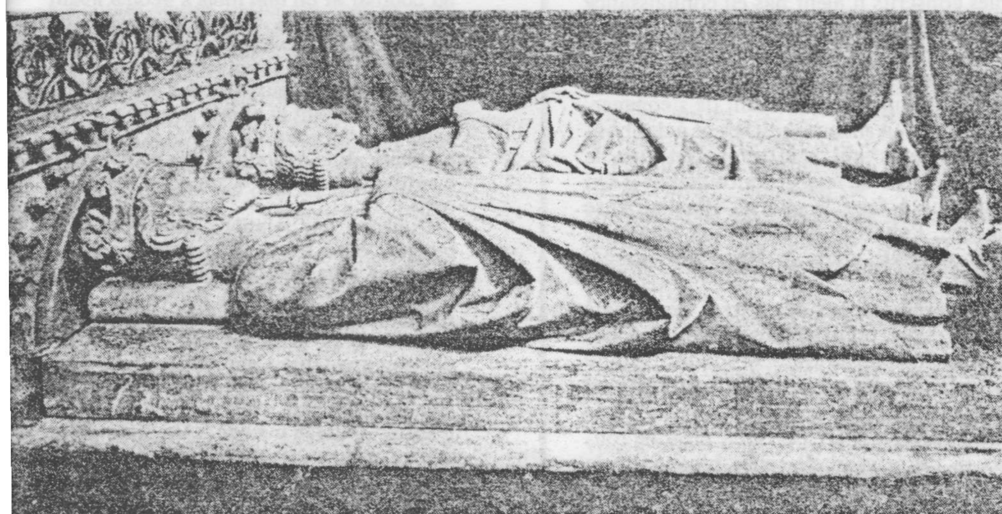
Ensuite il se dirige vers la vallée du Rhône qu'il soumet jusqu'à Marseille. Après le duc d'Aquitaine, le duc de Provence, Mauronte, est vaincu. Sur son chemin, Charles brûle Nîmes, Agde et Béziers.


Entrée de Charles Martel à Paris (732), (gravure extraite de l' Histoire populaire de la France").

Les Musulmans tentèrent la conquête de la Provence et Charles Martel dut venir les combattre une nouvelle fois dans le Languedoc. Pépin le Bref tenta d'éliminer l'occupant musulman de Narbonne. Il n'y réussit qu'après un très long siège, de 752 à 759 ! Charlemagne dut également affronter une grande expédition musulmane en 793. Poitiers ne fut donc pas la victoire définitive sur les Musulmans. Il s'agit bien plutôt de la mainmise des peuples du Nord sur le sud préparant la future unification carolingienne.

Madeleine FERNANDEZ

Le gisant de Charles Martel



LES SOLDATS DE L'AN II

Ils chantaient, ils allaient, l'âme sans épouvante
Et les pieds sans souliers ! (...)
Sans repos, sans sommeil, coudes percés, sans vivres,
Ils allaient, fiers, joyeux et soufflant dans des cuivres
Ainsi que des démons !
La liberté sublime emplissait leurs pensées (...)
La Révolution leur criait : "Volontaires,
Mourez pour délivrer tous les peuples vos frères !"
Contents, ils disaient oui (...)
La tristesse et la peur leur étaient inconnues.
Ils eussent, sans nul doute, escaladé les nues (...)

C'est ainsi que Victor Hugo participe à la création de la légende des soldats de l'an II. Qu'ils sont sublimes, ces "va-nu-pieds superbes" qui "dispersaient au vent les trônes roulant comme des feuilles mortes". Ne sont-ils pas un cinglant reproche à cette armée de 1852 qui vient de pousser sur les marches du trône le prince-président Louis Napoléon Bonaparte. Mais ces "lions qui aspirent les tempêtes" étaient-ils tels que le poète les décrit ? Ne sont-ils pas idéalisés ?

L'article qui suit, rédigé à partir d'une trentaine de lettres de conscrits, ne prétend pas décrire toute la réalité de l'armée républicaine. Il témoigne des mentalités et de la vie quotidienne des soldats. Il apporte des éléments qui jusqu'alors avaient été "oubliés".

S'il est vrai qu'à l'été 1792, dans de nombreuses régions s'est manifesté un réel enthousiasme patriotique pour défendre les acquis révolutionnaires, il ne fut pas général et s'émoussa au fil des mois...

La rédaction

1 LETTRES DE CONSCRITS AUVERGNATS

Le 2 thermidor de l'an II (27 juillet 1794) marque un tournant décisif dans l'épopée révolutionnaire. L'autoritarisme montagnard, qui a permis au nouveau régime républicain de triompher des ennemis de l'intérieur (écrasement des insurgés vendéens en décembre 1793) ligués à ceux de l'extérieur (victoire de Fleurus en juin 1794), devenu inutile et oppressant, meurt à son tour dans la violence (renversement de Robespierre et de ses partisans). Lui succède la bourgeoisie thermidorienne, fermement décidée à stopper la Révolution populaire pour maintenir les nouveaux privilégiés à la tête de la Nation (accapareurs, acheteurs de biens nationaux, fournisseurs aux armées et personnel politique...) et à restaurer le libéralisme économique.

Mais de ces bouleversements politiques qui agitent l'an II, aucune des lettres ne donne le moindre écho. Etonnant silence ! Il est impensable que ces humbles conscrits n'aient pas eu connaissance des changements qui affectaient le pouvoir central. S'agit-il d'un silence prudent, dans l'attente d'une clarification de la situation politique, avant de s'engager, ou bien d'un silence indifférent à des bouleversements qui n'affectent en rien le déroulement de leur vie quotidienne ? On continue à faire la guerre. Plus curieuse encore, l'absence de traces des traités de paix de Bâle et de la Haye d'avril/mai 1795.

La présentation des lettres de soldats d'Auvergne pourrait laisser croire à des sentiments patriotiques, si son uniformité ne reflétait pas un modèle imposé et, en conséquence, une certaine surveillance de la correspondance. En effet, presque toutes (à l'exception de celles provenant de Vendée) débutent invariablement par les mots *Liberté* et *Egalité*, répartis aux deux angles supérieurs de la page. L'armée du Rhin fournit même du papier à en-tête orné d'une vignette au symbolisme évident que même les illettrés sauront déchiffrer : éclairé par un soleil radieux, se dresse un mât feuillu, couronné d'un bonnet phrygien et traversé d'un drapeau tricolore. Au pied de cet Arbre de la Liberté, un lion repose auprès d'un tam-

L'HISTOIRE AU FOND

Trente et une lettres écrites en 1794 et 1795, une autre datée de janvier 1798, permettent de pénétrer dans l'univers familier de ceux qui quittèrent leur foyer et leurs travaux pour combattre aux frontières de la France menacée, puis menaçante. De l'Armée d'Italie proviennent 20 missives, de l'Armée du Rhin 4 : des lieux où la guerre continue de faire rage. Les autres lettres témoignent d'horizons plus "calmes" ; 3 furent expédiées de la Vendée "pacifiée" et les autres de ports ou de villes de l'intérieur.

Ces lettres furent à l'origine rassemblées par les municipalités ce qui en assura la conservation. Il s'agissait alors de fournir à l'administration une preuve d'incorporation et d'existence, afin que les familles puissent percevoir les secours prévus. (Cent livres par an en 1794, écrit un des Défenseurs de la Patrie qui indique par ailleurs que le pain vaut 10 livres le kilo). Plus insidieusement, les autorités pouvaient glaner des renseignements pour faire la chasse aux déserteurs et établir des rapports concernant l'état des esprits.

Notons qu'une telle source historique présente des difficultés d'exploitation : nous ne disposons pas de toutes les lettres rédigées durant la période envisagée. Le genre épistolaire déforme souvent les sentiments véritables.

Une quinzaine de jours généralement paraissent nécessaires à l'acheminement du courrier et un bon mois s'écoule avant que le soldat ne trouve l'occasion de répondre. La fatigue, les combats, la maladie sont souvent invoqués pour excuser les retards anormaux. Arrivé à destination, le billet sera tant lu et relu que les parents analphabètes pourront bientôt le réciter de mémoire, et le moindre terme en sera longuement pesé par chacun des parents et amis.

L'univers des relations paraît des plus réduits : outre le noyau parental, les frères et sœurs (que l'on ne désigne jamais par leur prénom) on salue également leurs conjoint et rejetons, surtout lorsqu'on se trouve parrain d'un de ces derniers. Un oncle et une tante s'ajoutent parfois, sans qu'on éprouve le besoin de mentionner les cousins, à moins de s'adresser globalement à "toute la maison". Un "grand" et une "grande" (grands-parents) ne se voient cités qu'une seule fois. Quant aux

bour, un coq se perche sur un canon. Les mots *Liberté - Egalité - ou la Mort* encadrent le dessin. Mais trois rédacteurs seulement innovent en ajoutant au slogan ordinaire de la République quelques maximes révolutionnaires : *''Humanité et fraternité''* proclame l'un d'eux ; *''Vivre libre ou mourir''* écrit un autre ; *''Amour du Peuple''* calligraphie enfin un dernier.

Comme les deux mots d'ordre imposés, la référence au calendrier républicain, dans l'en-tête des lettres est de rigueur. La plupart du temps, la datation ajoute l'expression la *''République française, une, indivisible''* et généralement *''démocratique''*. Deux soldats seulement font preuve d'initiative : *''Vive la République''*, ajoute l'un ; *''Impérissable, inépuisable, intarissable''*, renchérit

De Sravyore set 12 frimaire 3me anne
Republiquins francaise
liberte — Egalite
et amour du peuple

Mon tres cheres pere
je fais metres la main à la plumes pour

l'autre. Mais le *''Vieux style''* (calendrier chrétien) revient tout naturellement sous la plume lorsque, en cours d'écriture, se présente le besoin de dater un événement.

Dans le même ordre d'idée, un jeune Auvergnat fraîchement arrivé à son cantonnement indique pour adresse : *Port-de-la-Montagne* (nom imposé à Toulon, après sa reprise par les armées républicaines). Un mois plus tard, *Toulon* aura retrouvé dans la correspondance, sa dénomination traditionnelle.

Hors de ce républicanisme de façade, trouve-t-on quelques manifestations spontanées de patriotisme ?

''Les vaillants défenseurs de la patrie''

Si rarissimes sont les lettres traduisant un soupçon d'enthousiasme que les citer ne prendra pas beaucoup de place. *''Malgré les peines et les fatigues que nous avons, ça nous ennuie point parce que nous nous battons pour nous-mêmes (...). Je puis vous dire que je sers toujours en brave républicain et en vaillant défenseur de la patrie''* écrit un soldat de l'armée du Rhin à son épouse. Mais sa lettre date du 31 mai 1794, du temps où l'on parlait encore de défendre la patrie et de libérer les peuples opprimés ; de surcroît, père de famille, il fait partie des rares véritables volontaires, un qualificatif qu'il ajoute fièrement dans la boucle de sa signature. Quatre autres recrues seulement feront état d'une telle condition.

Parmi notre trentaine de *''Défenseurs de la Patrie''*, combien de *''Volontaires sous peine de mort''*, comme disent ironiquement les adversaires du nouveau régime ? Combien de remplaçants, payés pour ''risquer leur peau'' à la place d'un autre plus fortuné ? Ainsi Claude Dusson, de ce *''très mauvais pays''* qu'est le Piémont, s'inquiète de savoir si son père a bien touché l'argent qui lui revenait du tirage au sort, à l'occasion duquel il s'est vendu pour prendre la place d'un autre. Une dévaluation catastrophique ne cesse d'amoindrir la somme alors promise par contrat. La conscription rendue obligatoire par le décret d'août 1793 (levée en masse) a-t-elle véritablement instauré l'Egalité ?

A Puy-Guillaume, sur quelque 70 conscrits, 38 proviennent de cette levée en

20 avril 1792 — La France déclare la guerre au roi de Hongrie et de Bohême.

25 avril — A Strasbourg, Rouget de Lisle compose et chante chez le maire Dietrich son ''Chant de guerre pour l'armée du Rhin'', que l'on appellera plus tard ''La Marseillaise''.

11 juillet 1792 — L'Assemblée proclame la Patrie en danger.

21 juillet — Le décret proclamant ''la Patrie en danger'' est lu sur les places publiques au son des canons d'alarmes. A Paris, 15 000 volontaires s'enrôlent en une semaine.

26 août — L'Assemblée décrète une levée de 30 000 hommes.

20 septembre 1792 — Victoire de Valmy sur les Austroprussiens.

6 novembre — Victoire de Jemmapes.

21 décembre — La Convention décrète l'unification de la solde entre troupes de lignes et volontaires nationaux, prélude à ''l'amalgame''.

21 janvier 1793 — Exécution de Louis XVI

Février 1793 — Entrée en guerre de l'Angleterre.

24 février 1793 — La Convention décrète la levée de 300 000 volontaires. Elle prévoit de nombreux cas d'exemption et le recours au tirage au sort pour compenser l'insuffisance éventuelle du volontariat. Elle décrète l'amalgame et l'élection d'une partie des officiers par les soldats.

4 mars 1793 — A Cholet, 1ère manifestation contre la levée des ''volontaires'' appliquée en fait comme une conscription.

9 mars — Envoi de 86 représentants en mission dans les départements pour activer l'exécution du décret sur la levée des 300 000 hommes.

30 avril — La Convention décrète la création de 11 armées.

4 août 1793 — La Commune de Paris demande la levée en masse de la Nation.

23 août 1793 — *La levée en masse du peuple français* est décrétée par la Convention.

QUI DORT DES TIROIRS

familles amies, elles se limitent au voisinage immédiat. Aussi tout oubli entraînera-t-il des vexations. Pour avoir manqué précédemment à ce code naturel des convenances, des lettres contiennent des excuses réitérées :

''Je suis doublement coupable d'avoir préféré d'écrire plutôt à un oncle qu'à une mère — quoique cependant lui ai-je bien marqué de vous saluer de ma part et de vous témoigner combien vous m'étiez chère... Je vous avais oublié, oh quel crime ! Non, j'avais l'esprit égaré, il me faut absolument une lettre ou votre main aura tracé mon pardon...''.

''Mon frère se plaint que je n'ai point marqué de compliments pour toi''.

Les rédacteurs, maîtrisant plus ou moins bien leur plume, œuvrent souvent pour le compte de camarades analphabètes, qu'ils écrivent sous la dictée ou improvisent au gré de leur inspiration pour remplir la page. Quelques formules nous avertissent parfois de ce dédoublement de personnes : *''Je fais mettre la main à la plume'' ; ''Il faut que celui qui l'a écrit* **(ma dernière lettre)** *l'ait oublié car je lavait bien recommandé''.* **Ou bien encore, après lecture de sa prose, le scribe d'occasion se contentera de rectifier par des ratures les erreurs manifestes, remplaçant ''Mon très cher père'' par ''Ma très cher mère'' par exemple. Il arrive aussi que le secrétaire improvisé, emporté par son élan, signe la lettre de son propre nom !**

A ces cas flagrants de lettres dictées s'ajoutent toutes celles qui sont dépourvues de signatures. Ainsi pouvons-nous évaluer le taux d'analphabétisme à 70 %. Taux minimum car le rédacteur bénévole peut pousser l'obligeance jusqu'à inventer une signature à son camarade.

Certains profiteront-ils du service militaire pour apprendre à lire et à écrire ? Tel François Dauzat qui conclut fièrement sa lettre par ces mots : *''Ce moy tia fait lalaitre''.* **Si son orthographe laisse à désirer, le jeune soldat possède une remarquable écriture. Mais il est vrai aussi que le nouveau lettré totalise près de cinq ans d'ancienneté. Exceptionnel paraît son cas, dans les premières années de la République. 2 à 3 soldats sur 10 sont capables de manier la plume.**

Jamais sans doute nos jeunes Auvergnats et leur famille n'avaient éprouvé à un tel point le besoin de savoir lire et écrire.

litertè — Égalite

acaulle de tante le 17 frutidore lan cegon de larepublique francaise

Mon peure je Recut la leutre que vous mavez tanrriè qui ma fait baucoup

masse. Mais cette réquisition de tous les célibataires et veufs sans enfant de 18 à 25 ans ne deviendra effective qu'au mois d'avril de l'année suivante. Parmi la trentaine de recrues des années précédentes, il n'y a que 8 volontaires, et aucun n'est natif de la commune.

Passé thermidor (juillet 1794), un autre conscrit conclut : *"Votre fils pour la vie bon Républicain"*. De l'armée des Alpes, un jeune Puy-Guillaumois, entre la traditionnelle introduction sur la santé et la conclusion tout aussi conventionnelle, écrit : *"Vous voudrez bien agréer que je vous fasse passer par la poste le certificat que vous me demandez ; je suis charmé de vous donner droit à la gratification accordée par la Convention aux parents des bons défenseurs de la patrie. Nous apprenons avec le plus vif intérêt l'avancement de nos armées. La patrie est sauvée, vive la République !"*. Seuls renseignements glanés dans les registres d'état-civil, les parents du signataire — ou prétendu tel — sont tous de besogneux métayers-meuniers analphabètes. Mais l'intéressé lui-même n'a laissé d'autres traces que son acte de baptême : ce qui implique qu'il mourut dans une autre commune, peut-être pendant son séjour à l'armée. Il paraît donc vraisemblable que cette lettre fut rédigée par un camarade ayant pour seule consigne d'indiquer que tout allait bien et que le certificat demandé suivait.

Un dernier "Défenseur de la Patrie", enfin, assure ses parents qu'ils *"seraient flattés de voir sa conduite"* car *"la seule consolation qui me reste c'est d'être au service pour la défense de ma patrie"*. Mais à vrai dire, ce patriote ne prend guère de risques : "planqué" à Lyon, il profite de son séjour afin de marchander une pièce de soie pour le compte de son père, ainsi que nous l'apprenons dans un post-scriptum dont le sérieux tranche étrangement avec l'emphase du corps de la lettre.

LA LEVEE EN MASSE

(Décret du 23 août 1793)

District de Thiers, séance du 16 frimaire an 2 (4 décembre 1793)

Un membre a dit : vous venez de recevoir une lettre du ministre de la Guerre relative à l'incorporation des citoyens de la 1ère Réquisition (...). Vous avez vu dans cette lettre que le ministre présume que la réunion des jeunes citoyens est déjà effectuée et organisée.

L'ensemencement des terres, arrêté par la *Levée en Masse,* jointe au défaut de subsistances et au dénuement absolu d'armes et d'effets d'équipement, vous ont longtemps empêchés de mettre à exécution cette loi. Vous en avez prévenu le ministre ainsi que le département ; vous leur avez fait part de vos embarras et de vos craintes. Ensuite vous avez écrit aux municipalités pour faire le dénombrement des citoyens de la *1ère Réquisition* et les avertir de se tenir prêts à se rendre au chef-lieu au premier signal.

Si vous différez plus longtemps d'opérer cette réunion, on pourrait donner de fausses couleurs à votre sollicitude et vous imputer les causes de ce retard. Je demande en conséquence, quoique vos moyens en armes et surtout en effets d'équipement soient encore absolument nuls, et que notre district éprouve les plus grandes difficultés pour se procurer des subsistances, que vous vous occupiez sur le champ de l'exécution de cette loi qui, en appelant à la défense de la patrie une foule de *Braves* Guerriers, doit assurer le triomphe de la *Liberté* et chasser de notre territoire les hordes barbares des brigands couronnés qui le souillent encore.

Le Directoire, adoptant cette proposition, oui le substitut du Procureur syndic,

ARRETE :

Article 1er : **Les citoyens non mariés ou veufs sans enfants de 18 à 25 ans, se réuniront au chef-lieu du district sans délais pour s'y exercer au maniement des armes, en attendant l'heure du départ.**

Article 2 : **Les municipalités sont chargées d'avertir et de faire réunir de suite à Thiers les jeunes gens compris dans la *1ère Réquisition* qui sont dans leur commune. Elles en dresseront une liste qu'elles apporteront et enverront certifiée à l'administration (...).**

Article 6 : **Les municipalités demeurent responsables du moindre retard dans le rassemblement et remise des listes. Elles sont prévenues que la loi prononce les peines les plus rigoureuses contre ceux qui ne s'empresseront pas de concourir à sa prompte exécution.**

(Malgré cette sévère mise en demeure, la municipalité de Puy-Guillaume attendra le 23 germinal de l'An III — 12 avril 1794 — pour dresser la liste des jeunes gens de la 1ère Réquisition. A la tête de la commune, les bourgeois répugnent à se séparer de leurs fils — auxquels ils ne peuvent plus payer de remplaçants — mais aussi des prolétaires ruraux nécessaires à la culture de ses vastes domaines considérablement accrus à l'occasion de la vente des biens des ci-devant privilégiés).

"Je ne scauray pas vous dire landroit vous il et..."

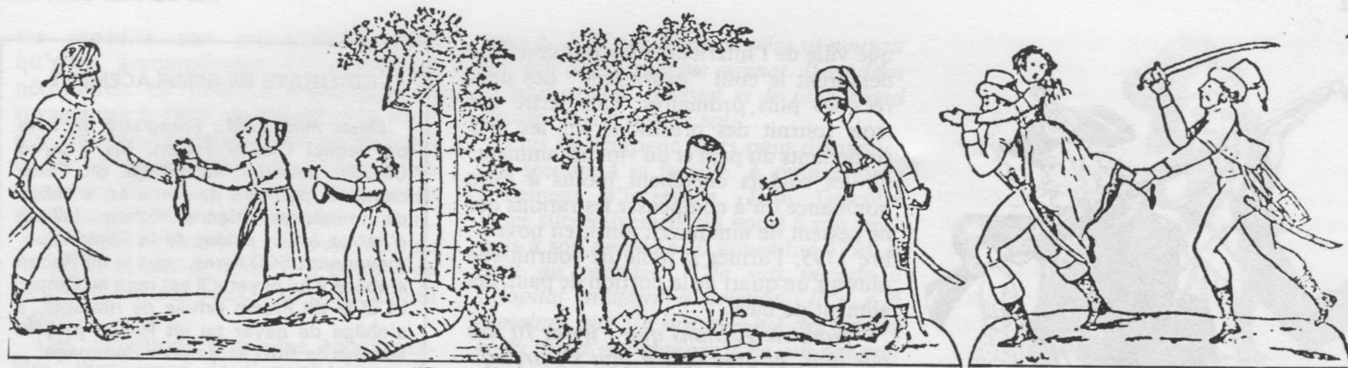
A en juger par leurs propos, les "braves défenseurs de la Patrie" ne paraissent donc guère passionnés par leur mission. Mais combien d'entre eux savent-ils ce qu'ils font, et même où ils sont ? Caractéristique apparaît le cas de Jean Vialon. Ce dernier, pour détromper ses parents qui le croient proche de son frère également soldat, écrit d'abord : *"Il est du cotté de l'armée de gauche et moy je suis du centre"*. Puis il se ravise et biffe, remplaçant gauche par "croit" (droite) et centre par "Hitaly". Le frère de Jean Vialon (qui se nomme également Jean Vialon) se trouve aussi bien à droite qu'à gauche : tout dépend de la position de l'observateur ! En effet, il appartient à l'armée de la Moselle. Du Luxembourg, il expédie une double page remarquablement précise quant à la marche triomphante de sa compagnie pendant la campagne d'octobre/novembre 1795. Il va même jusqu'à donner l'heure des événements notables, telle la prise de Coblence, le 2 brumaire à 8 heures du matin. Un véritable reportage à combler d'aise les collectionneurs de batailles.

Cet autre Jean Vialon serait-il l'enfant prodige de sa famille ? Le seul de notre trentaine de jeunes Auvergnats à dominer l'événement ? Hélas, pas plus que son frère, il ne s'avère capable de signer sa missive. De toute évidence, celle-ci fut confiée à l'improvisation d'un camarade lettré. Lequel, pour accomplir sa tâche, ne fit que reprendre quelque communiqué militaire, sans doute glané dans une proclamation ou dans un des journaux destinés à entretenir le moral des troupes. Les autres soldats se montrent infiniment moins précis. Empêtrés dans un style et une orthographe qui les paralysent, ils paraissent en revanche plus spontanés et plus personnels. Leur maigre vocabulaire, leur style gauche et leur inspiration réduite traduisent néanmoins des réalités profondes et émouvantes.

Si les événements qu'ils vivent les dépassent, les deux Vialon comme l'ensemble de leurs camarades connaissent bien pourtant, par les souffrances qu'ils endurent, le prix de la guerre.

"Nous avons eu bien des misères"

Si la demi-douzaine de billets expédiés de Vendée ou des villes de l'intérieur



"Donc c'était notre plaisir que de nous amuser avec les anemis"

témoignent d'une vie relativement sereine, il n'en va pas de même des autres, provenant d'Italie ou du Rhin où la guerre se poursuit.

"Je vous fayt savoir que nous avons bien des misaires, car je ne peux pas vous en faire le détailis car il an seret trop lon. Mes dieu mercy nous navons pas eu aucun maleur".

En Italie, aux opérations incessantes, s'ajoutent le froid et la fatigue. Par la place prépondérante qu'elles tiennent dans la correspondance, les rigueurs du pays paraissent plus redoutables encore que les attaques de l'ennemi. Il serait fastidieux de reprendre toutes les plaintes qui, à quelques variantes près, se répètent dans la majorité des lettres.

"Je vous fais savoir que nous souffron bien dans ces montagnes (les Alpes). *Nous montons la garde tous les 2 jours. Nous montons des montagnes qu'il nous faut 5 heures pour les monter et quant nous y somme, nous souffron baucoup de froit et an même temps nous sommes attaqués à tous momant. Nous ne pouvons pas quitté le fusil de la main, ni le sac".*

Ces *"montagnes inaccessibles"*, *"enneigées dès le 10 septembre"*, *"couvertes de plus de 10 pieds* (3 mètres) *de neige"*, *"où l'on reste jusqu'à cinq semaines sans même pouvoir se déshabiller"*, enragent plus que tout. On peut espérer vaincre les hommes ; pas cette nature hostile qui paraît se liguer avec l'ennemi comme si elle voulait défendre le pays.

"Lia la moitié du détachement qui sont gelé".

"Très mauvais pays où nous ne voyons que le ciel et la terre", écrit l'un. *"Foutu pays dont nous ne pouvons partir"*, renchérit un autre.

"Si sa continu je ne ses pa ce que nous feron. Nous couchon sur la nège. Encore nayant pas le vantre guère plain, la moitiez sont alopitalle, lé sautres de garde".

"Nous sommes à la barbe de l'ennemi"

Rognant largement sur l'automne et le printemps, le rigoureux hiver alpin finit cependant par laisser place à des temps plus cléments. Mais demeurent la fatigue des escalades et le harcèlement de l'adversaire autrichien omniprésent et parfaitement à l'aise dans ce pays qui lui rappelle le sien. Contre cet ennemi, cependant, on ne profère pas la moindre parole haineuse. Pas le moindre qualificatif permettant de le différencier du soldat français : ni nationalité, ni couleur d'uniforme, ni terme péjoratif. Il est l'ennemi, un point c'est tout.

- **Population** de Puy-Guillaume en 1793 : 1 200 habitants.
- Défenseurs de la Patrie recrutés lors de la **levée en masse : 38.**
- **Précédentes levées** de 1793 : 31 conscrits tirés au sort (sauf **8 volontaires** dont aucun n'est natif de la commune).
- En 1797, on compte 8 morts parmi ces soldats. Mais, précise une note **"Le nombre de morts doit être plus conséquent ; on n'a porté ici que celui exactement connu par le relevé des décès".**
- De 1793 à 1800, **12 déserteurs** sont mentionnés dans les délibérations municipales.

Les troupes *"doivent vivre du pays"*, *"la guerre doit nourrir la guerre"*, ont décrété les autorités françaises.

"Tous les 5 a 6 jours, on allait chercher le fourrage des Piémontais. Donc c'était notre plaisir que de nous amuser avec les anemis".

Sans doute capables de cruauté à l'occasion, nos jeunes Auvergnats paraissent ignorer l'esprit de vengeance. Il est vrai que le froid et la maladie font plus de ravages que les balles ennemies. Ne sentent-ils pas de surcroît, plus ou moins confusément, qu'ils occupent un territoire ne leur appartenant pas ? Soldats d'occasion, ils paraissent en tous cas accomplir leur tâche sans le moindre enthousiasme. Ils souhaitent surtout sauver leur peau.

"Je vous diray que nous atandon a une attaque terible huit de septembre, may si j'ay le bhonneur de me sauver je vous feray réponce sitot appré la madonne". (La référence à la Madone — nativité de la Vierge — s'explique-t-elle seulement par la tradition, ou bien contient-elle une prière informulée ?)

Les armées du Nord souffrent sans doute moins des rigueurs du climat et du relief. On ne se contente pas d'occuper le terrain, comme sur les sommets italiens, mais on cherche à vaincre l'adversaire par des offensives répétées. *"Ce qui fait que j'ai tant tardé a vous récrire, c'est que je n'ay pas eu le temps, à cause que nous sommes fatigués de service. Nous sommes à la barbe de l'ennemi. Nous sommes tous les deux jours de service. Nos sentinelles ne sont qu'à dix pas des sentinelles ennemies".*

Si on ignore les escalades et si le froid

libetté dentibe le 16 Brumaire lannee unité
Eagalite 3e de la Republique un est fraternité
indivisible est democratique

Mer perre est Merre tante je Nen



"... Tout y est hors de prix et on ne trouve pas de pain, même avec de l'argent"

reste supportable, on connaît d'autres tourments. L'édification de fortifications exige *"un travail de mercenaire"*. Pendant deux mois, sous le feu incessant de l'ennemi, écrit un soldat du génie, quatre mille hommes ont travaillé tous les jours du matin au soir sans avoir une seule journée de repos.

Aucun de ces soldats d'infortune ne se laisse aller à la fanfaronnade. Pour faire comprendre sa tragique situation : *"pendant cinq jours et cinq nuits (..) les boulets, les obuses et les bombes ont tombé sur nous comme la grêle"*, Jean Bertin indique que le bombardement prenait une telle intensité que *"plusieurs fois il m'a fallu jeter ma soupe qui était prête à être mangée"*. Pour apprécier le geste à sa juste valeur, il faut connaître l'importance sacrée de ce plat, qui constitue l'essentiel des repas chez les campagnards.

"Il fait très cher vivre"

Passées les rudes épreuves du froid, des escalades, des travaux et des batailles, le "soldat" peut-il goûter un repos mérité et se réconforter avant de reprendre fusil et havresac ? Avec la plus grande amertume, il constate vite qu'au cantonnement d'autres difficultés l'attendent :

"Il n'y a rien d'extraordinaire au pays où je suis, sinon que tout y est hors de prix et qu'on ne trouve pas de pain, même avec de l'argent", écrit, à la fin de l'année 1794 — la liberté des prix est alors totale —, Antoine Descotte, hospitalisé à Avignon.

Qu'ils prennent leurs quartiers dans les villes alpines, sur les rives du Rhin, en Vendée, ou soient "planqués" dans quelque ville de l'intérieur, tous nos conscrits déplorent le coût *"exorbitant"* des denrées les plus ordinaires. Une lettre sur trois fournit des précisions sur les prix stupéfiants du pain et du vin, notamment. Or les soldats cherchent moins à faire bombance qu'à compenser les rations qui ne cessent de diminuer : ainsi, en novembre 1795, l'armée d'Italie ne fournit-elle plus qu'un quart de la portion de pain, cet aliment de base.

"Nous ne gagnons que 4 livres 10 sols par jour, et avec cela il faut s'entretenir de souliers et de tout", écrit Pierre Morot de Nice, en juillet 1794 sous la Convention montagnarde. Situation d'autant plus difficile que la maigre solde, payée en billets, les assignats, perd sans cesse de sa valeur. (Pour la compréhension des sommes citées, rappelons qu'une livre, ou franc, vaut 20 sols). *Mais,* poursuit Pierre Morot, *avec ces 4 livres 10 sols, notre paye nous vaut pas 3 sous en numéraire. Nous sommes malheureux avec nos billets. Les écus de 6 francs en numéraire se sont vendus 80 et 100 F en papier. Tout est hors de prix"*. Ainsi, le pain de munition de 12 sols en argent vaut 20 livres en papier : trente fois plus cher ! Le vin, au lieu de 4 sols en numéraire, se vend 10 livres en assignat : cinquante fois plus cher ! Les œufs, le beurre, le fromage, la merluche, le saucisson, et même les pommes de terre deviennent inaccessibles. Ne parlons pas de la viande, hors de portée de la bourse du commun des soldats. Petite compensation, durant un siège de cinq mois et demi, *"le cheval a fait notre bonheur"*.

Pire encore : non seulement les denrées sont chères, mais encore deviennent-elles rares, voire introuvables : *"et nous ne pouvons même pas en trouver pour de l'argent"*.

Que faire, sinon subir en serrant la ceinture, ou bien se débrouiller ? Si aucune des lettres n'en fait état, d'autres documents attestent que la maraude constitue une pratique courante.

Les "Défenseurs de la Patrie" se doutent-ils que des fortunes s'édifient sur leurs privations et leurs souffrances ? Ainsi les céréales se vendent-elles 50 % plus cher aux armées qu'aux particuliers. Un fournisseur de l'armée d'Italie sera accusé en 1796 de détournements considérables sur la nourriture des chevaux. Quant à la population civile, elle exploite la situation au mieux de ses intérêts, en toute légalité depuis que le gouvernement thermidorien a abandonné la taxation des denrées.

Aussi, franchement ou en biaisant, sollicite-t-on l'aide financière des parents : de l'oncle ou de la tante à leur aise, quand le père ou les frères sont impécunieux ; des uns et des autres quand on les estime capables de fournir quelque subside.

"Mon père, je vous prit de me faire pacez de largeant parceque jan nez bien besouin, parceque ceux quinon pouin darjant ne sonpa heureux ; "Ma chere mere (...) je vous diré que jé reçu les 23 livres que nous mavez anvoyer. Vous ma ver fait un plus grat plaisir du monde que jé très dout obligation a vous randre. Mon cher frère, si tu poux vet man faire passer quelque asignat tu mefera un grand plaisir".

Vingt à vingt-cinq livres constituent généralement les sommes envoyées, chaque trimestre environ : de quoi se payer une quinzaine de chopines de vin. Dans plusieurs lettres perce un soupçon : la vie est-elle si chère au pays ? Autrement dit, ne profiterait-on pas de la douloureuse situation des soldats pour les accabler davantage ?

Encore le conscrit en activité, malgré les souffrances et les risques encourus, peut-il s'estimer heureux. Il y a pire que le froid, la fatigue et la guerre : l'hôpital.

"Grace à dieu je n'ay point été a l'hopital"

En effet, l'hospitalisation n'a rien d'une sinécure. Les nombreux avis de décès survenus quelques jours seulement après l'admission des blessés ou des malades l'attestent. Ce sont de secs formulai-

---

LE TIRAGE AU SORT

• ***14 mars 1793, l'an II de la République française : Recrutement de 15 hommes parmi les garçons et les hommes veufs sans enfants depuis l'âge de 18 ans jusqu'à 40 ans en état de porter les armes.***

"Aucun volontaire ne se présentant, il a été unanimement arrêté que pour le complément du contingent de la dite municipalité de Puy-Guillaume qui est de 15 hommes, il serait sur le champ et sans désemparer procédé à ce complément par la voie du sort. En conséquence, les dits commissaires ont formé 105 billets, qui est le nombre pareil à celui des citoyens inscrits sur la dite liste, et lesquels ils ont appelé au tirage par numéro. Il a résulté de cette opération que les citoyens ci-après, ayant tiré un billet sur lequel était inscrit : *Soldat de la République* ont été nommés comme tels".

(Suit la liste des 15 nouvelles recrues)

CONTRATS DE REMPLACEMENT

Deux avril 1793 : **Enregistré un acte par lequel Claude Fradin, fils à autre Claude, sabotier au village dit Fontchaudes, paroisse de Ferrières, s'oblige de remplacer Etienne Ruben, tailleur d'habits à Ris, soldat de la République, moyennant 500 livres ; que le dit Ruben s'oblige à lui payer s'il est reçu au Corps. Et si le dit Fradin refuse de marcher, il s'oblige de payer au dit Ruben pareille somme de 500 livres pour dommage.**

Même date : **Acte par lequel Jacques Cognet jeune, vigneron à Ris, s'oblige à remplacer autre Jacques Cognet, l'aîné de ses frères, soldat de la République, et s'oblige de marcher à sa place, à condition qu'il prélèvera sur la portion des biens de son frère dans la succession de feu Jean Cognet leur père, la somme de 300 livres (...). Et dans le cas où il refuse de marcher, le dit Cognet aîné prélèvera pareille somme sur la portion de son frère.**

Même date : **Obligation de 800 livres par Joseph Barghon à André Bigay s'il est admis au remplacement du dit Barghon comme soldat de la République.**

res expédiés aux municipalités afin qu'elles accomplissent les formalités nécessaires. La maladie exerce plus de ravages que le fusil ; le bistouri et le manque de soins achèvent plus de malades qu'ils n'en guérissent. Encore ne disposons-nous que du seul témoignage des rescapés, plus ou moins bien rétablis.

"J'ay été a l'hopital pour trois mois de fièvre, et quand la fièvre m'a quitté j'ay un grand mal aux yeux. J'ay quasi un œil perdu".

Des conditions d'hygiène épouvantables, l'ignorance de l'anesthésie et de l'asepsie condamnent nombre de blessés à une horrible fin : *"Je vous écrit d'un lit de douleur ou je suis retenu par des infirmités dont j'ignore le terme et pour la quelle on m'a fait deux fois l'aplication de vécicatoires ; de plus ont m'a fait bruller du coton sur la partie soufrante, la grosseur d'un poing sans que j'aye éprouvé aucun soulagement. Je reste continuellement couché ce qui m'afflige beaucoup, pour ce que mon corps se déchire en divers endroits très sensiblement".*

A l'impéritie des médecins militaires s'ajoute la concussion : les administrateurs civils des hôpitaux s'efforcent de tirer de leur fonction un maximum de bénéfices. Rogner sur les fournitures — nourriture et médicaments — constitue une pratique courante. Certains vont même jusqu'à dépouiller à leur profit morts et blessés. Ainsi, lorsque décède Pierre Boulier, le 11 septembre 1794, la municipalité de Puy-Guillaume doit-elle réclamer les effets de celui-ci à la place de son père, un métayer analphabète. Dans une réponse qui tardera à venir, le médecin de l'hôpital expédiera enfin le portefeuille du défunt (contenant 57 livres et 15 sols en assignats, moins 2 livres pour frais d'envoi), ajoutant : *"Quant aux effets trouvés dans l'avresac du deffunt, si le père Boulier, est bien aise de les avoir, il faut qu'il demande au directeur de l'hopital de Luc, qui doit en avoir fait dresser l'inventaire par le garde magazinier. Salut et Fraternité".* Mais les frais de transport rendent-ils souhaitable l'expédition du pauvre bagage du fils du paysan sans terre ?

A moins d'avoir droit à un congé de convalescence pour se retaper au pays, les chanceux qui parviennent à sortir vivants de l'hôpital ne sont pourtant pas au bout de leurs peines. A peine remis sur pied, la plupart devront rejoindre leur compagnie, nantis d'une solde dérisoire. Qu'ils aient perdu un œil ou se trouvent encore languissants importe peu : l'essentiel est qu'ils puissent marcher et se servir d'un fusil.

"Et pour moi, ma santé aurait toujours été fort bonne si je n'eusse pas été malade cinq semaines, et si fort que j'en ai perdu tous mes cheveux ; et à la sortie de l'hôpital il m'a fallu aller à l'avant-garde de l'Armée dans le plus fort de l'hiver, exposé aux injures du temps et de l'ennemi". (A ces symptômes, on décèlerait aujourd'hui une fièvre typhoïde).

Détresse épouvantable que celle de ces malheureux généralement démunis de tout : *"Mon petit cosin Antoine Bartela est revenu de laupitalle. Il a resté cinqe mois (...). Il prit bien son père sil pouvait lui faire passé quelque asignat. Il est dans la plus grande nésésité et le plus grand besoin. Il n'a pas de sols".*

Plus de vergogne alors pour demander des secours à sa famille. A quinze jours seulement d'intervalle, Jean Descotte lance successivement un appel à son frère puis à son père. Le 10 novembre 1794, il écrit au premier : *"Je suis malade a l'hopital militaire a avignon. Il y a 6 semaines que j'y suis attaqué des fièvres et du mal d'estomac car je ne suis pas prèt de marcher. Mais cependant sa va un peu mieux. (...) Je me recommande a vous pour pouvoir m'envoyer un peu d'argent car je suis dans la dernière extrémité. Et ayant un peu d'argent, alors je pourrois acheter quelque chose pour pouvoir soutenir mon estomac".* Le 28 du même mois, il accuse réception d'une somme de 25 livres et ajoute : *"Je suis encore a l'hopital militaire d'avignon, mais je vais départir au premier jour pour aller rejoindre mon bataillon. (...) Nous n'avons point d'étape en route pour aller rejoindre. On ne nous donne que 30 sols par jour. (...) Il n'y a rien d'extraordinaire au pays où je suis, sinon que tout y est hors de prix et qu'on ne trouve pas de pain avec de l'argeant".*

Avec ses 30 sous par jour, et à condition de pouvoir s'approvisionner, que peut s'offrir le convalescent ? Une chopine de vin, ou bien encore une livre de pain. A moins qu'il ne préfère deux ou trois œufs...

"Vous me feré savoire ce qui se pace tau péi..."

Si éloigné soit-il, le soldat a conservé des liens privilégiés avec "les gars du pays". Dans son cantonnement perdu, eux seuls constituent ses véritables amis : *"Dans le bataillon, il n'y avait que François Caustille qui fut de mon pays et il était le seul avec lequel je fus le plus lié ; mais il est mort en trois jours de temps, ce qui m'a fait beaucoup de peine".* Car les morts ne pèsent pas tous le même poids. Parmi la masse des compagnons d'infortune surgissent les seuls visages des "pays" : *"Mais Dieu mercy, il n'y a encore aucun de nous, de notre commune, qui soye été blessé ny de mort". "Je vous direz quilianna baux coup de malade de notre commune ; iliannanan viron 19 qui sont alaupitales".*

Davantage qu'à sa propre situation, le soldat s'intéresse aux nouvelles du pays. Lui aussi se montre susceptible lorsqu'on



"...Nous ne pouvons pas quitté le fusil de la main, ni le sac..." (d'après Raffet)

le tient à l'écart des grands événements familiaux. Ainsi Eme Pousset apprend-il indirectement qu'un de ses frères s'est marié et vient d'avoir *"un gros garçon".* Pourquoi l'a-t-on laissé dans l'ignorance ? Est-ce parce qu'il a lui-même oublié de transmettre des compliments à ce frère dans sa dernière lettre ? Ou bien veut-on lui cacher une fâcheuse alliance ? *"Je te félicite que tu as eu un gros garçon. Cela m'a fait plaisir d'apprendre cela. Mais je te prie de me marquer avec qui tu est marié. Si c'est une fille ou une veuve cela n'importe".*

Pour rare et irrégulière que soit la correspondance échangée, les trop longs silences inquiètent : *"Voilà la 3è lettre que je vous envois sans pouvoir recevoir aucune réponse, ce qui me mait dans un grand chagrin et une grande intiétude".* Les mauvaises nouvelles achèvent d'accabler l'exilé : *"Mon cher frère, tu mas apris par ta lettre une fatalle nouvelle pour moi, que mon pauvre père était mort. Ah maleureuse heure pour moy, car après toi c'est tout mon soutient. Ah cher frère sa nest que la mort de mon pauvre père qui a été cause de ma maladie".*

Liberté Egalité
a la Tolle de tande le 10 fluctidore an deux de la republique fracaise unein divisible et Des Mocratique, vive la Republique
Citoyen
Mon trai Chaire frere on dit que Mameire, jai Reçu

(Le désespéré est ce soldat plus haut mentionné pour avoir à demi perdu la vue, après trois mois de fièvres).

Hormis ces drames familiaux, on veut savoir comment se déroule la vie quotidienne "à la maison". Quand a-t-on semé, moissonné, fané ? Les récoltes donnèrent-elles satisfaction ? Le départ du conscrit n'a-t-il pas causé trop d'embarras ? A-t-il fallu recourir à un domestique pour le remplacer ? Le propriétaire a-t-il renouvelé le bail de location de la métairie ou du moulin ?

On désire également connaître si *"le pays est tranquille"*, s'il y a eu de *"nouvelles réquisitions"*. Souci parfaitement compréhensible quand on sait que, passée la Levée en Masse de 1793, les Thermidoriens n'ont plus procédé à de nouveaux recrutements. Aussi les "Défenseurs de la Patrie" attendent-ils, vainement, la relève.

Ceux qui ont laissé quelques biens s'inquiètent : *"Je recommande bien à ma sœur qui est dans la maison d'avoir soin des affaires que j'ai chez moi"*. Si une seule lettre témoigne d'un tel souci, plus nombreuses sont celles qui se préoccupent du sort des promises et des épouses.

Sans doute le caractère collectif de la correspondance, rédigée souvent par un étranger et destinée à une large lecture, explique-t-il en partie la grande pudeur des jeunes gens. Un billet, adressé à *"Ma chère épouse"*, se contente d'expliquer avec une insistance confuse les démarches nécessaires pour obtenir les secours accordés aux parents des soldats. Lettre vraisemblablement dictée, dont le caractère utilitaire ne s'interrompt que pour la conclusion : *"Je finis en vous embrassant de tout mon cœur et suis pour la vie votre cher époux"*. S'adressant à son père, un autre conscrit marié glisse, entre ses plaintes : *"Mon père, je vous prie davoir bien soin de ma fame que jème tandrement"*.

Dans les compliments transmis aux "maisons" amies et *"à tous ceux qui demanderont de mes nouvelles"* se camoufle sans doute quelque discret souvenir à une "payse". Mais peu de jeunes célibataires osent évoquer clairement les filles du pays, comme ce soldat qui, après avoir mentionné le mariage d'un de ses cousins et indiqué à ses parents par quels moyens ils pourraient lui permettre de décrocher une permission, conclut : *"Vous dirés ama maitraisse quelle ne cemarii pas sans moy"*. Après la longue énumération de ses souffrances, un autre conscrit a dicté : *"Ma trais chaire maire, je vous prit de bien faire mes compliments a la citoyenne jenevièvе la vaure ; je lan brace du plus profond de mon cœur, je suit toujour son fidel ami pour la vie et vous prit de lui dire de bien tenir les promesses qu'elle mavet faite..."*. Quelques mots que l'on a tenté d'effacer ajoutent *"... sur le chevet de bois de son lit"*.

Citons enfin cette conclusion d'un canonnier qui, après avoir demandé de transmettre *"bien des compliments à Jeanne Marie Solupe"* écrit : *"Recommandez aux filles du pays qu'elles ne se laissent pas caresser par les laches qui ont demeuré au pays et qui ont eu peur d'aller se battre. Adieu, portez-vous bien et suis votre respectueux fils"*.

Egualite Libertes
armes d'Italis Fait au Brelio le 3 pluviose
la 3me annee Republiquene
Mon cher perre
je Résçu vostre Letre andate dux
25 frimaire donte ele ma fait Bocoup
de plesire daprandre que vous setie tous
Bien portan je vous Lechri se dux Mot
pour main formé de Les tas de votre santé
pour vous faire savoire qui je nes pas
Rescux Le vente faint liure que vous
maves an voies mais peutetre ne seron
pas perdu. mon perre jené papu vous
fare Réponse plutau par seque nou
setion dan La montagne ledonte nous
savon soufer Boucoup lia La motie dux
detacheman qui songelés

Traditions et nouveautés

Nous l'avons vu, le calendrier républicain qui sert à dater les lettres est abandonné en cours d'écriture pour revenir naturellement au "vieux style". On continue de même à recourir aux fêtes traditionnelles : *La Madonne* qualifie le 8 septembre, jour de la Nativité de la Vierge, et on souhaite machinalement la Bonne Année dans une missive expédiée au début du mois de janvier.

Faut-il prendre au pied de la lettre les "grâce à Dieu" ou "Dieu merci" qui émaillent 9 des 32 lettres ? L'expression, une seule fois employée, "Je fais des vœux au Ciel" paraît plus authentiquement chrétienne. Quant à l'invocation de l' "Etre Suprême", on ne la trouve que sous la seule plume, alerte et élégante, d'un soldat. Unique témoignage certain de religiosité, le rédacteur dont nous avons signalé la fierté d'avoir écrit lui-même sa lettre, note dans son langage bien personnel : *"Vous me marqué dans votre laitre que vous zaitier privée de maise* (messe). *Cela me fache baucoup mai faut taipéré* (espérer) *que sane serapa pour lontan* (longtemps)*"*.

Signe des temps nouveaux, chaque adresse signale le titre de Citoyen ou de Citoyenne des destinataires. Titre qui, on le sait, accompagnait le tutoiement quasi obligatoire. Mais en réalité les jeunes Auvergnats continuent à honorer la hiérarchie familiale. On décerne un vous respectueux à ses père et mère, oncles, tantes et grands-parents, ainsi qu'à son épouse et à ses frères aînés. On ne se permet le tutoiement qu'avec les cadets et les camarades du même âge.

Les formules de salutation marquent, par leur forme tout au moins, la déférence du fils "humble", "obéissant", "respectueux", "soumis" à l'égard de ses parents. Modèles stéréotypés sans doute, auxquels il ne convient pas d'attacher une trop grande importance. Pourtant, ajoutées au voussoiment déférent et au respect de la hiérarchie au sein de la parentèle, ces expressions usées paraissent bien traduire une profonde réalité. En cette fin du 18e siècle, en dépit de la Révolution, la communauté familiale conserve encore une structure quasiment monarchique.

je vous Dirie que Dans Le paij hou Nous somes
quel ij fait ~~Chause~~ Bien de froij Est La nege ne
Menque pas Rien autre Chause avous marqué vous me
Demendé Des nouvels de guillaume Rodier Est je
nen fai point de nouvels Mais je faij que Leur
Bataillon Est passer En france Mais je ne faij pas
si Rodier Est a Laupital vous me demender des
Nouvels des deux Fourtade je faij quil Etoit a Laupital
Mais je ne faij pas sils sont guerii ijl ij a Lonten
que je ne fai pas de Leur nouvels Rien autre Chaus
a vous Marqué je fini En vous Enbrassent Est je
Suis avec une parfaite amitieur votre tres humble Est haubeijsen
serviteur votre fils gilbert Catelin vous Ferez Mes
Compliment a Mes oncle Est tente Est ~~ma~~ a tout Mes
parens Est amie que je Les Enbrasse De tout
Mon Coeur vous ferez Mes Compliment a ma
gran Merre ainsi qa ma merre je vous prie de me
faire Riponce de suite Est vous La dresserié a Nos
gilbert Catelin Caporal des Le premier Bataillon
De La 3e demi Brigade dinfenterie Legere Compagnie
Numero six En cantonement a Breuillis En piemont
arme Ditalie

"Si sa continu, je ne sés pa ce que nous ferons"

On est autant soumis aux officiers qu'on l'était aux parents. Malgré toutes les misères endurées, point de révolte dans notre collection de lettres (1). On se contente de se plaindre des gardes prolongées, des soldes minables, de la nourriture insuffisante, des corvées épuisantes, des promesses non tenues, des hôpitaux-mouroirs. Mais on n'accuse pas les supérieurs. On grogne, mais on obéit : *"On nous avait promi de nous faire passer un bon cartier d'hiver, et même nous étions descendus de la montagne, mais que contre notre fureure il nous faut remonter"*. On trouve naturel que le *"générable"* dispose de ses hommes et distribue à son gré les permissions.

Pour échapper à son destin, on n'envisage que des solutions individuelles. Décrocher une permission en faisant écrire par ses parents aux autorités militaires que la présence du conscrit est indispensable pour régler des affaires familiales. *"Lifaudrait que vous zécrivés tune laitre au citoyen man bre du consaili de la 85 1/2 Brigade ; et marqué dans la laitre que je suit seul de gerson* (garçon) *et que jorès bezuns devenire au paiis pour dé safaires parti qulier ; et je vous depridanparlé au citoyen duvernau-monservier, il pour raivous sindiquer com il faux faire"*.

Quand on appartient à une famille influente, on peut espérer se procurer une "planque". L'itinéraire de Jean Sève, fils d'un riche marchand devenu naturellement Officier municipal de Puy-Guillaume est significatif. Pour le soustraire à la réquisition obligatoire de 1793, son père écrira d'abord aux autorités que la présence de son fils est indispensable à la bonne marche de son commerce. Vaine démarche : le gouvernement montagnard refuse toute dérogation à la loi. Heureusement pour le "maintien des affaires", les Thermidoriens se montreront plus coulants. A l'issue d'un congé de convalescence, Jean Sève restera au pays le plus légalement du monde, puisqu'il se trouve affecté à une manufacture d'armes de Thiers, à une douzaine de kilomètres de son domicile.

Sans user de tels procédés, Claude Dusson fait part de son soulagement : après avoir beaucoup souffert à combattre dans la neige, il travaille maintenant avec un de ses "pays" dans le parc de Saint-Laurent, proche de Nice, et préfère manier la pioche plutôt que le fusil : *"a presant je me suy faigt requérir pour travaillé pour la République et je suy bocoup mieux que dètre dans la montagne car la misère n'est pas si grande"*. Même satisfaction pour Jean David : *"Je travaille dans mon métier en faisant le service de la République"*, et pour Jean Demaison : *"Je suis toujours dans le parque du génie, vous je faigt le métier de scieur de long et vous je me trouve un peu mieux que dètre dans la montanie"*.

En la fin de l'année 1794, dans la Vendée "pacifiée", hormis la vie chère *"Nous y sommes assez tranquil"*, se réjouit un conscrit. *"On nous dit que la paix alet se faire bientot dans la Vendée"* indique un autre. Contentement nuancé cependant : *"dont que je ne sais pas si nous y resteront longtemps"*. En effet, une fois l'affaire vendéenne réglée, que deviendront les soldats ? Sans doute les affectera-t-on en d'autres lieux moins paisibles : le Nord, l'Est, l'Italie ou l'Espagne. Aussi s'inquiète-t-on de la situation aux frontières.

Même tranquillité provisoire — pour tous ceux qui ont la chance de se trouver dans un port ou dans une ville d l'intérieur.

Mais au total, 8 seulement de nos conscrits se trouvent pour plus ou moins longtemps à l'écart de la guerre. Pour les autres, il reste une ultime solution : déserter, pour se retrouver au milieu des siens. Aussi s'informe-t-on de la situation au pays : *"Vous me ferez sçavoir si les canonniers qui partirent sont chez eux ou non"*. Comment accueille-t-on les déserteurs ? *"Car si personne leur dit rien, je tacherez moyen de vous aller voir"*. Solution d'autant plus fréquemment envisagée que les rangs ne cessent de s'éclaircir : *"De trente trois nous ne sommes plus que quatorze dans notre compagnie"*. *"Les camarades qui son parti a veque moi vont presque tous les jours a lopitalle : nous ne somme plus que six du pays dan le bataillon pour ce momant"*.

A Puy-Guillaume, un bilan de 1797 avouc 8 morts pour environ 70 recrues. Mais précise-t-on *"Le nombre de morts doit être plus conséquent ; on n'a porté ici que celui exactement connu par le relevé des décès"*. C'est que de nombreux régiments se gardent bien de déclarer toutes les pertes humaines, afin de continuer à percevoir un supplément de solde et de ration. Dans diverses délibérations sont mentionnés à la même date une douzaine de déserteurs. Quant aux hospitalisés, on sait seulement qu'ils sont très nombreux. Aucune nouvelle réquisition ne vient cependant combler tous ces vides : en 1795, moins de la moitié des hommes recrutés les années précédentes, continuent de servir.

"Mon chers frère, je te diré quil y a

(1) Dans l'armée de Sambre-et-Meuse et surtout dans celle d'Italie, des émeutes éclateront cependant sous le Directoire, particulièrement amples au début de l'année 1798. Nos conscrits de l'An II ont alors pris de l'ancienneté. On étouffera ces soulèvements en accordant aux mutins les soldes impayées qu'ils réclament ; ou bien — comme l'ordonnera Murat à Rome — en exterminant impitoyablement les rebelles.

2 — EDUCATION CIVIQUE OU PROPAGANDE REPUBLICAINE

DANS L'ARMEE DE L'AN II?

"Dès ce moment jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées". Le décret du 23 août 1793 qui fait du service militaire un devoir pour tous les citoyens de 18 à 25 ans, célibataires ou veufs sans enfants, va permettre de former une armée forte de près d'un million d'hommes.

Le gouvernement révolutionnaire voulait profiter de leur incorporation pour leur inculquer l'esprit républicain tel que le concevaient Robespierre et ses amis du Club des Jacobins.

Les mesures prises pour assurer l'éducation civique de la troupe répondaient d'abord au souci des Jacobins "d'extirper de l'Armée", et plus particulièrement des régiments de "la ci-devant armée royale", l'esprit d'Ancien Régime qui s'y maintenait grâce à la présence d'officiers nobles et parfois à celle de sous-officiers, et même de soldats professionnels de la guerre. Malgré l'émigration d'officiers nobles de 1790 à 1792, les "ci-devant aristocrates", étaient encore nombreux, et notamment, dans les grades supérieurs.

Au début de 1793, plus de 34 % des colonels et des lieutenants-colonels, plus de 7 % des capitaines et lieutenants étaient d'anciens nobles. Il en était de même de près du tiers des chefs de bataillons de volontaires en 1791. Des généraux nobles, tel Custine, se rencontraient encore à l'été 1793 dans les états-majors ou à la tête des armées.

Sous la pression des Sans-Culottes parisiens et des Jacobins, une épuration fut tentée de juillet à septembre 1793 alors que les montagnards venaient de prendre le pouvoir. Elle se heurta d'abord au mauvais vouloir de la troupe : certaines unités reconnaissaient en ces chefs des techniciens compétents qui les conduisaient bien au feu et les mettaient à l'abri des désastres. Les dirigeants, montagnards bientôt confrontés à des périls intérieurs et extérieurs, comprirent vite la nécessité de conserver, à côté des **"sabreurs"**, bons entraîneurs d'hommes, des gens qui savaient le métier des armes. Carnot, chargé au Comité de salut public de la conduite de la guerre, était lui-même entouré d'officiers nobles et il intervint fortement pour que le Comité les maintint à des postes de responsabilité. En décembre 1793 et en janvier 1794, des "ci-devant" expulsés de l'armée furent réintégrés dans l'artillerie. Tous, disait-on, n'étaient pas des "suspects", beaucoup, comme Davout et Bonaparte, s'étaient ralliés à la Révolution. Quant aux autres, on tiendrait leurs parents en otage et on exercerait sur eux une "surveillance vigilante". Cela suffirait-il ? Comment s'assurer qu'ils respecteront le nouvel état d'esprit dans les relations entre chefs et subordonnés ?

Comme sous l'Ancien Régime, certains enseignaient à leurs soldats que la victoire dépendait moins de l'enthousiasme patriotique que de l'obéissance stricte à leurs supérieurs directs. Ils leur disaient qu'ils étaient moins les soldats de la Nation que les membres d'une petite communauté, le régiment, qui avait son passé de gloire et d'honneur acquis sous la Monarchie et dont ils étaient les héritiers. Cet esprit de corps s'exprimait lors des batailles : au moment de la charge, on ne criait pas "Vive la Nation" mais "En avant, Navarre sans peur !" ou "Toujours Auvergne sans tache !" Il était utilisé par les chefs subalternes contre les "Bleuets", ces volontaires, ces soldats "à deux sous" commandés par des chefs élus que l'on considérait comme incompétents dans la conduite de la guerre. Cet esprit

---

LA CHASSE AUX DESERTEURS

Aujourd'hui 2 brumaire an III **(23 octobre 1794) un membre a dit : il court un bruit depuis ce matin que plusieurs jeunes gens partis de cette commune de Puy-Guillaume lors de la** ***levée de la 1ère Réquisition,*** **sont revenus ; que ces jeunes gens sont Guillaume Gannat, Antoine Rambaud, Palvin, Augustin Michy. Cependant aucun n'est venu nous faire viser de congé ou de permission. Si leur arrivée est vraie, ils ont donc déserté. Alors vous devez prendre des mesures pour découvrir ces faits. Et si réellement il y a dans la commune de ces jeunes gens, vous devez les faires saisir et les faire conduire à l'administration du district. La matière mise à délibération, l'Agent national entendu, il a été arrêté ce qui suit :**

Article 1er : **Il sera fait une réquisition à la gendarmerie de Chateldon et donné des ordres au Commandant de la Garde nationale de Puy-Guillaume de s'assister de Gardes nationales en nombre suffisant pour faire une perquisition chez les pères, mères, parents et autres des dits Guillaume Gannat, Antoine Rambaud, Palvin et Augustin Michy, en présence d'un officier municipal.**

Article 2 : **Les jeunes gens ci-dessus qui pourront être saisis seront de suite conduits à l'administration du district par la gendarmerie de Chateldon (...).**

---

trois de nos camarades qui ont déserté pour se rendre au payie, il y a un mois. Tu me feras savoire sil ison ; qui sont augustin michy, antoine Ran Baux et Guillaume Gannat".

Mais lorsque cette lettre est rédigée, un des trois déserteurs a accepté de se rendre, convaincu sans doute par les pressions exercées par les officiers municipaux et les gendarmes sur sa famille. Son père, qui fait partie des personnes les plus nécessiteuses de la commune, tient sans doute à continuer de percevoir les secours alloués aux parents des Défenseurs de la Patrie. Une délibération municipale nous apprend que le déserteur regrette son acte. Fils et soldat obéissant, il fait amende honorable : *"Entraîné par les conseils de plusieurs de ses camarades, il a eu le malheur de succomber et de quitter son corps pour se rendre dans sa famille pour y recevoir des secours nécessaires à cause des fatigues essuyées dans les lieux couverts de neige où il était campé. Mais son intention est de rejoindre l'armée dans le plus court délai".* Antoine Rambaud regagnera donc le Piémont. Il reviendra au pays huit années plus tard, pour mourir "de suites de maladie".

Quant à la douzaine d'insoumis qui parviendront à échapper aux perquisitions, ils seront finalement amnistiés le 14 messidor an X (2 juillet 1802), pour célébrer comme il convient la dictature napoléonienne. L'année précédente, le général vainqueur, qui n'était encore que Premier Consul, a solennellement fait fêter dans toutes les communes de la République une "Proclamation sur la Paix". La guerre reprendra de plus belle dès l'année suivante, pour ne se terminer qu'en 1815. Sans doute l'étude des lettres des "Grognards" de la Grande Armée donnerait-elle de l'épopée impériale un tout autre visage que celui auquel nous ont habitué la majorité des ouvrages historiques.

Guy CITERNE

Sources

— *Archives départementales du Puy-de-Dôme :*

— *Archives municipales* de Puy-Guillaume

— *Archives privées :* Jean Gilbert à Puy-Guillaume.

Pour en savoir plus :

— M. BALDET : *La vie quotidienne dans les armées de Napoléon* (Hachette, 1964),

— J.-P. BERTAUD : *La Révolution armée, les soldats citoyens de la Révolution française* (Laffont, 1979).

— F. LECANU : *Guillaume Nicollet, soldat de l'An II* (BT n° 857, CEL, Cannes, 1978).

— A. SOBOUL : *Les Soldats de l'An II* (Club Diderot, 1959). Peu d'informations concrètes sur la vie du soldat. Vision très manichéenne de la réalité.

Mais il reste sans doute aussi bien des témoignages à découvrir, dans les archives publiques ou privées.



Vive la République ! (d'après une lithographie de Raffet, évoquant le célèbre moulin de Valmy)

de corps pouvait aussi servir les desseins des généraux avides de pouvoir. La Fayette, Dumouriez et Custine avaient tenté de faire un putsch grâce aux soldats de métier, les "culs blancs", comme les appelaient les volontaires. La peur du "généralat", comme l'on disait à l'époque pour désigner la dictature militaire, hantait tous les esprits des révolutionnaires.

Mais les "ci-devant nobles" n'étaient pas la seule préoccupation des Jacobins. Les volontaires d'avril 1792 s'inquiétaient aussi. C'était surtout des Sans-Culottes qui, à l'image de ceux restés en ville, refusaient une obéissance passive aux ordres de la Convention et des chefs militaires.

Dans les clubs qui s'étaient ouverts dans certains bataillons de volontaires, on lisait le journal *L'Enragé*. Jacques Roux dénonçant la corruption des fournisseurs de l'armée, et *le Père Duchesne* de Hébert qui traînait dans la boue les "Jean Foutre de généraux nobles". Dernière préoccupation des Jacobins : les fédéralistes, c'est-à-dire ceux qui refusaient la domination du gouvernement par les députés montagnards, et le club des Jacobins. Ces opposants ne risquaient-ils pas d'utiliser les bataillons de volontaires ou de requis regroupant les hommes d'un même département pour contrecarrer "l'unité et la fidélité à la Convention" prônées par les Jacobins ?

Le 31 octobre et le 3 novembre 1792, on avait déjà entendu, dans les rues de Paris, des volontaires crier "A mort Marat ! A mort Robespierre !" Un an plus tard, de septembre à novembre 1793, des rapports alarmants du Finistère, de la Haute-Loire, des Hautes-Pyrénées et de la Haute-Saône... avertissaient le gouvernement des "menées de fédéralistes" qui s'étaient fait élire à la tête des bataillons de réquisition. Pour enrayer cette menace et pour mettre un terme aux rivalités qui opposaient "culs blancs" et "faïences bleues", il convenait d'unifier les armées tout en y faisant passer le message jacobin.

L'unité de l'armée par "l'amalgame", c'est-à-dire par la fusion au sein des compagnies et des bataillons des soldats de toutes origines, avait été préconisée en février 1793 ; le 21, la Convention décida que, désormais, toutes les troupes de la République auraient le même uniforme, la même solde, la même discipline et des règles identiques de promotion et d'avancement des cadres. Mais elle suspendit le mélange des bataillons de volontaires avec la troupe de ligne.

REPERES CHRONOLOGIQUES

20 avril 1792 : Déclaration de guerre au roi de Bohême et de Hongrie.

10 août 1792 : Prise des Tuileries et déchéance du Roi.

21 septembre 1792 : Victoire française de Valmy contre les Austro-prussiens.

22 septembre 1792 : Réunion de la Convention (3e assemblée depuis le début de la Révolution).
Proclamation de la République.
Jusqu'en juin 1793, la Convention est dominée par les Girondins.

31 mai-2 juin 1793 : Arrestation des chefs girondins.
Les Montagnards dominent la Convention.
Le club des Jacobins devient le relais idéologique des décisions du gouvernement (publications, propagande...).

27 juillet 1793 : Robespierre entre au Comité de Salut Public qui devient alors l'organe essentiel du gouvernement.

Automne-hiver 93 : Les Fédéralistes et les Vendéens sont écrasés par les armées de la Convention.

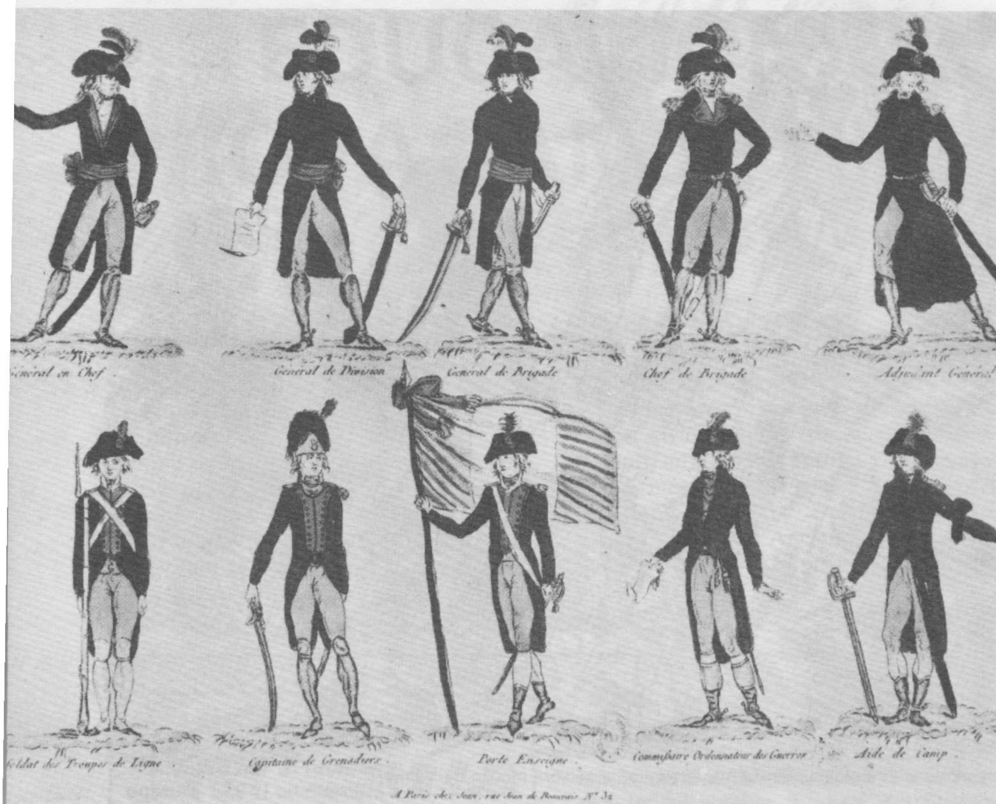
Juin 94 : Victoire décisive des Français à Fleurus.

27 juillet 1794 (9 thermidor An II) : Arrestation des Robespierristes.
Début de la Convention thermidorienne.

C'est qu'une vive opposition s'était manifestée. Volontaires et soldats de métier avaient fait savoir à la Convention qu'ils répugnaient à voir briser leur communauté respective et à "se mélanger à des gens" dont, souvent, ils ne parlaient pas la langue et ne partageaient pas les manières de vivre. La Convention, alors dominée par les Girondins (septembre 1792 - 2 juin 1793), avait reculé, recommandant seulement aux généraux de tenter cet amalgame quand cela serait possible. Ceux-ci, de l'été à l'automne de 1793, formèrent ici-et-là des demi-brigades d'environ 3 000 hommes, c'est-à-dire qu'ils juxtaposèrent simplement un bataillon de l'armée de ligne à deux bataillons de volontaires.

En janvier 1794, la Convention dominée par les Montagnards remit à l'ordre du jour "l'amalgame". Malgré une opposition inspirée peut-être par Carnot qui, craignant que les soldats expérimentés soient submergés par les volontaires, il fut voté le 10 janvier. L'opération était placée sous la responsabilité de représentants en mission qui jugeraient s'il fallait ou bien seulement embrigader, ou bien amalgamer véritablement. Ce programme ne put être réalisé qu'en brisant le cadre des bataillons et en mélangeant les soldats dans de nouvelles compagnies. Cette opération n'était pas toujours terminée deux ans plus tard et touchait surtout l'infanterie, mais peu l'artillerie, le génie et la cavalerie.

Parmi les propagandistes du jacobinisme à l'armée, le premier rôle revint aux députés représentants en mission : Milhaud et Soubrany auprès de l'armée des Pyrénées, Dubois-Crancé pour celle de l'Ouest, Ruamps, Borrie ou surtout Saint-Just auprès de l'armée du Rhin, entre autres. Ce fut aussi le cas des magistrats chargés d'instruire dans l'armée les



Uniformes de 1794 : *''L'austérité du patriote''*

procès et de prononcer les sentences. Anciens juges de paix, procureurs syndics ou praticiens du droit, ces ''accusateurs publics'' ou ces juges furent recrutés par le Comité de Salut Public ou par les représentants en mission qui les choisiront dans les milieux jacobins comme Dejean, un temps administrateur à Mons, Derche, juge de paix à Wissembourg et Bruat, un juge que l'on rencontre auprès de l'armée du Rhin. Au tribunal, ils s'efforçaient, comme le dit l'un d'entre eux, ''de consulter l'opinion, les habitudes de l'accusé, s'il est victime d'une occasion, d'une faiblesse ou d'une erreur, si c'est une première fois et s'il a eu une conduite antérieure irréprochable''. Aux jeunes recrues qui s'étaient rendues coupables d'un délit, ils disaient et expliquaient la loi. Sortis de leurs tribunaux, ils faisaient de même en rédigeant des proclamations et des ''avis fraternels'' aux troupes et les faisaient afficher dans les camps. Ainsi l'Accusateur de l'arrondissement du 2e groupe d'armée (armée du Nord) faisait-il placarder ses leçons moralisatrices : *''Le règne des mœurs est venu comme celui du courage,* écrivait-il. *Souvenez-vous que les despotes ne favorisaient la débauche et ne dépravaient les hommes que pour les avilir et les entraîner dans la plus crapuleuse servitude. Aujourd'hui le peuple en qui réside la souveraineté exige que tous ses membres soient vertueux, incorruptibles et purs. Celui qui peut perdre un instant la raison peut-il répondre de ses actions et de lui-même ?''*

Les officiers et les sous-officiers furent conviés à être des ''éducateurs''. Ils devaient annoncer par leur habillement sobre l' ''austérité du patriote'' : pas d'épaulettes démesurées ni de surcharge de dorure. Au camp, ils devaient se signaler par leurs bonnes mœurs, ''ne plus fréquenter les catins'' et ne plus être ''découverts en *gaieté avec la bouteille*''. Ils avaient à recevoir les soldats *''en frères''*, ne pas les traiter avec hauteur, leur lire et leur commenter ''les décisions du peuple souverain exprimées par la Convention'' ou le Comité du Salut Public. Officiers et soldats étaient invités à venir discuter dans les sociétés populaires affiliées au Club des Jacobins de Paris. A Saint-Jean-de-Luz, au printemps de 1794, sur les 300 membres de la société populaire, 45 étaient des militaires. La Convention pouvait espérer que les ''soldats-citoyens'' communiqueraient à leurs parents leur zèle patriotique.

Ainsi au début de l'an II, un soldat exhorte-t-il ses parents ''à se maintenir fermes aux ordres de la Convention'' car, quant à lui, s'il lui ''reste les yeux pour pleurer, les jambes pour marcher, il soutiendra toujours de ses bras la Patrie''. Un autre réitère son serment de ne point abandonner son drapeau ''avant d'avoir chassé du territoire français tous les satellites des despotes couronnés''.

LE REPRESENTANT ORDONNE...

Le 6e bataillon de la Haute-Saône, dans lequel nous venions de nous engager, faisait partie de l'armée de la Moselle chargée de défendre la frontière depuis Longwy jusqu'à Bitche. La France était de nouveau envahie de tous côtés par l'ennemi, on nous fit entrer en campagne pour essayer de l'arrêter. On nous envoya faire une attaque sur Pirmasens ; mais notre première rencontre avec l'ennemi ne fut pas à notre avantage.

Un représentant du peuple qui était attaché à l'armée nous fit faire deux lieues au pas de charge pour joindre l'ennemi, puis il fit mettre le bataillon en colonne serrée et ordonna à la musique de jouer *Ça ira*. A peine avions-nous commencé qu'un obus tombe au milieu de notre cercle et fait cesser la musique, sans cependant nous faire de mal. Le représentant fait alors battre la charge et, malgré les observations du général qui voyait l'impossibilité d'engager le combat, il ordonne de marcher en avant. Nous autres musiciens nous nous retirons dans une ferme qui était près de là, pour soigner les blessés qu'on y transportait et aussi pour nous mettre à l'abri. Nous n'y restâmes pas longtemps : les boulets vinrent nous en chasser. Je mets le nez dehors, je vois alors notre armée dans une déroute complète et l'ennemi sur nos talons.

Girault *''Mes campagnes sous la Révolution...''*

Liberté, égalité, propriété et unité

''Liberté, Egalité'', et, maître-mot des Jacobins, ''Unité des Français'' derrière la Convention, tels furent les principes sans cesse redits par ces propagandistes. La liberté ? S'adressant à des soldats d'origine paysanne, en majorité, les Jacobins soulignaient ce qui, dans l'œuvre de la Révolution, avait été fait pour les cultivateurs : leur ''libération de la servitude seigneuriale''.

A l'automne 1793, le chef de bataillon de volontaires du district d'Amiens déclarait *''Nés au village, nous avons connu beaucoup mieux que les citadins des villes l'horreur du régime féodal. Nous étions des vilains. Eh bien ! apprenons à nos ci-devant grands que des vilains, des Sans-Culottes, ne laisseront plus manger leur moisson par des lapins et qu'ils ne paieront plus de dîmes''.*

A la destruction de la féodalité s'ajoutait la promesse, pour ceux qui n'avaient rien, d'accéder bientôt à la propriété (1). Dans un ordre du jour à l'armée daté de ''Réunion-sur-Oise, le 9 janvier 1794'', un magistrat promettait : *''Les bienfaits de la Patrie vous attendent, vous jouirez d'une compagne chérie et, en paix, des champs que les émigrés et les lâches nous ont abandonnés ; vous les cultiverez de vos mains victorieuses et vous nous donnerez ainsi une génération robuste et digne de soutenir votre réputation, vos travaux, la Liberté et la République !''*

L'égalité ? Cette proclamation faite par les représentants du peuple aux requis du Loiret, du Morbihan, de la Haute-Vienne ou du Var, à l'hiver de 1793 et au printemps de 1794, rappelait qu'elle était la principale acquisition de la Révolution. Il n'y avait plus désormais de nobles *''qui vous méprisaient, vous grugeaient, tiraient sur vous comme sur des lièvres, lors même que vous ne faisiez pas de mal'', ''qui se croyaient pétris d'une autre pâte que vous et ne s'occupaient qu'à vous nuire'',* plus de ces prêtres, leurs alliés, *''qui vous escamotaient votre bourse pour des messes ou des prières qui ne faisaient ni bien ni mal'',* plus de roi, *''chétif personnage que vous n'avez point vu, qui était rebondi et engraissé de vos sueurs et de votre subsistance. Il ne vous aima jamais, car on aime ses égaux et non pas ses esclaves''.*

Unité de la France républicaine : l'armée en était un exemple vivant, il n'y avait plus d'Alsaciens ou de Basques, de Bretons ou de Provençaux, il n'y avait plus que des Français qui s'engageaient à

Jourdan à la bataille de Fleurus (d'après un tableau de Mauzaisse)

"vivre libres et égaux" sur une "terre de fraternité". Le serment que les représentants en mission faisaient prêter aux troupes commençait toujours par l'invocation à "la République Une et Indivisible". Unité de la France derrière la Convention dont les lois devaient être scrupuleusement respectées. Un chef du 2e bataillon du Tarn enseignait : *"Rien de si naturel que l'obéissance aux lois, d'abord parce qu'elles sont une émanation de notre volonté et qu'en y obéissant nous ne faisons que confirmer des arrêtés pris par nous, enfin c'est que les lois ont été faites pour le bonheur de tous, et qui désobéit se déclare l'ennemi du bonheur public."*

Les fêtes civiques furent un des moyens utilisés par les Jacobins pour concrétiser "l'union des Français", citoyens ou soldats. Ainsi le 25 juillet 1793, les Jacobins de Collioure présentent au peuple la

---

LA BATAILLE DE FLEURUS

Le lendemain, au point du jour, les armées qui se trouvaient en présence se disposèrent à combattre et alors s'engagea la célèbre bataille de Fleurus (26 juin 1794). C'est à cette bataille que l'on fit usage pour la première fois d'un ballon pour observer les positions de l'ennemi, ce qui fut bien utile, attendu que le lieu du combat était très boisé. Deux officiers étant montés dans la nacelle, le ballon fut lancé à l'endroit même où j'avais dressé ma tente : il était retenu par quatre câbles. Le général en chef Jourdan vint se placer près de là et me prit pour servir d'appui à sa lunette d'approche qu'il plaça sur mon épaule. A chaque instant les officiers qui étaient dans la nacelle jetaient des billets enfermés dans de petits sacs pleins de sable. Le général en prenait connaissance et, d'après leur contenu, donnait ses ordres.

Sur les trois à quatre heures, l'ennemi vint en masse pour forcer nos redoutes armées de pièces de huit, de douze et de seize. Il se jeta sur la droite qui commandait le général Lefebvre. Celui-ci fit coucher une partie de ses troupes dans les retranchements et ordonna aux autres de faire le simulacre de se retirer dans les bois. C'était une ruse de guerre qui réussit parfaitement. Les Autrichiens, croyant nos redoutes abandonnées, voulurent les escalader sans prendre aucune précaution ; mais à un signal donné les troupes qui étaient couchées se relèvent et reçoivent à bout portant les imprudents qui s'étaient engagés dans nos retranchements. Dans le même moment la cavalerie fut lancée dans les rangs déjà rompus de l'ennemi et y jeta un désordre tel que toute l'armée fut obligée de lâcher pied et de battre en retraite au plus vite. Nous poursuivîmes les fuyards et fîmes une grande quantité de prisonniers.

La bataille de Fleurus détermina la retraite des coalisés. Lancés à leur poursuite, nous ne nous arrêtâmes que devant Liège où nous campâmes pendant plus de deux mois. C'est là que nous reçûmes la nouvelle de la chute de Robespierre, Saint-Just et autres (9 thermidor an III — 28 juillet 1794). Cet événement fut salué au camp par de grandes réjouissances.

Girault
"Mes campagnes sous la Révolution..."



Fleurus : la première observation aérienne de l'Histoire



Volontaires et soldats de l'An II (gravure de Katz)

aux épanchements de la fraternité, un roulement de tambour rappela chacun à reprendre son arme et son rang. Le représentant a nommé les officiers qui devaient composer l'état-major de la demi-brigade. Cette opération terminée, les drapeaux ont été replacés dans leur bataillon respectif. Au 2ème roulement de tambour, le représentant a prononcé le serment : *"Vous jurez de maintenir la Liberté, l'Egalité, la République française Une et Indivisible. Vous jurez l'obéissance aux lois et aux propriétés, le maintien de la discipline militaire. Vous jurez enfin haine aux tyrans et à tous leurs complices".* Les troupes ont répété mille fois : "Nous le jurons" au milieu des plus vives acclamations. Après le défilé, un banquet fut offert aux militaires et la population se livra avec eux à la danse et aux farandoles.

Il y avait bien d'autres moyens pour "républicaniser" l'armée. On utilisa **Les vignettes emblématiques** qui ornaient le papier de correspondance distribué aux soldats. On y voyait le coq qui, au côté d'un soldat, veillait **"au salut de l'Empire"**, un lion assis sous l'arbre de la Liberté ou un poing brandissant une massue, témoignage de la force du "peuple libre". "La Liberté" envahit bientôt toutes les images : elle prit l'aspect d'un ange aux ailes déployées planant, la pique à la main, au-dessus d'un camp ; ailleurs une jeune femme, au bord du chemin, invitait le paysan, sac au dos, cocarde tricolore au chapeau, à rejoindre "ses frères". Assise sur une montagne, ici elle guidait les troupes qui écrasaient la "Tyrannie" symbolisée par une tiare, des couronnes et des sceptres ; là, elle promettait des jours meilleurs et penchait sur les canons une corne d'abondance. Elle faisait l'éloge du laboureur enfin débarrassé de la charge féodale : *"De toutes les professions de l'homme,* disait-elle, *il n'y en a pas de plus respectable, de plus touchante, de plus digne de la vertu ; il n'en est point où l'homme soit plus pris de bonheur, plus éloigné de la corruption parce qu'il est plus près de la nature".* Partout son visage était surmonté du niveau maçonnique, symbole de l'Egalité.

Autre mode de transmission de la pensée des gouvernants : les mots d'ordre. Il s'agissait de trois mots de passe choisis dans chaque corps et renouvelés tous les jours ; les soldats s'en servaient auprès du corps de garde pour se faire reconnaître. Ceux employés à l'armée de Sambre-et-Meuse portaient sur la Vertu : *"Vertu, bravoure, triomphe" — "Aimez et chérissez la vertu".* Les différentes formes de la vertu républicaine étaient détaillées : la modestie, le rejet de la flatterie, la chasse à l'intrigue. Les mots de passe enseignaient aussi la simplicité des mœurs, la frugalité, la fermeté, la constance et la vigilance. Le thème de l'union revenait souvent : *"Amour, fraternité, force",* ou celui de l'obéissance au pouvoir : *"Paris, Convention, ralliement" — "Révolution, Convention, confiance".* Le "citoyen-soldat" devait respecter la propriété : *"Peuple, propriété, respect".* Le sens du combat était remis en mémoire : *"Rois, tyrans, vaincrons" — "Trône renversé, repos".*

Constitution nouvelle. La marche était ouverte par deux détachements militaires. Une députation de la Société Populaire suivait les soldats et portait un fanion sur lequel on pouvait lire : "Unissons-nous pour faire triompher la République Une et Indivisible". Suivaient les officiers des communes environnantes brandissant un oriflamme : "L'union fait la force". Venaient ensuite un détachement d'infanterie, le juge de paix, la municipalité et la Garde Nationale. Au-dessus d'eux une bannière : "Nous mourrons pour la République Une et Indivisible". Un groupe d'enfants portait une banderole : "Nous apprenons à la défendre". Il précédait quatre vieillards avec de petites bannières où était écrit : "Guerre aux tyrans, aux anarchistes et aux fédéralistes", "Droits de l'Homme, Egalité, Liberté". Un tambour rythmait les pas d'un fusilier, d'un caporal, d'un sergent, d'un sous-lieutenant, d'un lieutenant, d'un capitaine et d'un colonel. Sur une estrade décorée aux "trois couleurs", deux conscrits portaient "l'Acte Constitutionnel". Le représentant du peuple escorté des généraux l'accompagna jusqu'à l'Autel de la Patrie où l'un d'eux, s'approchant du représentant, dit : *"L'armée reçoit la Constitution et la défendra jusqu'à la mort".* L'Acte placé sous la garde d'un vétéran, militaires et civils se donnèrent l'accolade.

Dans les fêtes moins solennelles, les soldats trouvaient leur place et signifiaient par leur présence qu'il n'y avait ni "avant" ni "arrière" mais tout un peuple uni contre les ennemis de la société nouvelle. A Ambérieu, on maria le 10 germinal an II (30 mars 1794) une "jeune fille **pauvre et vertueuse**" doté de 200 livres par le représentant du peuple Albitte. *"Le drapeau fut déployé et les gardes nationales montrèrent leur empressement en se serrant autour de cet étendard de la liberté ; elles ouvraient la marche précédée de la musique militaire."* Venaient ensuite les Sans-Culottes, les représentants des districts et des municipalités, les époux, leurs parents, des jeunes filles habillées en blanc et des soldats retirés du service. De leur côté les militaires n'organisaient jamais une cérémonie sans assistance populaire. La naissance d'une demi-brigade où se réalisait l'amalgame se faisait en présence des habitants de la ville voisine et de leurs administrateurs qui participaient ainsi à des "messes civiques". A l'armée des Côtes de Brest, le représentant Dubois-Crancé procéda le 8 juillet 1794 à la formation de la 141[e] demi-brigade. Dans un champ entouré de toutes parts par la population, les soldats furent rangés en bataillons, les drapeaux devant eux. Dubois-Crancé les passa en revue, leur présenta leurs chefs et les harangua en exaltant, "les avantages de la Fraternité, les horreurs du despotisme, la force, le bonheur d'un gouvernement républicain." Puis "les rangs ont été rompus et tous les soldats, sous-officiers et officiers se sont mêlés, embrassés avec le représentant aux cris mille fois répétés de "Vive l'union des Français, Vive la République !" Après le temps nécessaire

"HOMMES BATTUS, FEMMES MALTRAITEES, MAISONS PILLEES"

Quelques jours après nous reçûmes l'ordre de partir. Landau était débloqué, les Prussiens battaient en retraite. Nous nous mîmes à leur poursuite. Tout le pays que nous parcourions avait été déjà ravagé par les troupes ennemies : nous continuâmes la dévastation. On ne respectait plus rien : les hommes étaient battus, les femmes maltraitées, les maisons saccagées, brûlées quelquefois ; on usait largement des tristes droits de guerre. Pour moi, je voyais tout ceci avec peine. Je n'ai jamais aimé le pillage, aussi m'est-il arrivé souvent du désagrément pour avoir voulu l'empêcher. En résultat on fit tant et si bien qu'il n'y eut plus de quoi nous nourrir et qu'il nous fallut rentrer en cantonnement sur les frontières.

Girault
"Mes campagnes sous la Révolution..."

Education civique ou propagande ?

Le théâtre autre moyen de propagande, devait devenir "l'école des mœurs et un foyer ardent auquel les âmes viendraient constamment se retremper au républicanisme". Saint-Just en mission veilla à ce que officiers et soldats n'assistent plus à des comédies "sans caractère". Des pièces républicaines furent jouées à proximité des camps : *La Parfaite Egalité, La Veuve du Républicain* ou *Le Jugement dernier des rois* de Sylvain Maréchal. Pour soutenir le moral d'une troupe en marche ou au bivouac, on utilisa de vieux airs bien connus des requis, dont les paroles furent modifiées :

"La liberté n'est qu'un piège
Tant que le mot privilège
Blesse la Sainte Egalité."

Pour faire connaître sa politique, le Comité de Salut Public utilisa aussi les journaux. Ils devaient s'opposer à "la parole des factieux", surtout au "Père Duchesne" de Hébert qui avait un énorme succès au sein des compagnies. Rappelons qu'Hébert sera arrêté au printemps 1794 et jugé comme "extrêmiste". *Le Bulletin de la Convention* fut distribué aux troupes ainsi que *L'Antifédéraliste,* le journal composé par Claude François Payan, délégué des sociétés populaires de la Drôme, chef de bureau attaché à la correspondance du Comité de Salut Public, un des proches de Robespierre... Des généraux imprimèrent des journaux pour leur armée. Ce fut le cas de Dugommier qui créa *L'Avant-garde* à l'armée des Pyrénées avec l'aide d'une dizaine de "bons Jacobins" recrutés à Marseille.

Quel effet produisit sur l'armée cette "éducation civique", diront certains, cette propagande, diront d'autres ? Pour en juger, l'historien dispose d'abord de ces milliers de lettres de soldats, les unes publiées, les autres dormant encore dans les archives ou dans quelques greniers familiaux. La source n'est pas exempte de critiques. A compulser les archives des corps de troupe, nous découvrons une censure officielle qui, pour ne pas être celle que connurent les poilus de 1914, existait déjà. Les soldats en étaient avertis ; comment auraient-ils eu l'audace de proférer des menaces ou de dire leur doute à l'égard du gouvernement révolutionnaire ?

Au milieu de formules conventionnelles reprenant les mots d'ordre officiels, on peut entendre la voix de ceux qui furent touchés par l'enthousiasme patriotique que s'efforçait de leur insuffler le gouvernement. Il en restera quelques traces, puisqu'en 1805, à Austerlitz, les soldats partirent à la charge en chantant :

"Au noble dans sa giberne
Présentons la Liberté
Que le bougre se prosterne
Au nom de l'Egalité.

Sacrés mill'dieux, tous ensemble
Tirons et brisons nos fers.
Que, dans le fracas, tout tremble
Pour affranchir l'Univers.".

Jean-Paul BERTAUD



(d'après une lithographie de Raffet)

Pour en savoir plus :

- Sam Scott, **Les Officiers de l'infanterie de ligne à la veille de l'amalgame,** annales historiques de la Révolution française, 1968.
- Sam Scott, **Les Soldats de l'armée de ligne en 1793**, annales historiques de la Révolution française (1972).
- J.-P. Bertaud, *Valmy, la démocratie en armes,* 1970.
- J.-P. Bertaud, *La Révolution armée,* Laffont, 1979.
- Un témoignage qui se lit d'un trait : *"Mes campagnes sous la Révolution et l'Empire",* de Girault, Le Sycomore, 1983 (69 F).

Nous avons déjà publié sur la Révolution :

— Ventres creux, contre ventres dorés les insurrections du printemps 1795, **Gavroche** n° 1.
— Les colonnes infernales (1794), **Gavroche** n° 4/5
— La fuite à Varennes (1791), **Gavroche** n° 6
— An II : un théâtre sans-culotte ?, **Gavroche** n° 7
— Dossier Danton, **Gavroche** n° 9
— Les tricoteuses de l'An III, **Gavroche** n° 12.

Tous ces numéros sont disponibles.

LES EXPOSITIONS

Rubrique de Sylvie Fournet

AVEZ-VOUS VU LES PETITS LU ?

Il s'agit d'une exposition sur l'art et les biscuits qui s'est tenue jusqu'au 18 mars au Musée de la Publicité à Paris.

Elle nous a démontré que la notion d'image de marque, en matière industrielle, n'est pas née d'aujourd'hui. Nous sommes simplement passés de la ''réclame'' à la publicité : question de mots. A preuve cette très riche collection recueillie par la Société Lefèvre-Utile : 102 affiches, 80 objets, de 1880 à 1914, tous consacrés à la promotion de ce petit gâteau bien connu : le Petit Lu.

Avec une descendance aussi prolixe ne nous étonnons pas que tout ait commencé par une histoire d'amour. Monsieur Lefèvre et Mademoiselle Utile s'installent comme pâtissiers à Nantes en 1846. Ils acquièrent très vite une réputation due à la fabrication d'excellents biscuits en paquets. Lorsque Lefèvre meurt en 1883, son fils Louis Lefèvre-Utile lui succède. Il transforme la petite affaire familiale (14 ouvriers) en véritable industrie. Il se consacre à la création et à la qualité de ses produits, laissant la direction commerciale à son beau-frère. Le ''véritable petit beurre'' fera la réputation internationale de leur manufacture nantaise ; la fabrication des biscuits secs n'est plus alors le monopole de l'Angleterre.

Dès 1887, Louis Lefèvre-Utile comprend l'importance de la publicité : affiches, cartes-primes, série de cartes postales (la traversée de la Manche par Blériot, les fêtes franco-russes...) boîtes-cadeaux, papiers d'emballage, calendriers. La publicité murale n'est pas en reste. De jolies femmes, de Mucha entre autres, réjouissent l'œil pour attiser la gourmandise.

Cet appel aux artistes et aux graphistes tels Alphonse Mucha, Luigi Loir, Benjamin Rabier, Léonetto Cappiello, se double en 1904 de la collaboration avec des contemporains célèbres. Cela donne lieu à la publication d'un album Lefèvre-Utile, réunissant autour d'un portrait, un autographe, une notice biographique et même graphologique ! Certains furent croqués gloutonnement par le crayon sagace et humoristique de Cappiello.

On lisait avec amusement les dédicaces de Réjane, Jean Richepin, Jules Claretie, etc. Retenons les mérites de ce biscuit exquis vantés par Anatole France :

— *''Vous avez donné aux antiques présents de Cérès une douceur inconnue''.*

par Victorien Sardou :
— *''S'il fallait décerner le Prix*
Aux plus savoureux des biscuits
C'est Lu
Qui serait élu !''.

et de Sarah Bernhardt :
— *''Je ne trouve rien de meilleur qu'un Petit Lu — Oh, si ! Deux petits Lu !''.*

Il est vrai que joindre l'utile à l'agréable a toujours été un heureux mariage...



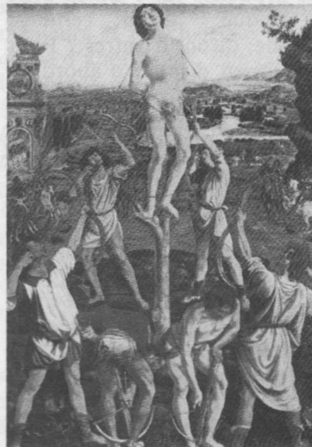
''Un escalier modèle'' 1897, Firmin Bouisset

SAINT SEBASTIEN, RITUELS ET FIGURES

Le martyre de Saint Sébastien, capitaine de la garde de Dioclétien, livré à ses archers parce que chrétien, a fasciné les artistes jusqu'à nos jours.

• Son corps attaché à une colonne, à un poteau ou à un arbre, percé de flèches ''comme hérisson'' est un corps d'ultime souffrance : c'est le martyr, le saint fondateur d'une église née des persécutions romaines.

• Son corps sanctifié par la douleur, est bientôt à l'image du saint thérapeute. Prières, chants et processions en son honneur ont culminé en temps de peste. Ces flèches de mort sont celles du mal terrible et ravageur identifié à la colère divine. Saint Sébastien, parfois relayé par Saint Roch ou Saint Charles Borromée, devient intercesseur entre monde terrestre et céleste.



Le martyre de Saint-Sébastien, par Antonio Pallaiolo (vers 1460)

• Ce qui a été privilégié ensuite, c'est le corps du martyr comme lieu de la communion divine. Cette expression, spirituelle, par un corps interposé, est particulièrement présente au 16e siècle. D'élégants chevaliers au visage alangui restent impassibles sous la douleur. Peu d'artistes se sont intéressés au deuxième martyre que l'on infligea à Sébastien pour l'achever : la bastonnade. Cet épisode était connu mais se prêtait moins bien à cette ''immanence de la spiritualité'' célébrée dans le corps criblé de traits.

Dépassant le domaine religieux, ce thème iconographique d'une fortune exceptionnelle inspira aussi Gabriele d'Annunzio dont l'œuvre fut mise en musique par Claude Debussy.

• *jusqu'au 16 avril 1984.*
• *Au musée des Arts et Traditions populaires (6, avenue du Mahatma Gandhi, Paris), tous les jours sauf mardi, de 10h à 17h15.*



La queue, à Stains en 1946, devant une mercerie qui affiche un message vengeur, mais optimiste...

PAIN JAUNE ET MARCHÉ NOIR

Les restrictions après la guerre 1945-1949

Les exemples cités dans cet article ont été pris dans la région de Grenoble. A quelques différences près, dues au contexte régional plus ou moins agricole, la situation était la même dans l'ensemble de la France.

C'est la Libération ! Les occupants abandonnent le territoire français. Le régime de Vichy s'effondre. La Résistance est victorieuse. Le général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire, est à Paris. C'en est fini des uniformes allemands, des bombardements, des rafles. Mais en est-il fini des réquisitions, du dirigisme économique, des privations, du système "D", du marché noir ? Il va falloir vite déchanter et faire le triste bilan de cinq années de domination nazie sur l'Europe : des millions de morts et de disparus, des villes rasées, les transports paralysés, les mines et les ports détruits, les usines endommagées ; le niveau de production est partout tombé très bas. En France, l'agriculture ne fournit plus que la moitié, voire le tiers dans certains cas, et l'industrie que 42 %, de leur production d'avant-guerre.

La Reconstruction est donc à l'ordre du jour : reconstruction politique lente et difficile *(cf encadré)* ; reconstruction industrielle sur laquelle s'accordent les trois principaux partis politiques (MRP, SFIO, PCF) et les syndicats (CGT et CFTC) : paix sociale et travail accru sont les conséquences de ce choix de priorités ; les biens de consommation et l'agriculture sont laissés au second plan et ne progressent que lentement. La pénurie subsiste donc longtemps encore et les restrictions se font d'autant plus sentir que la France est alors en plein "baby-boom" (1). Face à

LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES (1944-1948)

25 août 1944 : le Général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire s'installe à Paris.
De août 1944 à mai 1945 : renforcement du gouvernement provisoire par élimination ou intégration des groupes issus de la Résistance Intérieure (milices patriotiques Comité de Libération...).
7 mai 1945 : reddition inconditionnelle de l'Allemagne.
20 octobre : élection de la première Assemblée constituante (majorité de gauche : PCF, SFIO).
13 novembre : De Gaulle élu chef du gouvernement à l'unanimité de l'Assemblée.
20 janvier 1946 : démission de De Gaulle.
26 janvier : formation d'un gouvernement tripartite (MRP, PCF, SFIO) Felix Gouin (socialiste).
5 mai : NON au référendum sur le projet de constitution social-communiste.
2 juin : élection d'une deuxième Assemblée constituante (MRP 28 %, PCF 26 %, SFIO 21 %).
24 juin : gouvernement tripartite Georges Bidault (MRP).
13 octobre : OUI au référendum sur un nouveau projet de constitution. Début de la IVème République.
10 novembre : élection de l'Assemblée nationale (PCF 28 %, MRP 26 %, SFIO 17,6 %).
16 novembre : gouvernement Blum socialiste homogène.
16 janvier : Vincent Auriol (SFIO), président de la République.
21 janvier 1947 : grèves aux usines Renault.
25 avril : grèves aux usines Renault.
5 mai : renvoi des ministres communistes du gouvernement.
Novembre-décembre : grèves.
22 novembre : gouvernement R. Schuman (MRP).
6 juillet 1948 : vote du plan américain d'aide Marshall à l'Assemblée nationale.

---

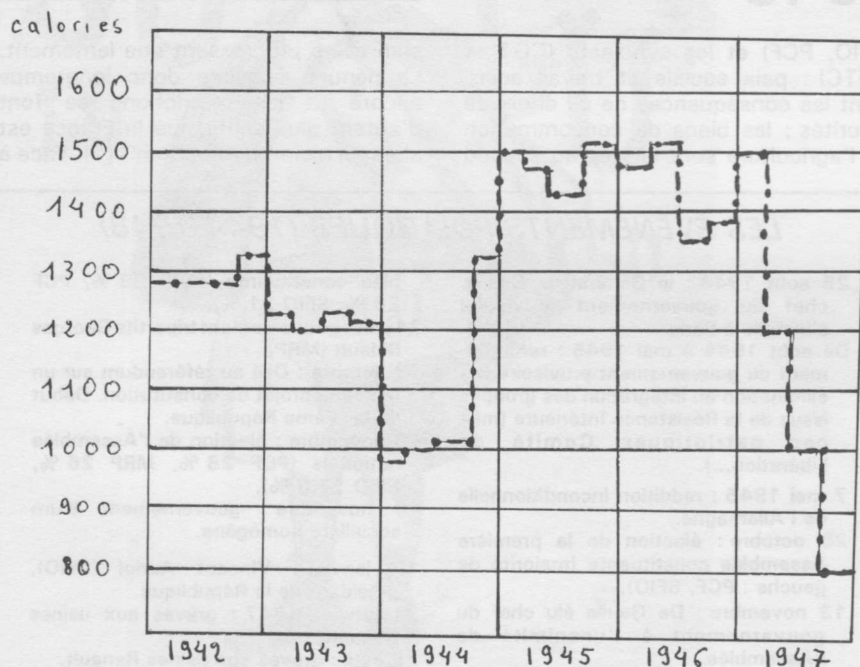
(1) **Baby boom** : explosion des naissances, due au retour des prisonniers de guerre (1,5 million) à la fin de la peur de l'avenir, et aux effets de la politique nataliste élaborée dès 1939.



ce problème, les gouvernements successifs hésitent entre une politique résolument dirigiste (mal vue des paysans et de la bourgeoisie) et une politique franchement libérale (à laquelle le peuple des villes est hostile). On crée alors un ministère du Ravitaillement dont les titulaires changent à chaque changement de gouvernement : Jiaccomi, Ramadier, Pineau, Longchambon, Tanguy-Prigent, Yves Farge... A coups de demi-mesures et de grandes déclarations, les différents responsables du ravitaillement ne parviennent pas à assurer un approvisionnement correct et régulier des centres urbains.

Globalement, l'organisation mise en place par Vichy est conservée, mais assouplie : les commissions d'achat départementales sont supprimées et les commerçants peuvent s'approvisionner "librement" auprès de leur grossiste ; à partir de décembre 1945, on autorise à nouveau l'ouverture de commerces de gros. Une partie des emplois de fonctionnaires des services de contrôle sont supprimés par mesure d'économie... Mais le rationnement reste très réglementé pour le consommateur *(voir encadré)*. Pour tenter d'assurer les approvisionnements, les gouvernements font toutes sortes d'essais : livraison obligatoire de toute la production pour le blé, impositions partielles pour le lait, engrais délivrés en fonction des livraisons de produits agricoles, subventions, contrats de production, achats prioritaires par des offices départementaux... L'efficacité n'est pas garantie et les prix ne cessent de grimper ; les mesures prises pour enrayer ces hausses ont surtout pour effet de faire disparaître les marchandises du circuit légal (2).

VALEUR CALORIQUE MOYENNE DES RATIONS "ADULTE"



(Annuaire économique de la France)

La baisse de 1947 s'explique par la diminution des rations de pain, mais aussi par l'arrêt du rationnement de certains produits comme la viande.
La ration quotidienne considérée comme "normale" est de 2 400 calories.
En France, la consommation moyenne est en 1983 de 3 400 calories par jour ; 74 pays du monde ont une consommation inférieure à 2 400 cal./jour dont 21 inférieure à 2 000.

Ainsi, passée l'euphorie des premiers temps de la Libération, pendant quatre années encore les Français ont retrouvé, comme aux temps de l'occupation allemande, leur "problème essentiel" : le ravitaillement. Les responsables politiques remarquent avec amertume dès 1945 que c'est là "le souci constant de la population" au sein de laquelle il entretient une atmosphère de "nervosité". Sauf aux échelons supérieurs, le personnel de l'administration du Ravitaillement et de contrôle est resté le même que pendant la période précédente. C'est la continuité malgré le changement : on continue de faire la queue, on continue de se "débrouiller" et certains continuent de vendre n'importe quoi à n'importe quel prix. La répression, moins forte que sous l'Occupation, permet au système "D" de s'ériger à la hauteur d'une institution et le marché noir, profitant des brèches ouvertes par l'assouplissement de la législation, devient encore plus florissant.

Cette situation ne fait qu'accentuer les inégalités : entre ceux qui peuvent manger à leur faim et ceux qui doivent continuer de se "serrer la ceinture" ; entre ceux qui manquent encore du minimum nécessaire et ceux qui regorgent du superflu et l'étalent. Ces injustices apparaissent encore plus criantes et plus insupportables que pendant l'Occupation, puisqu'on espérait les voir s'atténuer et parce que ceux qui se gobergent dans la liberté du jour ne sont pas forcément ceux qui luttaient dans l'ombre pour préparer des "lendemains qui chantent"...

"Un paysan m'a dit..."

Les différences sont d'abord visibles entre la ville et la campagne : à la campagne, la pénurie en denrées alimentai-

---

(2) Se reporter à l'article paru dans le numéro 10 du Peuple Français (avant juin 1980) : "Du pain sur la planche".



res ne se fait guère sentir que pour les produits "exotiques" (café, chocolat...) ; pour le reste, chacun mange à sa faim et l'autoconsommation paysanne a largement augmenté : de 22 % en 1938, elle est passée à 33 % en 1946. Les départements ruraux excédentaires sont les mieux lotis et ne laissent pas facilement sortir leurs produits. Les villes des départements déficitaires ont donc particulièrement à souffrir de la pénurie (en lait, viande et céréales) : c'est le cas des villes du sud-est (Lyon, Grenoble, Marseille).

En 1944-45, alors que les transports sont très désorganisés, ce sont les villes moyennes qui ont le plus de difficultés à être approvisionnées : en janvier 1945, Grenoble attend plusieurs semaines les 26 tonnes de pâtes à prendre à Lyon et les 130 tonnes à prendre à Marseille. Par la suite, c'est surtout dans les villes ouvrières que la faiblesse et l'irrégularité des arrivages entretient une situation parfois dramatique.

Un sourd antagonisme naît de ces différences : les ouvriers accusent les paysans d'être les "affameurs" du peuple ; ceux-ci n'admettent pas le maintien des taxations à des prix jugés ridiculement bas, tandis que l'inflation fait flamber les prix des autres produits. Les agriculteurs peuvent pourtant apparaître comme des privilégiés ; la part qu'ils représentent dans les revenus des particuliers est passée de 15 % en 1938, à 20 % en 1947 (elle retombe à 16 % en 1948). Le paysan tend à conserver ses produits, à ne pas tout livrer, car la politique des prix du gouvernement ne l'y incite guère : le prix du blé est fixé à un prix inférieur à celui de certaines céréales secondaires. Les paysans préfèrent donc utiliser le blé pour la nourriture des animaux. Devant l'inflation, les éleveurs préfèrent thésauriser sous forme de bétail : "le producteur retient les bêtes à la ferme et ne vend qu'au-dessus de la taxe" se plaignent les journaux communistes en 1947.

L'Etat essaie d'éviter de heurter la paysannerie de front : il fait appel au civisme, à la pitié ; il distribue des primes pour les livraisons de blé et de seigle. Les partis de gauche tentent de bri-

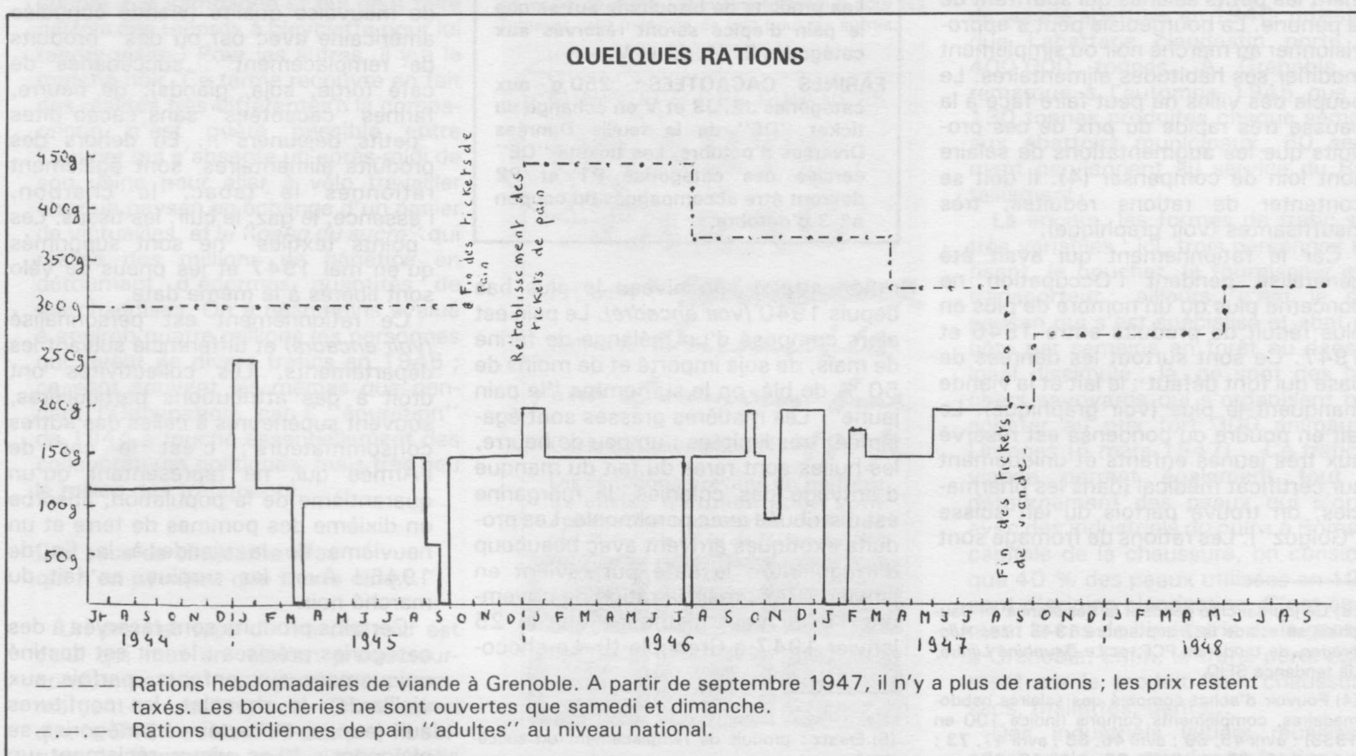
CARTES ET TICKETS

La population était d'abord divisée en catégories d'âge et en fonction de l'activité exercée :

E	**enfants de moins de 3 ans**
J1	**(Jeune) de 3 à 6 ans.**
J2	**de 6 à 13 ans.**
J3	**de 13 à 21 ans.**
A	**(Adultes) transformée en M en janvier 1945.**
V	**Vieillards de plus de 70 ans.**
P	**Producteurs**
C	**Cultivateurs**
T	**Travailleurs de force**
FE	**Femme enceinte**
FA	**Femme allaitante**
R	**Régime (malades).**

Les tickets distribués par la préfecture étaient ventilés chaque mois dans les mairies. La ration était fixée chaque mois. Le commerçant devait coller les tickets sur une feuille remise à la mairie ce qui lui permettait de recevoir un contingent de marchandises le mois suivant. Les mères de famille, femmes enceintes avaient des cartes de priorité.

QUELQUES RATIONS



——— Rations hebdomadaires de viande à Grenoble. A partir de septembre 1947, il n'y a plus de rations ; les prix restent taxés. Les boucheries ne sont ouvertes que samedi et dimanche.

_ . _ . Rations quotidiennes de pain "adultes" au niveau national.



ser le mur d'hostilité qui sépare ouvriers et paysans en prenant la défense des petits exploitants, en cherchant à informer la population urbaine des problèmes paysans. Ainsi, un long article du journal *Les Allobroges* (3) explique le 11 septembre 1945 : "Un paysan m'a dit : nous ne voulons pas d'argent mais des chaussures, du linge, des machines, un toit" et l'agriculteur expose les raisons de la pénurie de lait : le paysan est imposé à 3 litres par vache et par jour de même façon, qu'il en ait une ou deux ou cinquante. En janvier 1947, *Le Dauphiné Libéré* insiste sur le manque d'outillage, de pièces, d'engrais, de pneus pour le matériel et sur le déficit fourrager. Ces tentatives ne réussissent pas à rétablir la confiance entre deux mondes qui vont longtemps s'ignorer.

"L'hiver prochain, les enfants manqueront de lait frais"

Dans les villes, ce sont bien évidemment les petits salariés qui souffrent de la pénurie. La bourgeoisie peut s'approvisionner au marché noir ou simplement modifier ses habitudes alimentaires. Le peuple des villes ne peut faire face à la hausse très rapide du prix de ces produits que les augmentations de salaire sont loin de compenser (4). Il doit se contenter de rations réduites, très insuffisantes (voir graphique).

Car le rationnement qui avait été généralisé pendant l'Occupation ne concerne plus qu'un nombre de plus en plus réduit de produits entre 1946 et 1947. Ce sont surtout les denrées de base qui font défaut : le lait et la viande manquent le plus (voir graphique). Le lait en poudre ou condensé est réservé aux très jeunes enfants et uniquement sur certificat médical (dans les pharmacies, on trouve parfois du lait suisse "Guigoz"). Les rations de fromage sont donc aussi très limitées ; les consommateurs se plaignent de ne recevoir en guise de crème de gruyère qu' "un ersatz (5) malodorant". Les rations de pain varient en fonction des récoltes de blé ; elles sont fixées par des normes nationales, car le pain joue encore à cette époque un rôle fondamental dans l'alimentation des classes populaires.

C'est en septembre 1947 que la ration atteint son niveau le plus bas depuis 1940 *(voir encadré)*. Le pain est alors composé d'un mélange de farine de maïs, de soja importé et de moins de 50 % de blé, on le surnomme "le pain jaune". Les matières grasses sont également très limitées : un peu de beurre, les huiles sont rares du fait du manque d'arrivage des colonies, la margarine est distribuée avec parcimonie. Les produits exotiques arrivent avec beaucoup d'irrégularité : le café pur revient en janvier 1946, mais la ration de novembre 1946 n'est distribuée que le 25 janvier 1947 à Grenoble (!). Le chocolat est en général distribué avec un à deux mois de retard et les journaux titrent *"Rentrée des classes sans chocolat"*, le 20 septembre 1946. La ration de sucre, longtemps maintenue à 500 g par mois, augmente régulièrement après 1946.

UN EXEMPLE DE RATIONNEMENT
(Céréales-octobre 1944 — Isère)

RIZ : 100 g à la catégorie E, en échange du coupon n° 3 d'octobre.

FARINES SIMPLES OU COMPOSEES : 250 g à la catégorie E en échange du coupon n° 4 d'octobre.

FARINES SIMPLES, TAPIOCA ou PRODUITS ASSIMILES : 250 g aux catégories E et J1 en échange de coupon n° 2 d'octobre.
La crème de riz est réservée aux catégories E et J1 en échange des tickets de pain des consommateurs E, J1, J2 et V sur la base de 75g de farine pour 100 g de pain.
Les produits de biscuiterie autres que le pain d'épice seront réservés aux catégories E, J1, J2 et V.

FARINES CACAOTEES : 250 g aux catégories J2, J3 et V en échange du ticket "DE" de la feuille Denrées Diverses d'octobre. Les tickets "DE" cerclés des catégories P1 et P2 devront être accompagnés du coupon n° 3 d'octobre.

"On a retrouvé les 9 millions d'hectolitres de vin disparus".

Les promesses de ravitaillement en vin sont rarement tenues et malgré des récoltes assez abondantes, malgré l'arrivage de vins d'Algérie, la ration reste pendant très longtemps de 2 litres par mois (hiver 1946, hiver 1947) ; il faut dire que le vin disparaît inexplicablement lors du transport (des tonneaux se sont transformés en bidons d'huile de moteur à Nantes en octobre 46) et que l'on retrouve au hasard des contrôles des stocks dispersés que l'on croyait disparus (9 M d'hectolitres en septembre 1945).

Les produits rationnés sont souvent de mauvaise qualité (viande congelée américaine avec os) ou des "produits de remplacement" : succédanés de café (orge, soja, glands), de beurre, farines "cacaotées" sans cacao dites "petits déjeuners"... En dehors des produits alimentaires, sont également rationnés le tabac, le charbon, l'essence, le gaz, le cuir, les tissus. Les "points textiles" ne sont supprimés qu'en mai 1947 et les pneus de vélo sont libérés à la même date.

Ce rationnement est personnalisé *(voir encadré)* et différencié suivant les départements. Les collectivités ont droit à des attributions particulières, souvent supérieures à celles des autres consommateurs ; c'est le cas de l'Armée qui, ne représentant qu'un quarantième de la population, absorbe un dixième des pommes de terre et un neuvième de la viande à la fin de 1945 ! Avec les surplus, en fait du marché noir.

Certains produits sont réservés à des catégories précises : le lait est destiné uniquement aux enfants, parfois aux vieillards ; le chocolat, les confitures aux jeunes, et certaines catégories se plaignent : "Les vieux réclament un

---

(3) Ce journal créé pendant la Résistance en Dauphiné se scinde le 7 septembre 1945 : *Les Allobroges*, de tendance PCF, et *Le Dauphiné Libéré*, de tendance SFIO.

(4) Pouvoir d'achat comparé des salaires hebdomadaires, compléments compris (Indice 100 en 1938) : avril 45, **60** ; avril 46, **63** ; avril 47, **73** ; octobre 47, **69** ; avril 48, **86** ; avril 49, **90**.

(5) **Ersatz** : produit de remplacement ou succédané.

Le ravitaillement : un problème international
Du 4 au 6 avril 1946, les ministres de l'Agriculture et du Ravitaillement des pays européens se réunirent à Londres pour essayer de coordonner les solutions à leurs problèmes — à celui, en particulier, de la "soudure" en céréales : sur 22 pays d'Europe, 4 ou 5 seulement, selon M. Hoover, président du Comité américain de secours à l'Europe, étaient assurés de tenir jusqu'à la prochaine récolte.
On voit ici (à gauche), s'entretenant avec ses collègues belge et néerlandais, le ministre du Ravitaillement français, M. Longchambon — que les chansonniers appelaient, bien sûr, M. Long-Jambon...



peu plus de chocolat et des gâteaux secs" en octobre 1945.

"Et voici de la margarine...".

Chaque mois les chiffres des rations sont communiqués par les journaux, mais il faut surtout être à l'affût des "distributions" annoncées lors d'arrivages inattendus ou de déblocage de stocks. Limitées certains jours à quelques commerçants dont la liste est fournie par la presse, elles occasionnent des queues exceptionnelles, car les quantités sont elles aussi limitées : on distribue ainsi du "poisson de mer" des "oranges d'Italie", des bananes, du "porc sous contrat", de l'huile... Pour les fêtes, des distributions exceptionnelles ont lieu, les rations sont augmentées (8 mai, fête des mères, Noël...). Ainsi, pour Noël 46, on avait droit à Grenoble à : 300 g de viande ; charcuterie libre : 50 g de saindoux ; 100 g de beurre ; 250 g de "petits déjeuners" ; 250 g de chicorée ; 500 g de confitures pour les E et J (enfants et jeunes) ; 200 g de bananes ; et pâtisserie "libre".

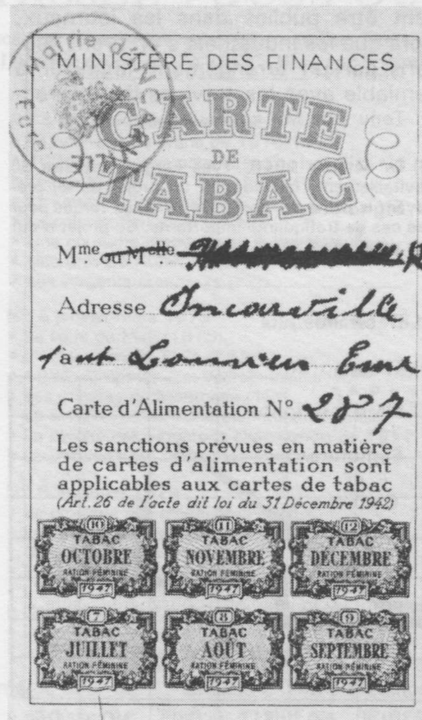
Mais pour les jours ordinaires, les rations ne suffisent pas et il faut donc recourir à d'autres sources moins légales. Heureux celui dont la famille est encore à la campagne et qui peut faire parfois des records à bicyclette pour lui rendre visite ! Pour les autres, il y a le marché noir. Ce terme recouvre en fait des réalités très différentes : la comparaison n'est guère possible entre l'ouvrier qui s'absente un après-midi de son usine pour aller à vélo travailler chez un paysan en échange d'un panier de victuailles, et le *"gang du sucre"* qui réalise des millions de bénéfice en détournant d'énormes quantités de marchandises. On a néanmoins évalué à environ quatre millions les personnes qui vivent de divers trafics en 1945 ; ce sont souvent les mêmes que pendant l'Occupation, car l' "épuration" de 1944 a touché essentiellement des collaborateurs politiques, mais très peu le milieu des trafiquants.

Des sacs de cinquante kilos qui n'en pesaient que trente cinq..."

Un premier type de marché noir est celui qui met en relation producteur-consommateur ou producteur-commerçant-consommateur. C'est ainsi que la SNCF et les PTT ont pris l'habitude de fermer les yeux sur les "colis familiaux" expédiés par des paysans à des particuliers. Il y a toutes les variantes possibles du commerçant qui réussit à se fournir hors des circuits légaux auprès de producteurs ou d'intermédiaires (collecteurs, grossistes) et qui revend dans l'arrière-boutique le produit introuvable au marché taxé. Ainsi, en 1945, le kilo de beurre, taxé à 63 F, se vend 80 à 100 F chez le fermier et peut atteindre 600 à 1 000 F dans l'arrière-boutique !

Le commerçant peut aussi grignoter sur la qualité : on connaît le cas des boulangers qui mélangent des farines de céréales diverses pour le pain et réussissent ainsi à détourner de la farine blanche pour la pâtisserie dont la fabrication leur était interdite en période de pénurie. Il peut encore tricher sur la quantité. C'est le cas de marchands de charbon grenoblois qui vendaient des sacs de cinquante kilos qui n'en pesaient en réalité que trente-cinq ou quarante. Le détournement de marchandises peut enfin s'effectuer au niveau de collectivités dont les attributions sont parfois importantes. Des militaires s'organisent fréquemment pour détourner des cigarettes, de l'essence : le 13 juillet 1946, deux garagistes et deux officiers du Corps expéditionnaire d'Extrême-Orient sont inculpés pour un important trafic d'essence entre Marseille et Avignon.

La carte de tabac : la manne attendue pour les fumeurs, une monnaie de troc pour les autres...


MINISTÈRE DES FINANCES

CARTE DE TABAC

Mme ou Mlle [illegible]

Adresse Incarville

1 aut Louviers Eure

Carte d'Alimentation N° 287

Les sanctions prévues en matière de cartes d'alimentation sont applicables aux cartes de tabac
(Art. 26 de l'acte dit loi du 31 Décembre 1942)

10 TABAC OCTOBRE RATION FÉMININE 1947	11 TABAC NOVEMBRE RATION FÉMININE 1947	12 TABAC DÉCEMBRE RATION FÉMININE 1947
7 TABAC JUILLET RATION FÉMININE 1947	8 TABAC AOUT RATION FÉMININE 1947	9 TABAC SEPTEMBRE RATION FÉMININE 1947

"Le Roi de la Viande arrêté à Rouen"

L'abattage clandestin, pour lequel nous possédons quelques chiffres, permet d'évaluer l'ampleur du marché noir. Sur environ un million de tonnes de viande abattues en 1946, on estime que l'abattage clandestin porte sur 400 000 tonnes. A Grenoble, on remarque à l'automne 1945 que sur 130 tonnes produites chaque semaine aux abattoirs municipaux, 60 seulement parviennent au service du Ravitaillement.

Là encore, les formes de trafic sont très variables : ici, trois personnes suffisent, le boucher, le fournisseur et le transporteur ; ailleurs, c'est le gros paysan qui s'est spécialisé et abat une bête par semaine en forêt ou dans un local dissimulé ; là, ce sont des bouchers savoyards qui s'organisent pour acheter au prix fort 300 animaux à Limoges (5 mars 1947)... Ce trafic de viande permet également tout un détournement des peaux qui s'opère avec des industriels du cuir : à Romans, capitale de la chaussure, on considère que 40 % des peaux utilisées en 1946 sont d'origine clandestine. C'est également le cas de l'industrie de la ganterie à Grenoble. Enfin, le trafic porte également sur le produit fini : chaussures, sacs, mallettes, gants...

Des industriels laitiers réussissent aussi quelques grandes opérations : en

LE SCANDALE DES FARINES
(Octobre 1946)

Le nouveau préfet de Seine-Inférieure et le directeur de la Police s'étonnent de voir que la consommation de farine atteint 90 000 quintaux dans le département alors que d'après leurs calculs elle ne devrait pas dépasser 82 000 quintaux. Après enquête, Gornet, secrétaire du Groupement de Répartition des Farines de Seine-Inférieure, est inculpé ainsi que le comptable du bureau et 5 femmes employées. 60 boulangers se trouvent également compromis.

Tous les 15 jours, les boulangers devaient passer au bureau départemental pour remettre leur enveloppe avec les tickets afin d'obtenir des bons de farine correspondant à ces tickets. Sur un signe, certains se rendaient ensuite dans un café voisin où Gornet venait leur rendre une partie des tickets. Ces boulangers revenaient ensuite au guichet pour recevoir un supplément, ce qui leur permettait de fabriquer de la pâtisserie et de vendre du pain au marché noir.

Le trafic durait depuis 6 ans et rapportait à Gornet environ 20 000 F par mois.

septembre 1946, un industriel laitier de Cambrai vend ''au noir'' les rations mensuelles de fromage de 100 000 personnes ! En janvier 1948, un industriel lyonnais a détourné 12 000 litres de lait, 2 000 de crème, 1 500 kg de beurre et des centaines de boîtes de lait en poudre.

''Vol de 15 000 cartes de ravitaillement en plein jour !''

Le vol de cartes et de tickets qui avait été inauguré par les maquisards pour assurer leur ravitaillement se généralise, tandis que des imprimeries se spécialisent dans la fabrication de fausses cartes de pain par mois.

Le sud-est est fréquemment inondé de faux bons d'essence. Ces pratiques obligent les préfectures à changer fréquemment les types de cartes. Cela n'empêche pas les fonctionnaires même des services du ravitaillement d'en détourner une partie. Car ceux-ci sont particulièrement bien placés et il ne se passe guère de semaine sans que les journaux ne relatent l'arrestation de membres de ces organismes. Au Ravitaillement, on subtilise cartes et tickets, au Contrôle, on rackette des commerçants, à la Distribution on détourne des marchandises. Cent soixante tonnes de charbon destinés aux hôpitaux de Lyon sont ainsi détournées par un fonctionnaire de la Distribution en septembre 46. On peut aussi citer le cas du responsable départemental du service d'aide à l'Exploitation forestière qui continue à recevoir tous les mois, en 1946, les rations de 500 bûcherons de Saint-Marcellin (Isère) alors que depuis un an il n'en reste plus que 52 !

Les grands scandales

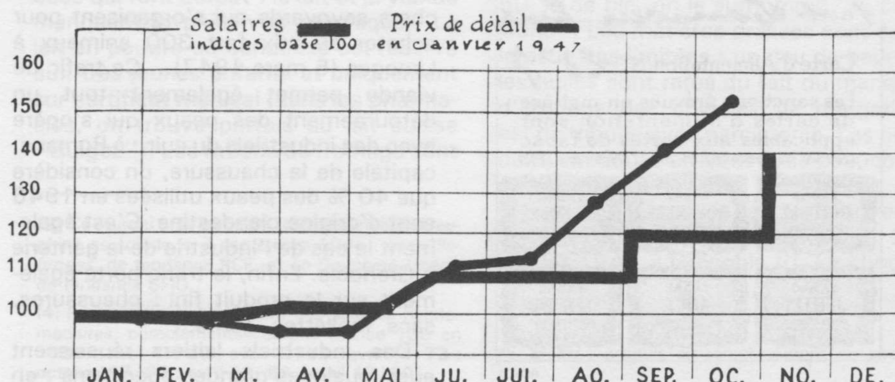
A partir de 1946 une série de scandales éclate, mettant en jeu d'énormes quantités de marchandises, éclaboussant au passage quelques personnalités politiques. C'est en avril 46, celui des Grands Moulins de Corbeil qui détournent environ 15 % de la production de farine ; en octobre, c'est celui des Fariniers de la Seine Inférieure *(voir encadré)*. Ce mois d'octobre est celui du ''festival des scandales'' : scandales des vins d'Algérie détournés sur Monaco ; scandale des Grands Magasins (le PDG du Bon Marché est écroué à Fresnes : il avait reçu 900 000 points textiles contre 6 millions de pots de vin versés à divers fonctionnaires du ministère de la Production industrielle) ; scandale des légumes secs, du sucre (sur 500 000 tonnes de sucre consommées chaque année, 200 000 passent au marché noir).

En 1947 et 1948, les trafics se font souvent à travers les frontières : colis ''coloniaux'', colis ''suisses'' comprenant sucre, café, riz, chocolat, achetée 38 F en Suisse et revendus 7 000 F aux intermédiaires.

Si les arrestations sont fréquentes, l'application des lois répressives est timide, voire inexistante. Les amendes prononcées sont souvent dérisoires en regard des bénéfices. La répression frappe d'ailleurs bien davantage les petits trafiquants, dont les noms doivent être publiés dans les journaux, alors que les industriels s'en tirent souvent par un arrangement financier à l'amiable avec les services de la Direc-

(6) En octobre 1946, Yves Farges, ministre du Ravitaillement, fait adopter un projet de loi prévoyant la peine de mort ou les travaux forcés pour des cas de trafiquants importants. Ce projet n'eut pas de suites...

La ''COURSE INFERNALE'' salaires-prix



MANIFESTATIONS ET GRÈVES
1945-1948

15-30 mars 1945 : manifestations de ménagères pour un meilleur ravitaillement dans le Jura, les Alpes-Maritimes, les Charentes, l'Isère, les Bouches-du-Rhône...
15-30 septembre : manifestations pour un meilleur ravitaillement à Marseille, Lyon, dans la Creuse, le Jura...
1er-7 janvier 1946 : les travailleurs cessent le travail et manifestent contre le rétablissement de la carte de pain à Tours, Rouen, Revin, Le Creusot, Paris, La Rochelle, Nevers, Armentières, Fourmies...
Juillet-août : manifestations contre la vie chère et pour augmentations de salaires. A Nantes, violente manifestation contre le marché noir (21 août).
Janvier 1947 : manifestations contre les intermédiaires (Paris) et pour un meilleur ravitaillement (Lyon). Grève Michelin à Clermont-Ferrand (11).
25 mars : manifestations dans toute la France pour le minimum vital, des augmentations de primes et la lutte contre les trafiquants.
30 avril : grève Renault.
20 mai : grève des dockers.
22 mai : manifestation à Lyon et séquestration du préfet pour le maintien de la carte de pain.
Juin : grèves du bâtiment (6) des cheminots (8), des houillères (10), des employés de banque (21), des mineurs du Nord (25).
5 septembre : manifestations à Paris et en province contre la diminution de la ration de pain. Grève générale dans le Doubs pour le pain.
6 septembre : incidents sur les marchés à Grenoble.
29 septembre : A Verdun les travailleurs bloquent un convoi de sucre destiné à l'Allemagne.
3 octobre : péniches de sucre bloquées à Meaux.
15 octobre : grève dans le métro, autobus, marine marchande.
8 novembre : grève services publics région parisienne, Berliet.
10 novembre : manifestation à Marseille contre la hausse du prix des tramways. Arrestation de 4 ouvriers.
13 novembre : journée d'émeute à Marseille : 1 mort parmi les manifestants.
14 novembre-10 décembre : généralisation des grèves à tous les secteurs. Heurts très violents avec les forces de l'ordre à Valence (2 morts le 5 décembre), Montpellier, Nice et en Meurthe-et-Moselle.
15 juin 1948 : grève des mineurs du Nord.
16 juin : grève et heurts violents aux usines Bergougnan de Clermont-Ferrand. La grève s'étend à Michelin.
9 juillet : grève des fonctionnaires.
2 septembre : grèves dans le textile, chez Peugeot, Schneider, Englebert. Début des grèves des mineurs.
16 septembre : grève Renault.
Octobre : bagarres en Lorraine. Réoccupation des puits de mine par l'armée. Bagarres autour des puits, 1 mort à Merlebach ; 1 mort à Alès ; 2 morts à Firminy (tous du côté des mineurs).
19 novembre : grève des dockers.
29 novembre : fin de la grève des mineurs.

Nombre de journées de grève :
1946 : 374 000 ;
1947 : 23 361 000 ;
1948 : 11 918 000 ;
1949 : 7 229 000.

tion du contrôle économique (6). Laisser-faire et corruption ne laissent pas toujours impassible le peuple des villes qui manifeste parfois violemment sa haine du marché noir. A Nantes, en août 46 : des boîtes de nuit et grands restaurants aux tarifs prohibitifs sont dévastés par des manifestants.

''Nous voulons du bifteck aux pommes deux fois par semaine''

L'insuffisance du ravitaillement, l'absence de répression du marché noir, la hausse des prix ont constamment entretenu de 1945 à 1948, le mécontentement populaire *(voir encadré)*. En 45-46, les manifestations sont souvent organisées par les ménagères qui se rendent en cortège à la mairie ou à la préfecture et tentent parfois d'en forcer les grilles (Marseille). Ce sont elles aussi qui bousculent les étalages de commerçants sur les marchés et les obligent à baisser leurs prix. Fréquemment aussi, les ouvriers cessent spontanément le travail avec une ou deux heures d'avance pour protester contre l'insuffisance des rations. Le pain, nourriture-symbole, est souvent à l'origine de ces débrayages : le 21 mai 1947, la radio lyonnaise annonce la suppression de la carte de pain (7). Les ouvriers de la Rhodiaceta à Vaise cessent le travail à 9h du matin et se dirigent en cortège vers la préfecture située à plusieurs kilomètres ; ils sont rejoints par un autre cortège venu de Villeurbanne.

11 heures : la foule pénètre dans le grand hall de la préfecture, les ouvriers envahissent les bureaux, se saisissent du préfet qu'ils emmènent à pied au siège de la radio. A midi, chacun peut entendre la déclaration improvisée du préfet : ''J'ai été ému (!) ce matin par votre manifestation qui prouve que les travailleurs ont des besoins qui méritent d'être satisfaits. Aussi, pour calmer cette émotion (...) j'ai décidé dès maintenant que les tickets de pain seraient honorés comme par le passé''.

Les grandes grèves de 1947 et 1948 n'ont pas pour motif direct la question du ravitaillement, mais il est certain que la baisse de la ration de pain annoncée au cours de l'été a souvent été la goutte d'eau... et l'on imagine les effets particulièrement durs de la pénurie dans les ménages des grévistes. Ils ne sont sans doute pas étrangers à l'aspect insurrectionnel que ces grèves prennent parfois.

En 1949, l'amélioration de la production agricole, les importations plus faciles permettent de libérer progressivement les produits, mais les prix ne cessent pas de grimper pour autant et les travailleurs devront attendre encore quelques années avant de connaître le bifteck quotidien.

Monique BAUDOIN

(7) Remplacée par la carte ''Denrées diverses'', avant l'élaboration de nouvelles cartes pour lutter contre la fraude.

Nous avons déjà publié...
Sur les luttes populaires contre la vie chère

- *La croisade des ménagères,* 1911 (Le Peuple Français n° 6*)
- *Du pain sur la planche,* 1945-49 : (Le Peuple Français n° 10**)
- *Ventres creux contre ventres dorés* (an III) : (Gavroche n° 1***)
- *Les émeutes de Gdansk* (1970) : (Gavroche n° 2)

Numéros encore disponibles à la librairie de Gavroche : * 6 F ; ** 8 F ; *** 15 F.

Les humeurs de l'histoire

LES ANNEES 1950

Entretien avec Claude-Jean Philippe (Antenne 2)

M.S. — *Comment en êtes-vous venu, vous qui vous intéressiez au cinéma à cette sorte d'enquête historique que sont* Les années 50 ? *Pourquoi ne faites-vous jamais appel, par le biais de l'entretien, à des ''témoins'' ?*

C.J.P. — J'ai d'abord fait des portraits de gens vivants : le professeur Debré, Marcel Duhamel etc. J'ai construit des émissions à partir de biographies de personnages qui me paraissaient intéressants ou exemplaires. Et en faisant ces biographies j'ai découvert l'histoire de ce siècle, et j'ai été amené par la suite — en composant des hommages à Arletty, Marcel Aymé, Coco Chanel etc. — à parcourir plusieurs fois les années 1950. Puis j'ai écrit et réalisé une histoire du cinéma français, dans le cadre d'un grand projet qui était alors *l'Encyclopédie audiovisuelle du cinéma :* 38 films de montage, de 26 minutes chacun, destinés à raconter l'histoire du cinéma français des origines jusqu'au début des années 1960. Donc j'ai à nouveau parcouru ce siècle d'une autre façon, et cette fois sans interviews du tout, en ne me servant que de documents photographiques ou cinématographiques, actualités ou extraits de films. J'en avais décidé ainsi par rigueur historique, en l'occurence, parce que je ne voyais pas comment la mort pouvait sélectionner les témoins.

Si l'on avait à raconter l'histoire du surréalisme en 1950, on le pouvait, puisque Breton, Eluard, Aragon étaient vivants et jeunes. A partir des années 60-70, on ne racontait plus le surréalisme qu'à partir de survivants ; et aujourd'hui, il n'en reste plus que deux. Je ne vois pas du tout pourquoi les survivants auraient une meilleure qualité de témoins que les morts, et donc j'ai préféré aller, pour l'histoire du cinéma français, aux textes de l'époque pour ce qui est de la construction même des films. Et puis par la suite j'ai fait deux émissions qui s'intitulaient *La plus belle affiche,* qui était une histoire de la chanson à travers les têtes d'affiche, depuis 1900 jusqu'aux années 1960, encore une fois... ; *Paris au bord des lèvres* ensuite, où j'ai à nouveau parcouru le siècle, mais en regardant Paris et ses rues et en écoutant ses chansons.

C'est là que, armé de mon expérience, j'ai éprouvé le besoin de refaire un parcours que j'avais fait personnellement — ces années 1950 où j'ai eu 20 ans et qui ont été les plus fortes, affectivement, moralement et politiquement, de ma vie. Je me suis dit que pour éviter les pièges de la confession et de la complaisance il fallait faire un vrai travail d'historien. J'ai parcouru la collection complète de *Paris-Match :* je l'ai dépouillée ; j'ai pris des notes ; j'ai parcouru la collection complète de *L'Express,* de *L'Observateur,* du *Canard enchaîné.* Mais je ne me suis pas contenté de l'histoire proprement dite.

M.S. — *C'est-à-dire que vous vous écartiez de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l' ''histoire événementielle''. Mais songiez-vous à d'autres dimensions ou d'autres approches de l'histoire : phénomènes économiques, histoire des mentalités...*

C.J.P. — A vrai dire, ce sont les ''humeurs'' de l'histoire qui me captivent. Entre-temps, j'avais découvert que chaque époque veut donner d'elle-même une certaine image, exactement comme les personnes. Il y a un décalage évident entre cette image qu'elle veut donner d'elle-même et sa réalité, qui n'est connue, elle, que lorsque nous disposons du recul. Pour les années 1950, j'avais vécu une époque où la lucidité était la valeur suprême dans tous les domaines. Je me suis rendu compte qu'on lui donnait une si grande importance pour ne pas commettre l'erreur de l'autre après-guerre, qui s'était au contraire bercée de terribles illusions. Illusion de la prospérité indéfinie pour les USA. Illusion de la victoire absolue et définitive pour les Français. Illusion du pacifisme... Sentiment et cauchemar de la honte, de la défaite de 1918 pour les Allemands. Illusion de la ''dernière'' révolution pour les Soviétiques. Il est clair que les années 1945-1960 ont voulu faire exactement le contraire. On l'a bien vu avec l'immédiate réconciliation franco-allemande, inimaginable *a priori* compte-tenu des actes criminels du gouvernement nazi. La bascule du prestige, qui appartenait aux militaires en 1945, c'est-à-dire aux vainqueurs de cette guerre, au général Mac Arthur, au général de Lattre, s'est faite en faveur non pas des civils, mais des négociations : Mendès France quand il fait la paix en Indochine (1954), de Gaulle quand il fait la paix en Algérie (1962), Sadate, Kissinger, tous ceux qui, d'une certaine façon, ont fait œuvre de paix ; quitte à ce que certains militaires prestigieux, comme les Israëliens ou les Anglais de la guerre des Malouines, apparaissent complètement anachroniques et d'autant plus fascinants.

En vivant les années 1950, nous avions eu l'impression de vivre une véritable avant-guerre, alors que nous étions en réalité dans une après-guerre qui dure encore. La question de l'Algérie était pour la gauche quelque chose de décisif, qui semblait engager la France dans une nouvelle forme de fascisme si la droite gagnait (ce qui s'est révélé faux...). Pourtant la morale et la lucidité étaient au second plan par rapport à ce que notre travail, à notre insu, produisait : de la richesse, de l'efficacité, de la productivité, ce que l'on appelle maintenant — après coup — les ''Trente glorieuses'', et dont les manifestations extérieures ont été dans un premier temps considérées comme frivoles : Brigitte Bardot d'un côté et le film *Mon oncle* de Jacques Tati de l'autre. Au premier plan de cette époque, vue depuis aujourd'hui, il y a l'élargissement soudain de la vie, les opportunités nouvelles, les ouvertures dans tous les domaines qui nous étaient offertes par une expansion économique sans aucun précédent. Cela s'est traduit par la DS 19, apparaissant comme un être, quasiment divin, (la Déesse...), et par Brigitte Bardot apportant les éléments d'une nouvelle morale moins contraignante qui va se développer à partir de 1960 (pour aboutir à l'explosion culturelle de 1968).

J'ai été très frappé par une réflexion du Dr Olivenstein, qui me disait que toute sa formation allait dans le sens de la lucidité, de la clairvoyance ; mais qu'il avait été amené par son métier de médecin-psychiatre, vers 1966, à soigner des gens qui voulaient faire tout pour échapper à cette clairvoyance et au contraire pour découvrir, beaucoup plus que les paradis artificiels, quelque chose comme un éclatement même de la conscience, à travers des hallucinogènes etc. (ce qui s'était déjà passé au 19e siècle avec le romantisme). Pour quelqu'un de sa génération — la mienne — c'était extrêmement bouleversant. C'est là que je me suis rendu compte qu'il y avait des ''générations''. C'est ça qui m'a donné envie d'accomplir ce travail.

M.S. — *Avez-vous l'intention de continuer en ce sens ? Préparez-vous une autre série ?*

C.J.P. — Actuellement je travaille sur un projet que j'appelle *Les capitales endormies,* et qui est précisément le contraire des *Années 50 :* les années 1920. Cela va de 1919 à 1933, et je découvre encore, en consultant la collection du *Figaro* de ces années-là, que je suis très déçu dans un premier temps. Je vois les titres, et les événements paraissent très comparables à ceux d'aujourd'hui : il est question de difficultés économiques, d'affrontements extérieurs, du danger bolchevique (il faut dire qu'en 1919 éclatent en Allemagne et en Hongrie des révolutions et des grèves insurrectionnelles en France et en Angleterre).

Ce qui, au contraire, est tout à fait unique, c'est un certain style de conventions bourgeoises, qui





Serge Mikhaïlovitch Eisenstein et André Breton : tous deux rejetés en 1935 par des instances d'intellectuels communistes parce que trop révolutionnaires...

aujourd'hui nous surprend. Il y a un article superbement sérieux qui raconte comment cette "pauvre bourgeoisie" en est réduite à chasser ses domestiques, comment elle a perdu "tous ses revenus" (!) et comment elle est contrainte de réduire son budget alimentaire. Ce qui est prodigieux, c'est de voir que l'époque parle, étrangement, dans ce qu'elle a de plus futile. L'idée que nous avons actuellement des années 1920 se trouve dans les articles admirables d'une dame qui signe Rosine, et qui raconte la vie d'une mondaine de l'époque nommée Madoue. Le style dans lequel cette journaliste présente son personnage est très exactement celui à travers lequel nous imaginons aujourd'hui les personnages de Marcel Proust et la douce langueur des "Années Folles". Donc ce qui m'amuse le plus, c'est de chercher à voir en quoi une époque est singulière. Dior par exemple est aussi révélateur que Sartre de l'esprit des années 1950, parce que c'est un couturier rigoureux, qui se fait photographier avec un double décimètre indiquant la longueur des jupes !!

Je fais un autre travail — un livre qui s'intitule *Le roman du cinéma*. Et je me suis rendu compte, année par année, que c'était absolument saisissant. Par exemple, 1935 est une année étonnante, alors qu'il s'y produit peu d'événements notables. C'est en 1933 qu'Hitler prend le pouvoir. En 1934, il y a le 6 février. En 1935, il n'y a *apparemment* aucun événement décisif politiquement (1). Or, cette année-là, André Breton est interdit de parole au "Congrès des écrivains pour la défense de la culture", plus ou moins influencé par le parti communiste. Gide fait mouvement vers les communistes et accepte de présider, avec Malraux et d'autres, ce congrès dont Breton est exclu. Au même moment, le même ostracisme pèse en URSS sur le cinéaste Eisenstein, accusé de formalisme. L'année 1935 marque donc une rupture avec l'esprit même des années 20. Eisenstein est excommunié de la communauté des cinéastes soviétiques pour les mêmes raisons que Breton l'est par le PCF. Ils sont ceux qui ont souhaité une table rase, une révolution radicale, des formes pour ce qui est d'Eisenstein, des mentalités pour ce qui est de Breton.

Il faut donc vraiment voir l'endroit où l'histoire manifeste le plus clairement ses humeurs. Je suis obligé de reconnaître à quel point j'ai été modelé par la période de l'après-guerre. Je crois que nous sommes très influencés et qu'il est inutile de prétendre à une vision personnelle des choses. Nous sommes tous soit Alceste soit le Bourgeois gentilhomme, et les deux sont ridicules. D'un côté, le Bourgeois gentilhomme veut trop épouser son temps. De l'autre côté, Alceste, qui le refuse avec le même excès, a un comportement qui prête à sourire. Le bon équilibre est entre les deux, entre les refus et les modes.

Ce que je déduis de mes travaux, c'est le désir de vivre à la fois dans l'écume de l'époque et dans le lit profond du passé. Mais le fleuve n'a qu'un cours...

Propos recueillis par Michel SERCEAU

(1) Il faut quand même rappeler les grèves des Chantiers navals en France, très violentes, puisqu'il y eut mort d'hommes. Sans oublier les décrets de Laval, amputant les revenus des salariés, et qui amèneront la victoire du Front populaire en 1936. (Note de la rédaction)

NOTES DE LECTURE

Objecteurs, insoumis, déserteurs, histoire des réfractaires en France, de Michel Auvray, éditions Stock, Paris 1983, 440 p, 95 F.

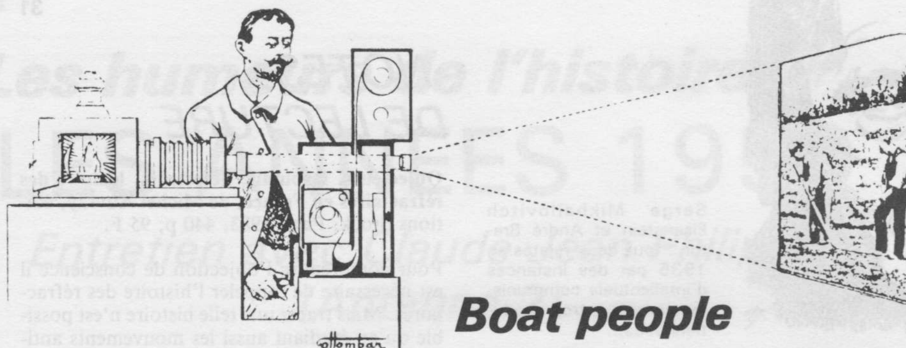
Pour comprendre l'objection de conscience il est nécessaire de rappeler l'histoire des réfractaires. Mais tracer une telle histoire n'est possible qu'en étudiant aussi les mouvements antimilitaristes, les désertions, le pacifisme et bien évidemment l'histoire de l'armée, du soldat, de l'appelé. Michel Auvray effectue avec brio une telle fresque où s'enchevêtrent des histoires différentes et complémentaires et qui débouche sur les revendications spécifiques des objecteurs et insoumis d'aujourd'hui.

HISTOIRE DU PAYSAGE FRANÇAIS (+)

"Le paysage est une réalité culturelle car il est non seulement le résultat du labeur humain mais aussi objet d'observation, voire de consommation". C'est donc les nombreuses transformations de ce décor que l'auteur va décrire de la préhistoire à nos jours, en une synthèse satisfaisante. Il développe les travaux académiques en leurs associant des études locales de qualité. C'est un ouvrage plaisant à lire, toujours instructif, malgré la nécessité de couvrir rapidement des périodes longues et mouvementées. L'art, l'architecture, l'urbanisme, la géographie, l'économie sont ici heureusement combinés afin de faire comprendre les transformations du paysage.

(+) *Histoire du paysage français,* par Jean-Robert Pitte, éd. Thallandier, Paris, 2 volumes de 238 p. et 209 p., 78 F chacun.

Thierry PAQUOT



AU CINÉMA

par J.-G. Fichau

Boat people

de Ann Hui avec Lam (Akutagawa), Season Ma (Câm Nuong), Andy Lau (Tô Minh).

Boat People est un grand film qui réunit les qualités du film d'aventure, guerre, amour, exotisme, et celles du film politique. Cependant, son titre, l'absence de vedettes connues en Occident (1) et les conditions de sa réalisation ont paru semer le doute. N'est-il pas réalisé par une Chinoise de Hong-Kong avec le soutien des autorités de Pékin (2), engagées contre le Viêt-nam et son allié soviétique ?

Depuis la fin de la guerre du Viêt-nam (3), des films américains (4) nous avaient rappelé combien la guerre américano-vietnamienne avait été terrible. Après s'être libéré des Japonais (1945), des Français (1954), des Américains (1973), le Viêt-nam entra dans une ère de paix. Depuis environ dix ans, il ne fait plus la ''Une'' ; seul le phénomène des ''boat people'' a intrigué. On s'apitoya sur le sort des réfugiés (5) victimes des pirates ; que se passait-il donc dans le Viêt-nam indépendant ?

Ann Hui était bien placée pour y répondre. Chinoise de Hong-Kong, elle avait, pour un film précédent, recueilli des témoignages de réfugiés vietnamiens. Ils sont utilisés ici dans un récit remarquablement construit qui maintient le spectateur en haleine tout en lui faisant découvrir des aspects du Viêt-nam des années 1975-1978.

Retour à Da-Nang (6)

Un journaliste japonais, Akutagawa, qui a assisté à l'entrée des troupes de la République démocratique du Viêt-nam du Nord à Da-Nang en 1975, y revient trois ans plus tard. Sympathisant, il obtient des autorités communistes le droit de circuler et de photographier librement le Sud-Viêt-nam. Mais il est lui-même observé par les autorités. C'est-à-dire que son sort sera lié à ce qu'il ''saura'' ou voudra enregistrer... Par ce mécanisme, Akutagawa n'est pas qu'un spectateur, il devient aussi l'acteur principal, celui par qui la vérité arrive. Son périple en profondeur sera influencé par deux guides involontaires Câm-Nuong et Tô Minh.

Câm Nuong, c'est l'adolescente au visage d'enfant partagé entre l'insouciance et la détresse. Son innocence lui permet de supporter l'horreur. En suivant Câm et sa famille, nous découvrons les quartiers misérables où règnent le chômage, la faim, la prostitution, la délation, les exécutions sommaires perpétrées par les communistes du Nord. Ces réalités font vaciller les certitudes du journaliste horrifié. Il pense, malgré tout, que la solution à tous les problèmes se trouve dans les Zones économiques nouvelles (Z.E.N.). Il suffirait de transférer la surcharge des villes vers les campagnes. Cependant. Cette proposition rencontre la plus vive opposition des citadins.

Son second guide, Tô Minh, est un personnage peu recommandable pour le nouveau régime. Ancien collaborateur des Américains, il est l'intime d'une tenancière de boîte de nuit riche en dollars, avec qui il songe à fuir. Pour finir de payer le voyage, il essait de voler l'appareil photographique d'Akutagawa. Fortement intrigué par son

---

LA GUERRE DU VIET-NAM
(1946-1975)

1946-1954 : Guerre d'Indochine (France contre le Viêt-minh soutenu par l'URSS et la Chine).

1954 : ***Les accords de Genève*** **(France/République Démocratique du Viêt-nam du Nord) :**
— Le Viet-nam est divisé par une ligne d'armistice fixée au 17e parallèle, avec le Nord contrôlé par le Viêt-minh et le Sud par les nationalistes non communistes.
— Des élections générales sont prévues deux ans plus tard pour l'unification du pays.

1956 : Le Sud, sous l'influence des USA, refuse les élections.

1961 : Kennedy autorise l'envoi de commandos anti-guérilla.

1968 : Maximum de l'effort militaire américain : plus de 500 000 soldats.

1973 : ***Accords de Paris,*** **entre Américains, Vietnamiens du Nord, Vietnamiens du Sud et représentants du Front national de Libération (FNL) dirigés par les communistes.**
— départ des troupes américaines ;
— coexistence au Sud du Gouvernement Thieu et du gouvernement républicain provisoire (GRP) qui regroupe les forces de la résistance.
La guerre continue.

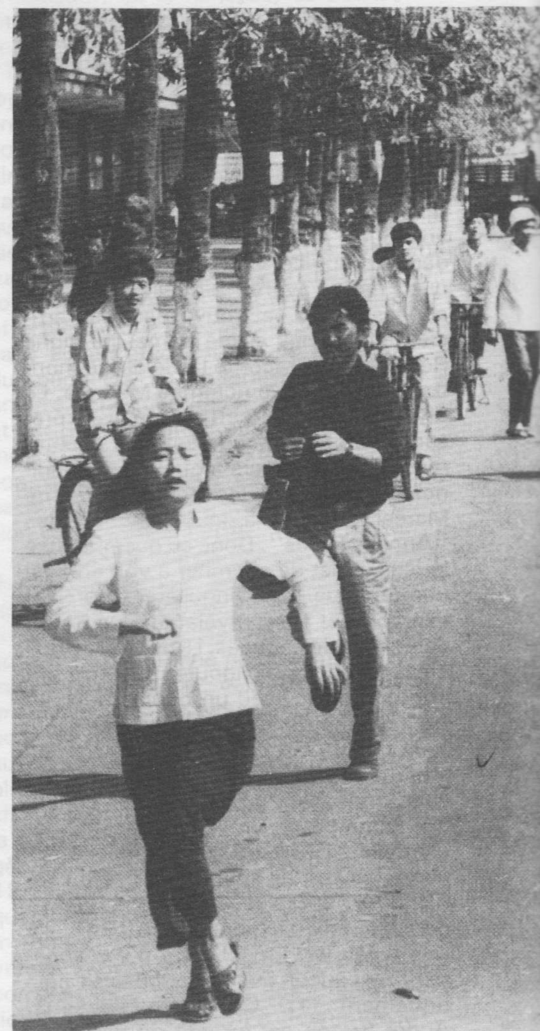
1975 : Le 30 avril, Saïgon est occupée par les forces communistes du Viêt-nam du Nord.

1976 : 7 juillet, l'Assemblée nationale proclame la réunification : ***République socialiste du Viêt-nam*** **(58 millions d'habitants) — (sans vote populaire...). Les communistes se débarrassent de la résistance non communiste.**

1975-1983 : Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 600 000 réfugiés indochinois auraient péri en mer, 530 743 ont pu être sauvés.

---

(1) Lam est cependant une vedette célèbre à Hong-Kong.
(2) Pékin, après avoir demandé que l'on enlève quelques scènes érotiques du scénario, a autorisé le tournage sur son territoire.
(3) En 1973, les ''Accords de Paris'' aboutissent au départ des troupes américaines.
(4) Principalement *The Deer Hunter (Voyage au bout de l'enfer)* de M. Cimino et *Apocalypse Now* de Fif. Coppola *(absolument à voir).*
(5) Selon le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (H.C.R.), depuis 1975, 530 743 réfugiés ont été sauvés.
(6) Sous-titre du film. Da Nang fut une importante base américaine, juste au sud du 17e parallèle. Les combats y furent particulièrement violents.



''UN CULTIVATEUR SAUTE SUR UNE MINE''

''Au début, nous trouvions ça plutôt drôle puisque ça nous dispensait de cours, et puis après on a appris que des accidents se produisaient lorsque les enfants tombaient sur des mines, exactement comme lorsque le frère de l'héroïne du film se fait tuer. Alors on a eu peur mais nos professeurs continuaient à nous envoyer fouiller les décombres sans y aller eux-mêmes et en nous bourrant la tête d'idées révolutionnaires du style : ''Il faut tout donner au pays, sacrifier sa vie pour l'enrichissement général''.

''Non, on ne faisait pas ça dans les NZE. C'était les prisonniers des camps qui faisaient ça. Mais dans les NZE, il était fréquent qu'un cultivateur saute sur une mine alors qu'il était en train de bêcher son champ''.

Témoignage recueilli
par Edouard WAINTROP,
(*Libération*, 17/18 décembre 1983)

"IL S'EST MIS A MANGER DES FEUILLES"

"En fait les NZE n'étaient pas des camps de prisonniers, ce qui ne veut pas dire que la situation était beaucoup plus brillante que dans les camps. Après 1975, on a envoyé les "bourgeois", les gens indésirables des villes, et les "colons volontaires" défricher ces zones incultes dans les régions montagneuses du Viêt-nam. Les gens qui partaient là-bas ne connaissaient rien à l'agriculture et en plus, les terrains qu'ils étaient censés cultiver étaient si mauvais que même les paysans n'auraient pas su les faire fructifier. Il n'y avait pratiquement pas d'eau. L'eau "potable" était apportée dans des camions-citernes rouillés et coulait jaune. L'eau pour les champs devait être portée à dos d'homme pendant des kilomètres. Lorsque les terres étaient finalement défrichées, au prix d'efforts surhumains et de nombreuses vies sacrifiées, ces zones étaient libérées et on y implantait des "citoyens révolutionnaires" (...). Un jour, le fils d'un ami est venu nous trouver. Il s'était enfui de la NZE où il avait été envoyé de force. Il nous a raconté qu'au début de son séjour, on avait distribué une dizaine de kilos de céréales par mois à chaque habitant de la NZE. Ça suffisait presque. Un jour, on devait être le 28 ou le 29 du mois, ses réserves de nourriture étaient épuisées et il n'avait plus rien à manger mais il s'est dit : "Tant pis, je peux attendre le 1er du mois prochain, jour de la distribution." Seulement ce mois-là il n'y a pas eu de distribution. Les réserves locales étaient épuisées, paraît-il. Il s'est mis à manger des feuilles de patates, de concombre, toute la récolte qu'il avait eu tant de peine à faire pousser mais qui n'était même pas encore mûre ! Puis il a vendu tout ce qu'il possédait, y compris le seau qui lui servait à transporter l'eau. Sans seau, il ne pouvait plus travailler, alors il a été obligé de s'enfuir et de retourner en ville. Mais en ville, il n'avait plus d'autorisation de séjour (qui donne droit au logement et à l'achat de nourriture) et il devait se cacher. Un jour, il a disparu...".

Témoignage recueilli
par Edouard WAINTROP,
(*Libération* du 17/18 décembre 1983)

comportement, ce dernier demande à visiter la Z.E.N. dans laquelle il travaille.

Apocalypse to day

Le choc est terrible. Cette Z.E.N. est tout à fait différente de celle qu'on lui avait fait visiter au début de son séjour. Dans la Z.E.N. n° 16, vitrine destinée aux étrangers, régnaient l'ordre, la propriété, la bonne chère, la bonne humeur.

Les autres Z.E.N. sont des camps de travail remplis par l'armée qui rafle les jeunes gens dans les villes. Les prisonniers, politiques ou autres, fournissent le reste. Les Vietnamiens y sont enchaînés ; l'appel a lieu sur la place ; la mort rôde. Les tâches essentielles sont la remise en état des rizières détruites et le déminage des champs. Dans un cas, la mort lente ; dans l'autre, l'explosion meurtrière...

Si ce film ne lave pas les mains du gouvernement chinois à propos du génocide cambodgien, il reste néanmoins un acte d'accusation contre les dirigeants communistes du Viêt-nam et leurs alliés soviétiques ; et au-delà, contre tous les moyens d'oppression et de destruction.

LA TRACE

Scénario : Bernard Favre et Bertrand Tavernier ;
Réalisation : Bernard Favre avec Richard Berry (Joseph).

En 1859, 1860, comme chaque année, de novembre à Pâques, Joseph entreprend sa tournée de colportage de la Savoie à Milan. A l'aller, il vend tissus, rubans, aiguilles... Il s'approvisionne à Milan, ville industrielle, terme de son périple, pour recommencer l'année suivante.

Que la montagne est belle...

A la sobriété du récit, fragmenté, photographié avec raideur, s'appose l'ampleur de la montagne (Le Mont-Blanc). Car c'est elle le principal personnage. Pour restituer sa majesté, sa beauté, ses changements, B. Favre utilise la Panavision qui donne un cadre très large et de prodigieux mouvements. Par des travelling arrière fantastiques, le gros plan sur le visage du colporteur devient un plan immense où la montagne écrase tout.

Ce décalage entre le récit et le décor fait de *La trace* un film impressionniste où tout est suggéré. Pour reconstituer le passé, il faut se plonger dans l'épaisseur des mentalités, d'autrefois, adopter leur rythme.

Dans un 19e siècle où l'information circule peu et lentement, la montagne tisse autour de ses habitants un écran protecteur. Les grands événements, guerres, industrialisation, ne parviennent que très assourdis au cœur de la Savoie. Ici, on ne recueille que l'écume des jours, comme cet aubergiste qui ramasse dans sa cave les cadavres découverts à la fonte des neiges. Les armées autrichiennes sont venues par le nord, les armées françaises sont passées plus au sud. On s'est battu à Magenta et à Solférino. Dans la montagne, on ne rencontre que quelques déserteurs ou quelques pillards. Dans ce monde où l'information est rare, le colporteur est un personnage précieux. On attend sa visite plus pour les nouvelles que pour la pacotille qu'il vend.

Joseph le douloureux

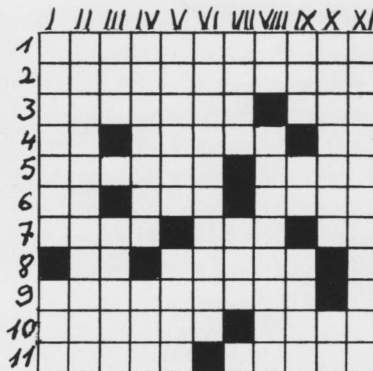
Joseph n'est pas un colporteur comme l'a souvent représenté le théâtre ou le cinéma, jovial et hâbleur. Richard Berry n'est pas Fernandel. Il parle peu, son jeu paraît lointain. Cependant, plus de chaleur ne lui aurait pas nui.

Comme la montagne, il est indompté. Aussi il se pose surtout par le refus des liens qu'on essaie de tisser autour de lui.

Ce personnage ne semble pas animé par des élans, par des désirs. Il est recroquevillé, sur la défensive. La rencontre avec une femme belle et aimable est traitée avec une rapidité frustrante bien peu réaliste. Le seul éclair de joie, la seule concession a lieu à propos du fisarmonica (accordéon). Dans ce film il y a donc très peu de dialogue et d'action.

On aurait aimé entrer plus avant dans la fiction, mais le fil du récit passe, imperceptible, et se réduit à une suite de tableaux rarement développés. En poussant le dépouillement jusqu'à l'ascétisme, B. Favre a pris le risque de se couper d'un public qui l'aurait volontiers suivi s'il avait mis plus de points de repère. Dommage !

MOTS CROISES DE GAVROCHE



HORIZONTALEMENT. — 1. Qualifie un modèle américain, en relief. — 2. Saint à Aix et plus à Rome. — 3. Occupa en 1953 la plus haute place sur Terre. Monnaie d'un jumeau célèbre dupé par son cadet. — 4. Pronom. Fut enlevé, dit-on, par des anges... Préfixe. — 5. Encadrement de la monnaie. Transporta Médée. — 6. Tirés du loess. Restes du tsar. On y récolte le Sancerre. — 7. Individu. Coule en Slovaquie. Referait l'histoire. — 8. Romains. Aurait pu être utilisé par Pascal. — 9. En principe supprimée en France depuis 1789. — 10. Par exemple, le trône du Mexique pour Maximilien. Hermitage des Tinois. — 11. Est-ce Elisabeth qui a ainsi bouleversé le pauvre Devereux ? Evoque Sainte Barbe...

VERTICALEMENT. — I. Eut une colère homérique. Peut-être fortunée ? — II. Premières palestiniennes. — III. Siège fatal. Canton de Haute-Garonne, autrefois diocèse. — IV. Maîtresse d'un diable et mère d'un conquérant. Bon plaisir. — V. Que d'herbe ! Chouans. VI. Les pieds dans l'eau et la tête en l'air... VII. De Commercy. Produit un effet. — VIII. Interjection. Tint la dragée haute à un prétendant téméraire. — IX. La fin d'un prodige. Désigne le facteur. Il déjoua la conspiration de Cadoudal. — X. Radicalement sans-culotte. 500 pattes ?... — XI. Voyaient double à propos de Jésus.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT



AVEZ-VOUS PENSE A RENOUVELER VOTRE ABONNEMENT A GAVROCHE ?

LES GAULOIS

Tous les peuples appartenant à la race celtique sont passionnés de guerre, irritables et prompts à en venir aux mains, du reste simples et pas méchants ; à la moindre excitation ils se rassemblent en foule et courent au combat, cela ouvertement et sans aucune circonspection, de sorte que la ruse et l'habileté militaire viennent facilement à bout de leurs efforts. On n'a qu'à les provoquer quand on veut, où l'on veut et pour le premier prétexte venu, on les trouve toujours prêts à accepter le défi et à braver le danger, sans autre arme même que leur force et leur audace. D'autre part, si on les prend par la persuasion, ils se laissent amener aisément à faire ce qui est utile, témoin l'application qu'ils montrent aujourd'hui pour l'étude des lettres et de l'éloquence.

Quant à la facilité avec laquelle ils forment ces rassemblements tumultueux, la cause en est dans leur caractère généreux qui leur fait ressentir l'injure à leurs voisins comme la leur propre et s'en indigner avec eux...

A leur franchise, à leur fougue naturelle, les Gaulois joignent une grande légèreté et beaucoup de fanfaronnade ainsi que la passion de la parure car ils se couvrent de bijoux d'or, portent des colliers d'or autour du cou, des anneaux d'or autour des bras et des poignets et leurs chefs s'habillent d'étoffes teintes de couleurs éclatantes et brochées d'or. Cette frivolité de caractère fait que la victoire rend les Gaulois insupportables d'orgueil tandis que la défaite les consterne.

Strabon